



RAPPORT
ANNUEL
2017

POSITIONNÉE POUR
LA CROISSANCE


Cascades
VERT DE NATURE™

CASCADES EN UN COUP D'ŒIL 2017

EMBALLAGE CARTON-CAISSE



Un leader canadien
6^e plus important producteur en Amérique du Nord

PRÈS DE 300 M\$

d'investissements en immobilisations, en acquisitions
d'entreprises et dans nos systèmes de gestion

PAPIERS TISSU



Un leader canadien
5^e plus important producteur en Amérique du Nord

VENTES

4 321 M\$

MISSION Contribuer au mieux-être des personnes, des communautés et de la planète
en proposant des solutions durables, innovantes et créatrices de valeur.

1^{RE}

récupératrice de fibres
au Canada

RESPONSABLE. INNOVANTE. CRÉATRICE DE VALEUR.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

175 M\$

VISION Jouer un rôle essentiel dans le succès de nos clients en traçant la voie
en matière de solutions durables d'emballage, d'hygiène et de récupération.

BEAA AJUSTÉ²

393 M\$

PRODUITS SPÉCIALISÉS



★ Un leader nord-américain des produits
d'emballage industriel et alimentaire¹

2,9 M | de tonnes courtes de
fibres recyclées sauvées
de l'enfouissement

TAUX
OSHA | 2,2⁵

92³ | unités au Canada, aux
États-Unis et en Europe

11 000 | employés
dans 5 pays

CARTON PLAT EUROPE⁴



2^e plus important producteur de carton plat
couché recyclé en Europe

1 Avec notre coentreprise Cascades Sonoco.

2 Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures
non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

3 Incluant les principales entreprises associées et coentreprises.

4 Avec notre participation de 57,8 % dans Reno de Medici S.p.A., une société italienne
publique transigée sur les bourses de Milan et de Madrid.

5 Taux de fréquence OSHA : nombre d'accidents avec perte de temps ou assignations
temporaires ou traitements médicaux X 200 000 heures/heures travaillées.

APERÇU FINANCIER

(En millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016	2015
VENTES	4 321	4 001	3 861
Bénéfice d'exploitation	175	221	153
En % des ventes	4,0%	5,5%	4,0%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) ¹	390	413	343
En % des ventes	9,0%	10,3%	8,9%
Bénéfice net (perte nette)	507	135	(65)
par action ordinaire	5,35 \$	1,42 \$	(0,69) \$
Dividende par action	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
AJUSTÉ¹			
Bénéfice d'exploitation	178	211	236
En % des ventes	4,1%	5,3%	6,1%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA) ¹	393	403	426
En % des ventes	9,1%	10,1%	11,0%
Bénéfice net	68	114	112
par action ordinaire	0,72 \$	1,21 \$	1,18 \$
Rendement sur les actifs ^{1,2}	9,2%	10,8%	11,3%
Rendement sur le capital utilisé ^{1,3}	3,7%	5,2%	5,7%
SITUATION FINANCIÈRE (AU 31 DÉCEMBRE)			
Actif total	4 382	3 813	3 848
Capital utilisé ³	3 646	3 142	3 170
Dettes nettes ¹	1 522	1 532	1 721
Dettes nettes/BEAA ajusté ^{1,4}	3,6x	3,8x	4,0x
Capitaux propres des actionnaires	1 455	984	867
par action ordinaire	15,32 \$	10,41 \$	9,09 \$
Fonds de roulement sur les ventes ⁷	10,1%	10,6%	10,9%
INDICATEURS CLÉS			
Expéditions totales (en milliers de tonnes courtes (t.c.)) ⁵	3 114	2 812	2 823
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication ⁶	93%	92%	92%
\$ US/\$ CAN - Taux de change moyen	0,77 \$	0,75 \$	0,78 \$

1 Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

2 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA ajusté des douze derniers mois (DDM) / actifs moyens trimestriels totaux DDM moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. Non ajusté pour les activités abandonnées. À partir du T2 2017, incluant Greenpac sur une base consolidée.

3 Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôt (30 %) du bénéfice d'exploitation ajusté des DDM ainsi que notre part des résultats des principales coentreprises, divisé par la moyenne trimestrielle des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs moyens trimestriels totaux moins les comptes créditeurs et charges à payer et la trésorerie et équivalents de trésorerie. Non ajusté pour les activités abandonnées. Le taux inclut notre investissement dans Greenpac en tant que compagnie associée jusqu'au T1 2017 et sur une base consolidée à compter du T2 2017.

4 Ratio ajusté incluant les activités abandonnées. Pour 2017, incluant les regroupements d'entreprises sur une base pro-forma.

5 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs d'activités. À partir du T2 2017, incluant Greenpac. Excluant les expéditions du secteur d'activité des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesures que ce secteur utilise.

6 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités abandonnées et les activités de fabrication de notre secteur d'activité des produits spécialisés. À partir du T2 2017, incluant Greenpac.

7 En % des ventes = fonds de roulement moyen DDM / ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues. Non ajusté pour les activités abandonnées. À partir du T2 2017, incluant Greenpac sur une base consolidée.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

SYMBOLE : CAS-TSX

(À LA BOURSE DE TORONTO)

INDICES S&P/TSX

- COMPOSÉ
- PETITE CAPITALISATION
- DIVIDENDES
- TECHNOLOGIES PROPRES
- EXPOSÉ REVENU CANADIEN

INDICES BMO

- PETITE CAPITALISATION
- PETITE CAPITALISATION QUÉBEC

95 MILLIONS
ACTIONS ORDINAIRES
EN CIRCULATION
au 31 décembre 2017

0,04 \$
DIVIDENDE TRIMESTRIEL
PAR ACTION
en 2017

18,20 \$
HAUT INTRAJOURNALIER
en 2017

1 294 M\$
CAPITALISATION BOURSIÈRE
au 31 décembre 2017

97 MILLIONS
VOLUME TOTAL D' ACTIONS
ORDINAIRES TRANSIGÉES
en 2017

1,2 %
RENDEMENT
DU DIVIDENDE ANNUEL
au 31 décembre 2017

11,43 \$
BAS INTRAJOURNALIER
en 2017

MOODY'S : Ba2 (STABLE)
S&P : BB- (STABLE)
COTES DE CRÉDIT DE LA SOCIÉTÉ
au 31 décembre 2017

RENDEMENT DU PRIX DE L'ACTION DE CASCADES POUR L'ANNÉE 2017



TABLE DES MATIÈRES

**4 MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION : ALAIN LEMAIRE**
DE SOLIDES FONDATIONS,
UNE PERSPECTIVE POSITIVE

**6 MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF
DE LA DIRECTION : MARIO PLOURDE**
POSITIONNÉS POUR LA CROISSANCE

10 QUATRE SECTEURS D'ACTIVITÉ
UN POSITIONNEMENT PORTEUR,
ESSENTIEL AU SUCCÈS DE NOS CLIENTS

20 INVESTISSEMENTS ET CROISSANCE
INVESTIR DANS NOS AMBITIONS

22 INNOVATION
L'INNOVATION CHEZ CASCADES :
BEAUCOUP DE SUCCÈS EN PERSPECTIVE!

**24 DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET ENGAGEMENT SOCIAL**
UNE POSITION ENVIABLE,
UNE PERSPECTIVE DURABLE

26 INFORMATION FINANCIÈRE
ANALYSE DE LA DIRECTION, RAPPORT
DE LA DIRECTION, RAPPORT DE L'AUDITEUR
INDÉPENDANT ET ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

**142 MATIÈRE RECYCLABLE, PRODUIT RECYCLÉ
ET VENTILATION DE NOS OPÉRATIONS
SUR LE MARCHÉ**

144 CASCADES À TRAVERS LE MONDE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu
le jeudi 10 mai 2018, à 11 h, à la Jetée Alexandra,
Terminal 1 de la gare maritime (entrée par la porte 15),
située au 200, rue de la Commune Ouest, Montréal (Québec)
(face au musée de la Pointe-à-Callière).

La notice annuelle 2017 de Cascades inc. sera disponible à compter du
30 mars 2018 et il suffira d'en faire la demande au siège social de la Société.

Ce rapport est aussi disponible sur notre site web à l'adresse suivante :
www.cascades.com.

*The English version of this annual report is available on line and upon request
at the head office of the Corporation:*

Corporate Secretary
Cascades Inc.
404 Marie-Victorin Blvd.
Kingsey Falls, Québec
J0A 1B0 Canada

En page couverture : l'entrepôt de 51 000 pieds carrés de l'usine Cascades Inopak, à Drummondville, Québec, spécialisée dans la fabrication d'emballages alimentaires innovants. En 2017, des investissements de 15 M\$ ont été réalisés à cette usine, permettant d'agrandir le bâtiment existant et d'installer une ligne de fabrication ultra-performante et unique au Canada qui comprend une unité de décontamination intégrée à la fine pointe de la technologie. Cela a permis d'augmenter significativement la capacité de production des emballages Integral^{IMC}, des contenants recyclables qui permettent de doubler la durée de conservation des aliments dans certains marchés comme les protéines fraîches, réduisant ainsi le gaspillage alimentaire.

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Computershare
Services aux actionnaires
1500, boulevard Robert-Bourassa,
bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
CANADA
Tél. : 514 982-7555
Sans frais (Canada) : 1 800 564-6253
Télééc. : 514 982-7635
service@computershare.com

SIÈGE SOCIAL

Cascades inc.
404, boulevard Marie-Victorin
Kingsey Falls (Québec) J0A 1B0
CANADA

Téléphone : 819 363-5100
Télécopieur : 819 363-5155

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples
renseignements, veuillez
communiquer avec :

Direction des relations
avec les investisseurs
Cascades inc.
772, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1G1
CANADA

Téléphone : 514 282-2697
Télécopieur : 514 282-2624
www.cascades.com/investisseurs
Jennifer Aitken, MBA
Directrice, relations avec les investisseurs
jennifer_aitken@cascades.com



|
PRÉSIDENT EXÉCUTIF
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
|

ALAIN LEMAIRE

DE SOLIDES FONDATIONS, UNE PERSPECTIVE POSITIVE

Chers actionnaires,

Nous sommes très fiers des 53 ans d'histoire de Cascades. L'entreprise a établi des bases solides en profitant d'occasions d'affaires, en accédant à de nouveaux marchés, en adoptant une approche novatrice à leur égard et en s'adaptant bien aux nouvelles réalités économiques et concurrentielles. Ces réussites, associées à un esprit d'entrepreneuriat enraciné et à une croyance indéfectible dans le développement durable, sont une source de fierté pour Cascades. Nous mettrons l'accent sur ces attributs alors que nous continuerons de nous efforcer à créer de la valeur à long terme pour nos actionnaires.

Il est vrai que l'entreprise s'est heurtée à des obstacles en chemin, comme toutes les entreprises. La résilience de Cascades et sa capacité à relever efficacement les défis et à s'y adapter découlent de notre principal atout : nos employés. Leur ingéniosité, leur dévouement, leur détermination et leur énergie sont le moteur de nos réussites à long terme, et ont permis à l'entreprise de devenir une importante multinationale dans le domaine des solutions d'emballage, de papiers tissu et de récupération.

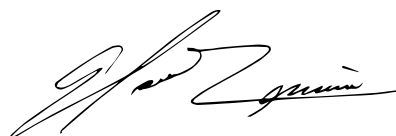
Alors que Cascades poursuivra sur sa lancée en 2018 et ultérieurement, le conseil d'administration continuera d'interroger et d'appuyer la direction. Notre mandat consiste à surveiller, à orienter, à donner des conseils objectifs et à équilibrer les perspectives, en nous fondant sur notre expertise et notre expérience d'affaires, de gouvernance, d'exploitation des opérations et en finance. Dans ce contexte, nous fournissons des commentaires au besoin, et nous soutenons la direction pour qu'elle puisse gérer l'entreprise et ainsi générer de la valeur économique durable, qui est essentielle aux intérêts de tous les actionnaires de Cascades. La gestion du risque, qu'il s'agisse de risques à l'échelle de l'industrie, propres à l'entreprise ou liés à des pratiques environnementales et de développement durable, représente un élément clé de la gestion du conseil. À cet égard, l'expérience collective des membres du conseil d'administration apporte une nouvelle perspective aux facteurs externes pouvant avoir une incidence sur l'entreprise et permet de trouver la voie idéale à suivre pour saisir les opportunités et surmonter les défis.

En tant que multinationale exerçant ses activités depuis plus de 50 ans, Cascades reconnaît l'importance et la nécessité d'une bonne gouvernance d'entreprise et d'une perspective à long terme. La mise en œuvre de meilleures pratiques de gouvernance est un processus continu, et non un événement ponctuel, dont la valeur augmente avec le temps. Le conseil d'administration s'engage à renforcer les activités et le modèle d'affaires de Cascades, en tenant compte des facteurs externes et des pratiques internes de l'entreprise qui pourraient avoir une incidence sur les activités quotidiennes, et ce, toujours en veillant à la qualité et en assurant une surveillance continue. Grâce à un cadre qui permet de repérer rapidement les futurs besoins stratégiques, les opportunités inexploitées et les risques éventuels, le conseil d'administration de Cascades s'efforce d'harmoniser davantage la stratégie de l'entreprise, les pratiques de gouvernance et les intérêts de tous les actionnaires.

Au nom de tous les membres du conseil d'administration et en mon nom personnel, je vous remercie de votre intérêt, de votre confiance et de votre appui sans faille.

Alain Lemaire

Président exécutif du conseil d'administration de Cascades





|
PRÉSIDENT ET
CHEF DE LA DIRECTION
|

MARIO PLOURDE

POSITIONNÉS POUR LA CROISSANCE

Chers actionnaires,

Il y a six ans, nous avons entamé une importante réorganisation stratégique de nos activités afin de nous positionner au sein de secteurs d'activité nous permettant de croître. Nous avons ainsi recentré nos activités sur les marchés présentant des perspectives de croissance favorables à long terme, c'est-à-dire ceux des solutions d'emballage, d'hygiène et de récupération, et avons quitté plusieurs secteurs qui, selon nous, offraient moins de possibilités de croissance durable. Au cours de la même période, nous avons grandement investi dans la modernisation de nos équipements et optimisé nos processus d'affectation du capital, incluant nos besoins annuels en fonds de roulement. Grâce à ces initiatives, Cascades met davantage l'accent sur une diversification bien équilibrée, tire parti d'une base opérationnelle plus solide et s'avère plus à même de générer de futures opportunités de croissance.

En 2017, l'amélioration de nos activités et de nos processus s'est poursuivie. Nous avons non seulement augmenté notre participation dans notre usine Greenpac et consolidé ses résultats, mais avons aussi vendu notre participation dans Boralex à des conditions avantageuses, annoncé la construction d'une nouvelle usine de classe mondiale de transformation de carton-caisse dans le New Jersey, modifié avec succès notre image de marque pour un bon nombre de nos produits de papiers tissu, inauguré une usine de transformation ultra moderne en Oregon et renforcé notre position dans le secteur du carton-caisse grâce à l'acquisition d'actifs de transformation en Ontario. En outre, nous avons continué à respecter notre engagement visant à réduire notre endettement, avec un rachat de 200 millions de dollars américains libellée en dollars américains et à taux fixe. Je suis également heureux de souligner que notre ratio d'endettement était de 3,6 x¹ à la fin de 2017. Enfin, nos activités en Europe, par l'intermédiaire de notre filiale Reno de Medici, ont connu une amélioration tout au long de 2017 grâce à des conditions de marché favorables.

Sur le plan administratif, le déploiement de notre nouveau progiciel et la réorganisation de nos processus d'affaires ont considérablement

progressé. Ces initiatives, que nous continuerons d'optimiser au cours des prochains mois, améliorent notre façon d'exercer nos activités et de servir nos clients, en augmentant la clarté, la réactivité et la souplesse de nos opérations. Le déploiement de ces systèmes soutiendra notre croissance future en mettant à notre disposition d'excellents outils d'harmonisation pour aider nos équipes à mettre l'accent sur les éléments importants, à agir et réagir efficacement, et à repérer les indicateurs de rendement clés en vue d'améliorer les résultats d'exploitation.

Réussir l'exécution de changements importants tout en continuant de maintenir des résultats peut constituer un défi et un équilibre délicat. Je suis enchanté de la façon dont Cascades s'est adaptée à ces importants changements internes, malgré des conditions de marché difficiles et la volatilité du prix des matières premières en 2017, et je suis fier du dévouement de nos équipes pour atteindre nos objectifs ambitieux. Depuis six ans, Cascades s'attelle à la restructuration et à la réorganisation de ses priorités et processus d'affaires. Dorénavant, nous viserons à mieux nous positionner pour une croissance durable à long terme, stimulée par notre plan stratégique 2017-2022.

¹ Voir la section « Déclarations prospectives et information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ». Ratio d'endettement défini comme ratio dette nette/BEAA ajusté sur une base pro forma (bénéfice d'exploitation avant amortissement).

POSITIONNEMENT DE NOS PLATEFORMES POUR LE FUTUR

L'amélioration et la modernisation de nos activités représentent un pilier central de ce plan, et nous permettront de rendre nos plateformes plus pertinentes et plus concurrentielles. Pour ce faire, nous accélérerons la modernisation de notre base opérationnelle grâce à la croissance organique et au remplacement d'équipements vieillissants. Parallèlement, nous viserons à augmenter notre taux d'intégration¹ à 85 % en ajoutant de nouvelles capacités de transformation, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions stratégiques ciblées, afin de réduire les risques liés aux marchés de la production primaire. Bien que notre objectif visant à nous équiper de machines et de technologies de pointe porte sur l'ensemble de notre plateforme, nos investissements cibleront en priorité l'optimisation de notre base opérationnelle et de notre empreinte géographique aux États-Unis. À cette fin, nous prévoyons investir entre 250 M\$ et 300 M\$ pour, entre autres, des projets stratégiques en 2018, et nous planifions des investissements additionnels dans notre secteur de papiers tissu, au cours des prochaines années, pour moderniser nos plateformes d'affaires des produits de consommation et des produits hors foyer. Nous équiperons également ce secteur avec une base d'actifs compétitive positionnée pour la croissance à long terme.

CRÉATION D'UNE VALEUR DURABLE

Notre deuxième priorité stratégique est la création de valeur, qui repose sur l'établissement et le maintien d'une croissance rentable et durable à long terme pour nos actionnaires. Pour réaliser cela, nous mettrons l'accent sur des initiatives qui visent la hausse des niveaux de rentabilité à travers tous nos secteurs d'activités, le recours à une stratégie d'affectation du capital très rigoureuse et une réduction soutenue de la dette. L'augmentation de la rentabilité dépendra des investissements futurs, des acquisitions éventuelles, des améliorations fonctionnelles et financières découlant de notre récente restructuration et de la réorganisation en cours de l'entreprise, ainsi que des avantages créés par l'importante transformation des processus d'affaires internes et la réduction graduelle des coûts de mise en œuvre connexes. En matière d'affectation de capital, nos investissements seront effectués en fonction de maximiser notre rendement, en vue d'excéder notre coût du capital. Tout au long de ce parcours, nous continuerons à faire preuve de vigilance dans nos initiatives de réduction de la dette, et nous visons maintenant à plus long terme un ratio d'endettement de 2,5 x².

ACCENT SUR L'INNOVATION ET LES BESOINS FUTURS DE NOS CLIENTS

Le troisième et dernier pilier de notre plan stratégique 2017-2022 consiste à se concentrer davantage sur l'innovation et les clients. Cascades crée et offre depuis longtemps des solutions qui permettent aux clients de bénéficier d'options novatrices, durables et concurrentielles sur le marché. Notre objectif ambitieux consiste à tirer 20 % de nos ventes de nouveaux produits novateurs en 2020. Ces produits permettent de renforcer les relations avec nos clients

et ont pour objectif de créer une différenciation et une rentabilité à long terme. Nous prônons une culture axée sur le client et avons établi des équipes mixtes dans chacun de nos secteurs d'activité, qui sont composées de spécialistes en marketing, en innovation, en ventes et en production, dont le mandat clair est d'élaborer pour nos clients des solutions de qualité qui sont innovantes, concurrentielles, avant-gardistes et durables.

En 2018 et dans les années à venir, nous continuerons d'investir dans nos employés, notre plateforme, nos produits et nos processus. Nous nous concentrerons sur la croissance, et sur la différenciation et la rentabilité à long terme. Je suis convaincu que cette vision, associée à notre portefeuille diversifié et à notre passion pour le développement durable et l'innovation, est la clé de notre réussite. Nous devons construire sur les succès du passé tout en nous positionnant pour le futur. Nous y parviendrons en associant les forces de notre culture entrepreneuriale riche de plus d'un demi-siècle d'histoire aux capacités et aux ressources accrues de l'entreprise multinationale qu'est devenue Cascades. Nous envisageons l'avenir en toute confiance et avec une détermination sincère. Tous nos secteurs d'activité présentent des perspectives intéressantes et nous sommes résolument déterminés à en tirer parti.

Au nom de toute l'équipe Cascades et en mon nom personnel, je souhaite vous remercier, en tant qu'actionnaires, de votre soutien sans faille alors que nous poursuivons cette grande aventure.

Mario Plourde

Président et chef de la direction

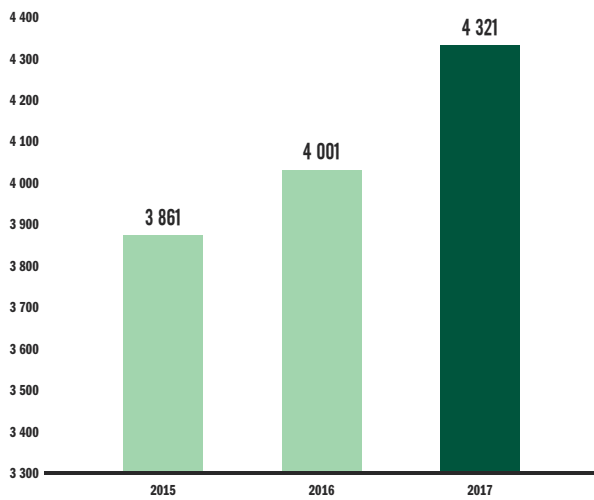


¹ Taux d'intégration défini comme le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos activités de transformation.

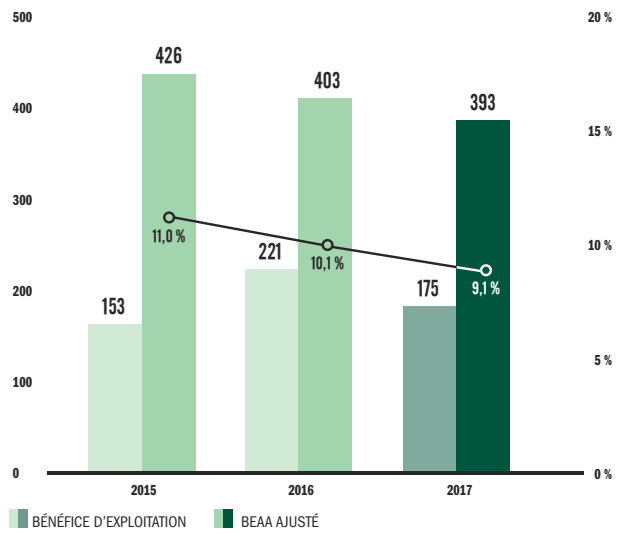
² Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ».

Ratio d'endettement défini comme ratio dette nette/BEAA ajusté (bénéfice d'exploitation avant amortissement).

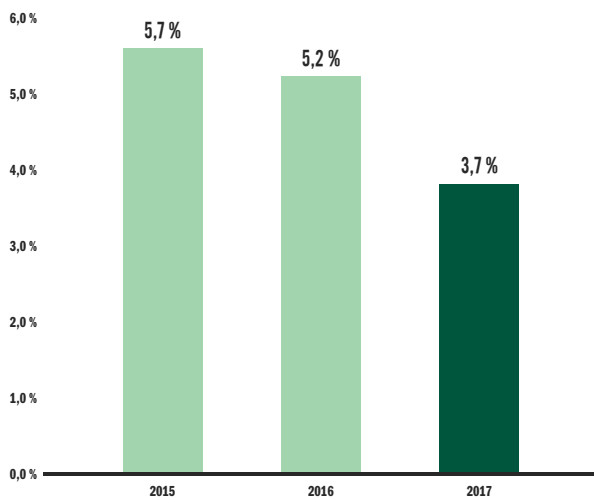
VENTES (M\$)



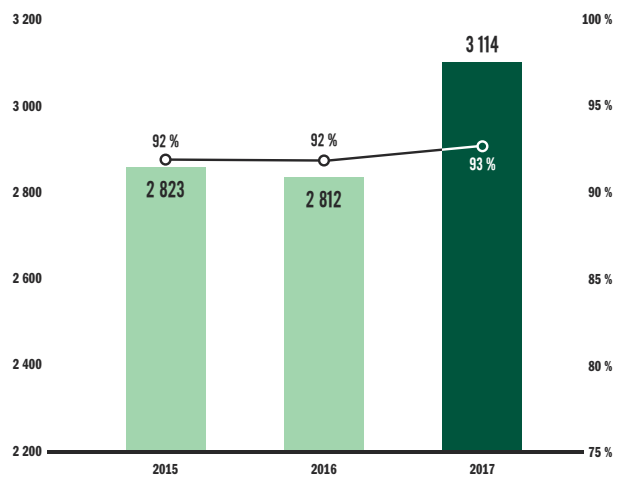
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET BEAA AJUSTÉ¹ (M\$) MARGE BEAA AJUSTÉ¹ (%)



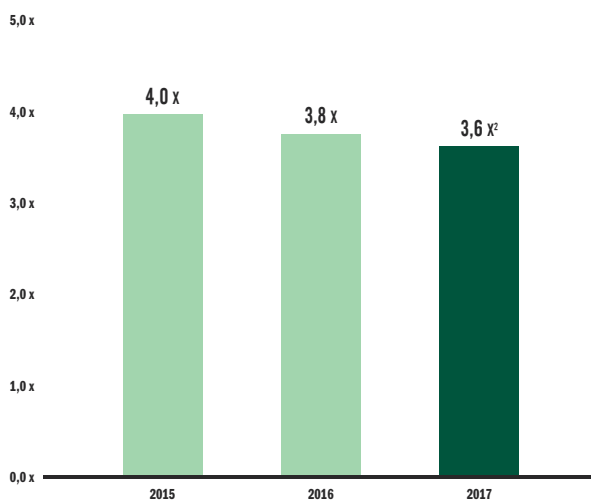
RENDEMENT SUR LE CAPITAL INVESTI¹



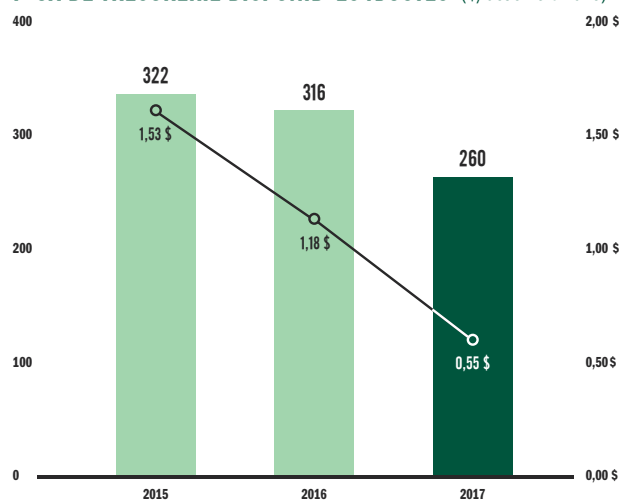
EXPÉDITIONS TOTALES ET TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ DE FABRICATION ('000 t.c. et %)



DETTE NETTE / BEAA AJUSTÉ¹



FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (M\$) FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES AJUSTÉS¹ (\$/action ordinaire)



¹ Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

² Incluant les acquisitions d'entreprises des douze derniers mois de 2017 sur une base pro forma.

QUATRE SECTEURS D'ACTIVITÉ

UN POSITIONNEMENT PORTEUR,
ESSENTIEL AU SUCCÈS DE NOS CLIENTS

EMBALLAGE
CARTON-CAISSE



PAPIERS
TISSU



CARTON PLAT
EUROPE



PRODUITS
SPÉCIALISÉS





Cascades

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE GÉNÈRE
UNE DEMANDE ACCRUE POUR LES PRODUITS
D'EMBALLAGE INNOVANTS. LES PERSPECTIVES
DE CROISSANCE SONT INDÉNIABLES.



Le secteur Emballage carton-caisse est le plus important producteur de solutions d'emballage de carton ondulé au Canada, et un chef de file en Amérique du Nord. Il produit du carton-caisse (papier doublure et papier cannelure), dont 66 %¹ est transformé en une variété de produits d'emballage dans les usines de la Société, puis vendu à nos clients, et 34 % est vendu à des clients externes en vue de sa transformation. Le secteur Emballage carton-caisse enregistre 65 % de ses ventes au Canada et 35 % aux États-Unis.

CHARLES MALO

PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION
27 ans de service à Cascades

NOS ACTIVITÉS

3 980 employés au Canada et aux É.-U.

6 usines de fabrication : 4 au Canada et 2 aux É.-U.
avec 1,53 million de t.c. de capacité annuelle

21 usines de transformation : 17 au Canada et 4 aux É.-U.
avec 13,4 milliards de pieds carrés² de production annuelle



NOS PRIORITÉS

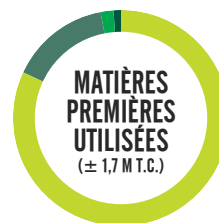
EXÉCUTER : Accroître la rentabilité en contrôlant les coûts et en améliorant l'efficacité

INTÉGRER : Augmenter le taux d'intégration à 85 % par des investissements ciblés

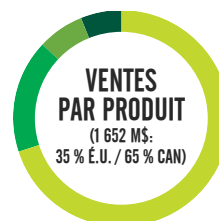
INNOVER : Miser sur les produits à valeur ajoutée durables, rentables et présentant des atouts concurrentiels

OPTIMISER : Raffermer notre engagement envers la réduction des déchets, l'optimisation de la capacité de production et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle

SÉCURISER : Offrir à nos employés un milieu de travail sécuritaire et stimulant



- Fibres recyclées brunes – 82 %
- Bois – 15 %
- Fibres de pâte mécanique recyclées – 2 %
- Pâtes – 1 %



- Produits transformés – 70 % (78 % CAN / 22 % É.U.)
- Papier doublure – 17 %
- Papier cannelure vierge – 7 %
- Papier cannelure recyclé – 6 %

¹ Incluant les entreprises associées et les coentreprises.

² Incluant les regroupements d'entreprises sur une base DDM.



CARTON PLAT EUROPE

NOTRE GRAND ÉVENTAIL
DE PRODUITS RÉPOND AUX EXIGENCES
DE NOS CLIENTS ET CONTRIBUE
À LEUR SUCCÈS.



Cascades possède une participation de 57,8 % dans la société ouverte italienne Reno de Medici (groupe RDM), dont les titres se transigent à la bourse de Milan et de Madrid. Le groupe RDM est le 2^e plus important producteur de carton plat couché recyclé en Europe.

MICHELE BIANCHI

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
19 ans d'expérience dans le secteur

NOS ACTIVITÉS

1 520¹ employés en Italie, en France et en Allemagne

6 usines de fabrication : 3 en Italie, 2 en France et 1 en Allemagne

Capacité annuelle de 1 050 000 tonnes métriques (t.m.) :
5 usines de carton recyclé (885 000 t.m.) et 1 usine de carton vierge (165 000 t.m.)

2 centres de mise en feuilles en Italie, ayant une capacité de transformation annuelle de 120 000 t.m.



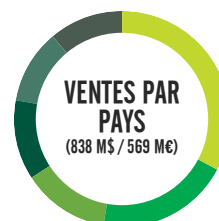
NOS PRIORITÉS

DEVENIR LE PARTENAIRE DE CHOIX en offrant des produits et des services exceptionnels, en optimisant les coûts et en maximisant la satisfaction des parties prenantes

FAVORISER LA CRÉATION D'UNE CULTURE « UNIQUE » À L'ÉCHELLE DU GROUPE RENO DE MEDICI : Adopter cette façon de penser pour soutenir la démarche d'amélioration continue du groupe Reno de Medici, et ainsi maximiser la satisfaction de toutes les parties intéressées

TRANSFORMER LE PROGRÈS OPÉRATIONNEL EN SANTÉ FINANCIÈRE : Effectuer des investissements en technologie de l'information pour permettre l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et une exécution plus efficace des commandes

MINIMISER L'INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE DE LA PRODUCTION DE CARTON PLAT : Le groupe RDM est résolu à réduire ses émissions de carbone, à mieux recycler les ressources et à accroître son efficacité opérationnelle



¹ Incluant les employés intérimaires.



PRODUITS SPÉCIALISÉS

PROFONDÉMENT ENGAGÉS
À OFFRIR DES SOLUTIONS
INNOVANTES À VALEUR AJOUTÉE
POUR NOS CLIENTS.



Le secteur Produits spécialisés de Cascades, qui compte des usines au Canada, aux États-Unis et en Europe, se spécialise dans la fabrication d'emballages industriels et alimentaires. Il gère par ailleurs les activités de récupération et de recyclage de la Société, qui est la principale récupératrice de fibres au Canada. Ce secteur enregistre 56% de ses ventes annuelles au Canada, 35%, aux É.-U., et le reste, c'est-à-dire 9%, dans d'autres pays, tout particulièrement en Europe.

LUC LANGEVIN

PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION
22 ans de service à Cascades

NOS ACTIVITÉS¹

- 2 340 employés au Canada, aux É.-U. et en Europe
- 6 usines de fabrication d'emballages de produits de consommation : 4 au Canada et 2 aux É.-U.
- 13 usines de fabrication d'emballages industriels : 7 au Canada, 4 aux É.-U. et 2 en Europe
- 19 usines de récupération : 16 au Canada et 3 aux É.-U.

NOS PRIORITÉS

ACCROÎTRE LA PRÉSENCE DE LA SOCIÉTÉ SUR LE MARCHÉ en concentrant les investissements et les ressources dans certains créneaux stratégiques

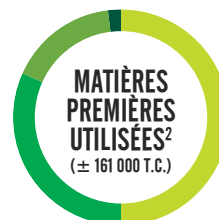
AUGMENTER LA PART DE MARCHÉ DE LA SOCIÉTÉ sur des marchés spécifiques et sur des marchés à marge élevée, où la valeur ajoutée est plus intéressante

PRÉSERVER NOTRE RELATION D'AFFAIRES avec nos clients stratégiques

CONTINUER DE METTRE AU POINT DE NOUVEAUX PRODUITS novateurs et durables

RAFFERMIR NOTRE ENGAGEMENT envers les principes de l'économie circulaire

ASSURER UNE CROISSANCE ORGANIQUE ciblée et stratégique par fusions et acquisitions



- Fibres recyclées brunes – 48 %
- Fibres recyclées de pâte mécanique – 33 %
- Résine – 17 %
- Pâtes – 2 %



- Récupération et recyclage – 52 %
- Emballage industriel – 28 %
- Emballage de produits de consommation – 20 %

¹ Incluant Cascades Sonoco US Inc. et Cascades Sonoco inc.
² Excluant Cascades Sonoco US Inc. et Cascades Sonoco inc.



PAPIERS TISSU

NOTRE GRANDE VARIÉTÉ
DE PRODUITS DE PAPIER
A ÉTÉ CONÇUE POUR VOUS
ET POUR LA NATURE.



Le secteur Papiers tissu de Cascades est le 5^e plus important fabricant de papiers tissu en Amérique du Nord. Il fabrique, transforme et commercialise des papiers tissu de marques de commerce et de marques privées destinés aux marchés du commerce de détail et hors foyer. Ce secteur réalise 74 % de ses ventes aux États-Unis et 26 %, au Canada.

JEAN JOBIN

PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION
25 ans de service à Cascades

NOS ACTIVITÉS¹

2 225 employés au Canada et aux É.-U.

7 usines de fabrication : 2 au Canada et 5 aux É.-U.
avec 380 000 t.c. de capacité annuelle

10 usines de transformation : 2 au Canada et 8 aux É.-U.

4 usines de fabrication et de transformation : 3 au Canada
et 1 aux É.-U. avec 270 000 t.c. de capacité annuelle



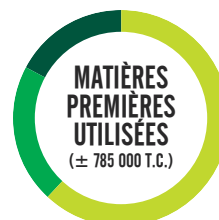
NOS PRIORITÉS

INTÉGRER : Augmenter le taux d'intégration à 85 %
par des investissements ciblés

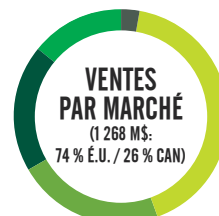
MODERNISER : Continuer de moderniser nos processus
opérationnels dans le but d'accroître l'efficacité

OPTIMISER : Améliorer la productivité des nouvelles installations
et étendre encore davantage notre présence géographique

INNOVER : Miser sur les secteurs à valeur ajoutée, les marchés
sous-exploités et la qualité des produits



- Fibres recyclées blanches – 62 %
- Pâtes – 21 %
- Fibres recyclées brunes – 17 %



- Commerce de détail / Marques de commerce – 3 %
- Commerce de détail / Marques privées – 41 %
- Hors foyer / Marques de commerce – 22 %
- Hors foyer / Marques privées – 19 %
- Bobines mères – 15 %

(Commerce de détail – 67 % É.U. / 33 % CAN)
(Hors foyer – 73 % É.U. / 27 % CAN)

¹ Incluant les coentreprises.

INVESTIR DANS NOS AMBITIONS



PROJETS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Cascades, soutenue par le gouvernement du Québec, annonce un investissement de 11 M\$ dans deux projets d'efficacité énergétique à son usine de carton-caisse à Témiscouata-sur-le-Lac, au Québec.

10 FÉVRIER 2017

9 JANVIER 2017

INVESTISSEMENTS À L'USINE DE ST. MARYS

Cascades Emballage carton-caisse annonce des investissements de l'ordre de 13,5 M\$ à son usine de St. Marys, en Ontario. Le projet vise à agrandir l'usine et à y ajouter des équipements à la fine pointe, dont une nouvelle presse.



LANCEMENT DE FLUFF^{MC} ET TUFF^{MC}

Cascades lance une nouvelle gamme de papiers hygiéniques et d'essuie-tout destinée au marché du détail: Cascades Fluff^{MC} et Cascades Tuff^{MC}. Parmi les plus doux et performants sur le marché, ils conservent les propriétés écologiques qui ont fait la renommée de nos produits. L'équipe de Cascades a travaillé pendant plus de deux ans pour revoir chacune des étapes de fabrication afin de faire de Cascades Fluff^{MC} et de Cascades Tuff^{MC} des produits de qualité supérieure.

14 MARS 2017

5 AVRIL 2017

AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DANS GREENPAC

Cascades annonce l'augmentation de sa participation dans l'usine Greenpac de 59,7% à 62,5% à la suite de l'acquisition d'une participation minoritaire dans Containerboard Partners, l'un des actionnaires de Greenpac, pour un montant de 12 M\$ US.



CRÉDIT PHOTO: HEATHER BELLINI PHOTOGRAPHY



INAUGURATION D'UNE NOUVELLE USINE EN OREGON

Cascades inaugure à Scappoose, en Oregon, aux États-Unis, sa nouvelle usine de transformation de papiers tissu équipée des meilleures chaînes de transformation, d'enrouleuses et de plieuses à haute vitesse ainsi qu'une chaîne de papier hygiénique à la fine pointe de la technologie se classant parmi les plus rapides au monde. Grâce à l'ouverture de cette nouvelle usine de 64 M\$ US, Cascades accroît l'étendue de sa couverture nationale et, par conséquent, peut mieux servir des clients dans le Sud et l'Ouest des États-Unis.

18 JUILLET 2017



INVESTISSEMENTS DANS L'EMBALLAGE ALIMENTAIRE

Cascades investit 21 M\$ pour accroître sa production d'emballages innovants et écoresponsables pour aliments frais à ses usines Cascades Inopak à Drummondville et Plastiques Cascades à Kingsey Falls.

30 OCTOBRE 2017

3 AOÛT 2017

NOUVELLE USINE À PISCATAWAY

Cascades annonce un investissement de 80 M\$ US dans la construction d'une nouvelle usine d'emballage carton-caisse à Piscataway, dans le New Jersey, aux États-Unis.

4 DÉCEMBRE 2017

ACQUISITION DE TROIS USINES EN ONTARIO

Cascades procède à l'acquisition de trois usines en Ontario afin de renforcer sa position dans le secteur de l'emballage carton-caisse et devient actionnaire de Tencorr Holdings Corporation. Elle annonce également une augmentation de sa participation de 62,5 % à 66,1 % dans Greenpac. Le coût total de la transaction s'élève à 49 M\$.



L'INNOVATION CHEZ CASCADES : BEAUCOUP DE SUCCÈS EN PERSPECTIVE!



Quand on y regarde de près, on constate que Cascades a été une entreprise innovante dès sa fondation. Pour tout dire, le « penser autrement » est à la base de la création de l'entreprise, alors qu'il a fallu une bonne dose d'ingéniosité et d'innovation à la famille Lemaire pour appuyer ses opérations sur la récupération et le recyclage, bien avant que le concept de développement durable ne soit ancré dans les mœurs. Sans oublier ses approches en gestion des ressources humaines et son partage au profit qui ont aussi fait école.

Au cours des trois dernières années, Cascades s'est consacrée à transformer et à optimiser ses pratiques d'affaires pour être plus compétitive et mieux servir ses marchés cibles. Ce faisant, l'entreprise mise encore davantage sur l'innovation pour accélérer sa croissance, se démarquer dans un marché très concurrentiel et créer de la valeur pour ses clients et ses actionnaires. Un objectif ambitieux a été établi pour 2020 : 20 %¹ des ventes de Cascades proviendront de nouveaux produits lancés dans les 5 années précédentes. Pour atteindre cette cible, nous misons sur des équipes dédiées à l'innovation, un soutien fourni par le centre de recherche de Cascades et des processus rigoureux suivant les meilleures pratiques de l'industrie. Le développement de nos solutions innovantes est guidé par notre volonté d'aller au-delà des besoins de nos clients afin de les aider à connaître le succès.

Déjà, plusieurs projets issus des efforts consacrés à l'innovation ont remporté du succès. Nous n'avons qu'à penser au lancement de Cascades Fluff^{MC} et Tuff^{MC}, très favorablement accueilli par les consommateurs et par nos clients, qui a entraîné une forte croissance de la demande et de nos parts de marché. D'ailleurs, le travail de nos équipes a été reconnu, tant au Canada qu'au niveau international, se méritant entre autres le très prestigieux Pulp & Paper International (PPI) Award de la catégorie Innovation - Tissu, au niveau mondial.



Une autre innovation marquante de l'année 2017, la northbox^{MC}, est un exemple remarquable de notre capacité à saisir une opportunité dans un segment de marché émergent. La northbox^{MC}, ce concept unique et novateur qui combine des éléments de plusieurs unités de Cascades, témoigne de notre capacité à offrir un produit à la fois innovant et durable. Son succès a notamment été reconnu à la remise des Prix Innovation en alimentation du Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ), dans la catégorie Emballage.

Plusieurs autres projets porteurs sont en développement et connaîtront leur dénouement en 2018 et 2019. Cascades peut déjà s'enorgueillir des succès à venir!

¹ Basé sur 20 % des ventes consolidées nord-américaines de produits d'emballage et des ventes de produits transformés de papiers tissu.



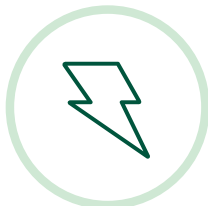
UNE POSITION ENVIABLE, UNE PERSPECTIVE DURABLE

Véritable précurseur de la récupération, du recyclage et de l'économie circulaire, Cascades continue, 53 ans après sa création, à travailler inlassablement à l'amélioration de son empreinte. Pour maintenir son leadership et poursuivre sa progression environnementale, sociale et économique, Cascades consigne depuis 2010, dans son plan de développement durable, des objectifs qu'elle s'engage à atteindre. Le plan actuel, couvrant la période 2016-2020, compte 10 objectifs établis après consultation auprès de nos parties prenantes. Les résultats sont affichés dans la section « Développement durable » de notre site Internet et démontrent que l'entreprise ne ménage aucun effort pour améliorer sa performance.



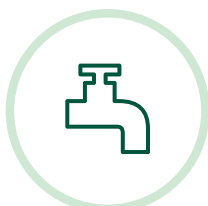
**ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE**

-50 % DEPUIS 1990



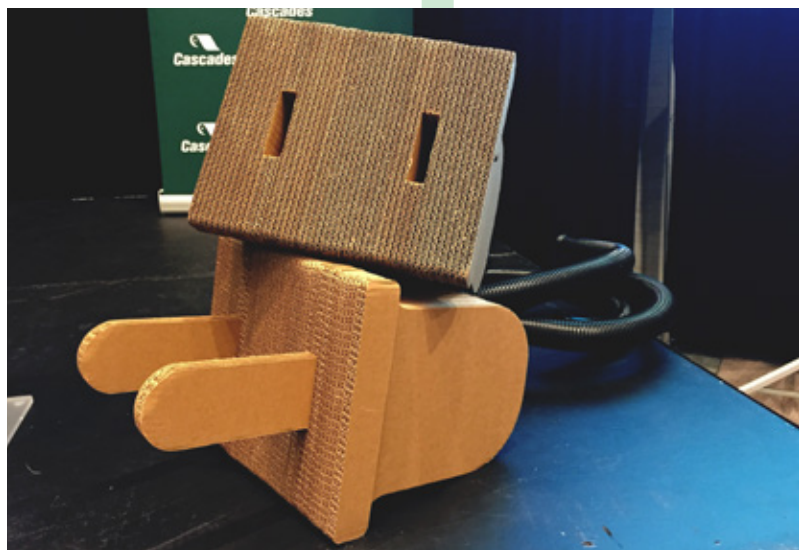
CONSOMMATION D'ÉNERGIE

-15 % DEPUIS 2010



CONSOMMATION D'EAU

-20 % DEPUIS 2010



Soucieuse de fournir une information complète et transparente en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), Cascades met désormais à la disposition des investisseurs et du public des données supplémentaires sur un nombre encore plus grand d'indicateurs reconnus par des groupes indépendants, tel que le Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

Pour en apprendre davantage, rendez-vous à cascades.com.



Alain Lemaire et Mario Plourde, avec André Fortin, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Isabelle Melançon, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Daniel Breton, consultant en énergie, en électrification des transports et organisateur du Salon du véhicule électrique de Saint-Hyacinthe, lors de l'annonce du nouveau programme d'électrification des transports de Cascades le 24 novembre 2017.

L'ÉLECTRIFICATION EN PERSPECTIVE

En 2017, Cascades lançait un projet pilote unique destiné aux 1 400 employés de son campus de Kingsey Falls : un programme visant à inciter les employés à acquérir un véhicule électrique par la mise en place d'un incitatif financier pouvant atteindre 2 000 \$ par employé et le déploiement d'un réseau de bornes de recharge. Ce projet, qui contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre de ses employés, a été lancé par Mario Plourde, président et chef de la direction de l'entreprise, dans le cadre du Salon du véhicule électrique de Saint-Hyacinthe. L'entreprise entend faire un bilan des retombées du programme au terme de la première année et elle envisage d'étendre les bénéfices de ce dernier à l'ensemble de ses unités en Amérique du Nord!



Alain Lemaire et Mario Plourde devant la borne de recharge rapide installée au siège social de Cascades à Kingsey Falls et mise à la disposition de la communauté gratuitement.

L'ALIMENTATION EN PERSPECTIVE

Préoccupée par le gaspillage alimentaire et le déclin des insectes pollinisateurs qui jouent un rôle clé dans la chaîne alimentaire, Cascades, en collaboration avec des partenaires tels que Les Banques alimentaires du Québec, la Fondation David Suzuki et Alvéole, a misé sur des initiatives visant à récupérer les surplus des supermarchés, à redistribuer des denrées alimentaires et à protéger et promouvoir les insectes pollinisateurs.



Un apiculteur d'Alvéole lors d'une journée de récolte et d'extraction du miel de nos ruches à nos bureaux de Brossard (Québec).

INFORMATION

FINANCIÈRE

28	ANALYSE PAR LA DIRECTION
79	RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.
80	RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.
81	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
86	INFORMATION SECTORIELLE
89	NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
139	CONSEIL D'ADMINISTRATION
140	INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE - 10 ANS

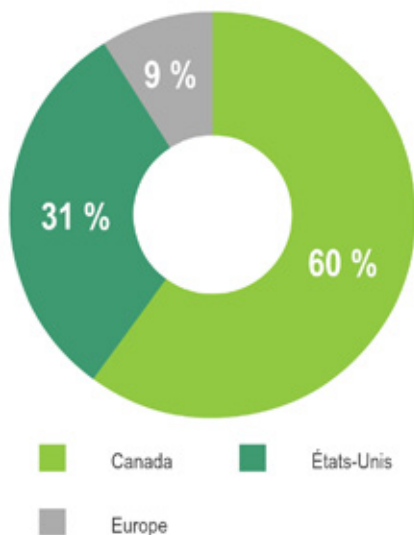
NOTRE ENTREPRISE

Fondée en 1964 à Kingsey Falls, Québec, Cascades inc. est une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de produits d'emballage et de papiers composés principalement de fibres recyclées. La Société a été mise sur pied par les frères Lemaire, qui étaient déjà convaincus qu'une entreprise suivant les principes de développement durable, de la réutilisation, de la récupération et du recyclage pourrait réussir et être profitable. Après plus de 50 ans d'activité, Cascades est devenue une multinationale de plus de 90 unités de production¹ et comptant près de 11 000 employés répartis entre le Canada, les États-Unis et l'Europe. La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants :

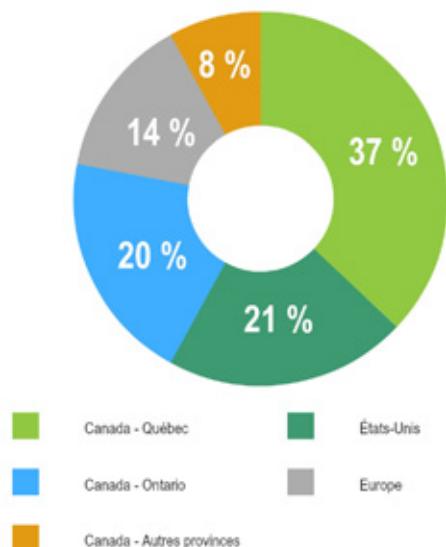
(Secteurs d'activité)	Nombre d'unités ¹	Ventes 2017 ² (en M\$)	Bénéfice d'exploitation 2017 ² (en M\$)	BEAA ajusté 2017 ^{2,5} (en M\$)	Marge BEAA ajusté 2017 (%)
PRODUITS D'EMBALLAGE					
Carton-caisse	27	1 652	164	247	15%
Carton plat Europe ³	6	838	34	68	8%
Produits spécialisés	38	703	46	67	10%
PAPIERS TISSU	21	1 268	28	94	7%

La répartition par secteur géographique de nos usines et de nos employés à travers le monde est comme suit :

Usines de production et de transformation (en %)⁴



Répartition géographique de nos employés à travers le monde (en %)



1 Incluant les entreprises associées et coentreprises.

2 Excluant les entreprises associées et coentreprises non consolidées aux résultats. Veuillez-vous référer à la note 8 des états financiers consolidés audités de 2017 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

3 Avec notre participation de 57,8 % dans Reno de Medici, S.p.A., une société publique dont les actions se transigent aux bourses de Madrid et de Milan.

4 Excluant les bureaux de vente, les unités de transport et de distribution ainsi que les unités de services corporatifs et les sièges sociaux. Incluant nos principales coentreprises et entreprises associées.

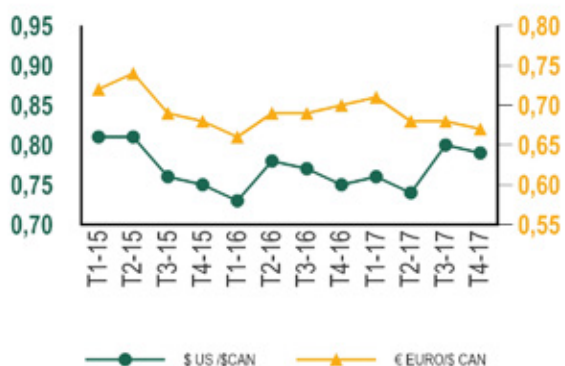
5 Voir la section « information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

FACTEURS CLÉS

Les résultats de Cascades peuvent être influencés par la variation des éléments suivants :

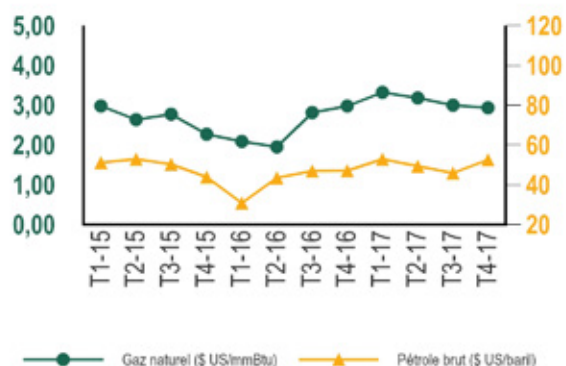
TAUX DE CHANGE

En 2017, la valeur moyenne du dollar canadien s'est appréciée de 2 % par rapport au dollar américain et est demeurée stable par rapport à l'euro comparativement à l'année 2016.



COÛTS DE L'ÉNERGIE

Le prix moyen du gaz naturel a augmenté de 26 % en 2017 par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne le pétrole, le prix moyen était 19 % plus élevé en 2017 qu'en 2016.



	2015				2016				2017		
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
\$ US/\$ CAN - moyenne	0,78 \$	0,73 \$	0,78 \$	0,77 \$	0,75 \$	0,75 \$	0,76 \$	0,74 \$	0,80 \$	0,79 \$	0,77 \$
\$ US/\$ CAN - taux de clôture	0,72 \$	0,77 \$	0,77 \$	0,76 \$	0,74 \$	0,74 \$	0,75 \$	0,77 \$	0,80 \$	0,80 \$	0,80 \$
€ EURO/\$ CAN - moyenne	0,71 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,69 \$	0,70 \$	0,68 \$	0,71 \$	0,68 \$	0,68 \$	0,67 \$	0,68 \$
€ EURO/\$ CAN - taux de clôture	0,67 \$	0,68 \$	0,70 \$	0,68 \$	0,71 \$	0,71 \$	0,70 \$	0,68 \$	0,68 \$	0,66 \$	0,66 \$
Gaz naturel Henry Hub - \$ US/mmBtu	2,67 \$	2,09 \$	1,95 \$	2,81 \$	2,98 \$	2,46 \$	3,32 \$	3,18 \$	3,00 \$	2,93 \$	3,11 \$

PRIX DE MARCHÉ HISTORIQUES DES PRINCIPAUX PRODUITS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

	2015	2016				2017				2017 vs 2016			
	Année	T1	T2	T3	T4	Année	T1	T2	T3	T4	Année	Variation	%
Les indices servent uniquement à indiquer une tendance. Ils peuvent différer de nos prix de vente ou d'achat réels.													
Prix de vente (moyenne)													
PRODUITS D'EMBALLAGE													
Carton-caisse (\$ US/tonne courte)													
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, est des É.-U. (marché libre)	630	615	615	615	655	625	655	705	705	705	693	68	11 %
Papier médium semi-chimique, 26 lb, est des É.-U. (marché libre)	557	518	515	505	540	520	540	590	617	620	592	72	14 %
Carton plat Europe (euros/tonne métrique)													
Indice du carton gris doublé blanc recyclé (WLC) ¹	667	664	659	652	649	656	649	680	680	680	672	16	2 %
Indice du carton plat duplex couché vierge (FBB) ²	1 061	1 049	1 044	1 043	1 043	1 045	1 031	1 031	1 031	1 031	1 031	(14)	(1) %
Produits spécialisés (\$ US/tonne courte)													
Carton plat recyclé non couché - copeaux flexibles, 20 pt (Série B)	589	615	605	605	595	605	622	660	660	640	645	40	7 %
PAPIERS TISSU (\$ US/tonne courte)													
Bobines mères, fibres recyclées (officiel)	985	1 016	1 012	1 017	1 008	1 013	1 023	1 040	1 053	1 057	1 043	30	3 %
Bobines mères, fibres vierges (officiel)	1 252	1 273	1 273	1 287	1 287	1 280	1 297	1 320	1 334	1 339	1 323	43	3 %
Prix des matières premières (moyenne)													
PAPIER RECYCLÉ													
Amérique du Nord (\$ US/tonne courte)													
Papier journal spécial, qualité désencrée, n° 8 (SRP - moyenne du Nord-Est)	58	58	63	76	78	69	92	76	86	63	79	10	14 %
Boîtes de cartonnage ondulé, n° 11 (OCC - moyenne du Nord-Est)	83	83	88	101	102	93	142	148	162	99	138	45	48 %
Papiers de bureau triés, n° 37 (SOP - moyenne du Nord-Est)	150	138	142	153	168	150	173	172	170	160	169	19	13 %
Europe (euros/tonne métrique)													
Indice des papiers et cartons mixtes récupérés ³	115	115	124	135	134	127	147	138	147	135	142	15	12 %
PÂTE VIERGE (\$ US/tonne métrique)													
Pâte kraft de résineux blanchie, nordique, Canada	972	943	980	998	992	978	1 033	1 093	1 110	1 183	1 105	127	13 %
Pâte kraft de feuillus blanchie, mixte, Canada/É.-U.	869	873	847	842	825	847	853	942	985	1 052	958	111	13 %

Sources: RISI et Cascades.

¹ L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2017.

² L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2017.

³ L'indice Cascades des prix des papiers et cartons mixtes de récupération est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique, en fonction de notre approvisionnement de fibres recyclées et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2017.

TABLEAU DE SENSIBILITÉ ¹

Le tableau de sensibilité présente une estimation quantitative de l'incidence sur le BEAA annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que des taux de change, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication et de transformation ainsi que sur les chiffres de consommation de Cascades en 2017. Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité aux facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ CAN/\$ US, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence directe sur les ventes et les achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit. Celle-ci exclut également l'incidence de la fluctuation des taux de change sur les éléments de fonds de roulement et la trésorerie en mains des unités canadiennes de la Société en devises autres que le dollar canadien. La fluctuation des taux de change a également une incidence sur la conversion en dollars canadiens des résultats des unités étrangères.

	EXPÉDITIONS/CONSUMMATION (000 DE TONNES COURTES ET 000 MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	VARIATION	IMPACT BEAA (EN MILLIONS DE \$ CAN)
PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION)²			
Amérique du Nord			
Carton-caisse	1 490	25 \$ US/t.c.	47
Papiers tissu	590	25 \$ US/t.c.	19
	2 080		66
Europe			
Carton plat	1 120	25 €/t.c.	42
	3 200		108
COÛTS DES INTRANTS²			
Papiers recyclés			
Amérique du Nord			
Grades bruns (OCC et autres)	1 560	15 \$ US/t.c.	(29)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	90	15 \$ US/t.c.	(2)
Grades blancs (SOP et autres)	480	15 \$ US/t.c.	(9)
	2 130		(40)
Europe			
Grades bruns (OCC et autres)	780	15 €/t.c.	(18)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	170	15 €/t.c.	(4)
Grades blancs (SOP et autres)	80	15 €/t.c.	(2)
	1 030		(24)
	3 160		(64)
Pâte commerciale			
Amérique du Nord	150	30 \$ US/t.c.	(6)
Europe	80	30 €/t.c.	(4)
	230		(10)
Gaz naturel			
Amérique du Nord	8 600	1,00 \$ US/mmBtu	(11)
Europe	4 600	1,00 €/mmBtu	(7)
	13 200		(18)
Taux de change³			
Ventes moins achats aux É.-U. par les activités canadiennes		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	2
Conversion des filiales américaines		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	1
Conversion des filiales européennes		Variation de 0,02 \$ CAN/€	1

¹ Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2017, et utilisant le taux de change de clôture de 1,26 \$ CAN/\$ US et de 1,51 \$ CAN/€. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

² Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2017, de même que sur la consommation de fibres et de pâtes. Sont inclus les achats effectués de notre filiale Cascades Recovery et les expéditions et la consommation de Greenpac pour les douze derniers mois.

³ Par exemple, de 1,26 \$ CAN/\$ US à 1,27 \$ CAN/\$ US et de 1,51 \$ CAN/€ à 1,53 \$ CAN/€.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société compose avec certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. Nous croyons qu'il est pertinent d'informer les lecteurs de leur existence, car ils permettent de mieux mesurer la performance et de comparer les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société de façon analogue entre les périodes nonobstant ces éléments spécifiques. La Direction croit que ces éléments spécifiques ne sont pas nécessairement le reflet de ses opérations régulières quant à la mesure et à la comparaison de sa performance et de ses perspectives futures. Notre définition des éléments spécifiques peut différer de celle d'autres sociétés et certains d'entre eux peuvent survenir de nouveau dans le futur et pourraient réduire nos liquidités disponibles.

Les éléments spécifiques incluent, notamment et de façon non exhaustive, les baisses (reprises) de valeur d'actifs, les frais ou gains de restructuration, les pertes sur le refinancement et le rachat de la dette à long terme, les renversements ou provisions d'actifs d'impôts futurs, les primes payées sur rachat de dette à long terme, les gains ou pertes sur cession ou acquisition d'unités d'exploitation, les gains ou pertes sur la part des résultats des entreprises associées et des coentreprises, les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer, les gains ou pertes non réalisés sur des swaps de taux d'intérêt, les gains ou pertes de change sur la dette à long terme et les instruments financiers, les éléments spécifiques inclus dans les activités abandonnées et tout autre élément significatif de nature inhabituelle ou non récurrente.

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION ET DANS LE BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉS

La Société a enregistré les éléments spécifiques suivants en 2017 et en 2016 :

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2017

Au deuxième trimestre, le secteur de l'emballage carton-caisse a vendu un terrain en Ontario, Canada, et a enregistré un gain de 7 M\$.

Au deuxième trimestre, les activités corporatives ont vendu certains actifs et ont réalisé un gain de 1 M\$.

2016

Le secteur des produits spécialisés a enregistré un gain de 3 M\$ sur la vente de terrains situés à proximité de son ancienne usine de papier fin située à St-Jérôme, au Québec. Le secteur a également comptabilisé une provision environnementale de 3 M\$ liée à des usines du Québec fermés au cours des dernières années. Finalement, le secteur a enregistré un gain de 4 M\$ sur la vente d'actifs à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'état du Maine.

AJUSTEMENT D'INVENTAIRE RÉSULTANT D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

2017

Au deuxième trimestre, le bénéfice d'exploitation du secteur de l'emballage carton-caisse a été réduit de 2 M\$ puisque l'inventaire acquis au moment de l'acquisition de Greenpac a été comptabilisé à la juste valeur et aucun bénéfice n'a donc été enregistré lors de sa vente subséquente.

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

2017

Au quatrième trimestre, les activités corporatives ont enregistré une reprise de valeur de 2 M\$ à la suite du recouvrement d'un billet à recevoir qui avait été radié au cours des années précédentes. De plus, les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture d'une entité de ventes.

Au troisième trimestre, le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ à la suite de la réévaluation de la valeur recouvrable d'actifs non utilisés.

Au troisième trimestre, le secteur de l'emballage carton-caisse a annoncé la fermeture prochaine de son usine d'emballage située dans la ville de New York et a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ pour des indemnités de départ (voir la section « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

Au deuxième trimestre, le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 11 M\$ sur les revenus reportés pour la supervision de Greenpac depuis le début de la construction de l'usine et comptabilisés dans les « Autres actifs ». À la suite de l'acquisition et de la consolidation de Greenpac décrites à la Note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de 2017, les flux de trésorerie futurs prévus liés à cet actif ne se réaliseront pas sur une base consolidée.

Au deuxième trimestre, le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ sur la réévaluation des provisions à la suite du transfert des activités de transformation de son site de Toronto vers d'autres unités du secteur et annoncé en 2016.

Au premier trimestre, le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la réorganisation de ses activités de vente.

2016

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré un gain de 1 M\$ sur le renversement d'une provision sur un contrat de location onéreux à la suite de la restructuration, en 2012, de ses activités de transformation en Ontario. De plus, le secteur a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ sur les actifs de son usine du Connecticut ne faisant pas partie de la transaction avec Rand-Whitney pour l'acquisition de l'usine de Newtown, au Connecticut.

Le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ liés à la réorganisation de ses activités relativement au transfert de l'usine de carton plat vierge de La Rochette, en France, à notre filiale Reno de Medici (voir la section des « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

Au deuxième trimestre, le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine. Le bâtiment de l'usine a été vendue par la suite et une reprise de valeur de 2 M\$ a été enregistré. Ce secteur a aussi vendu une parcelle de terrain d'une usine fermée et a enregistré une reprise de valeur de 1 M\$.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une provision de 3 M\$ sur un contrat de location onéreux à la suite de la fermeture de son usine de transformation de Toronto. Ce secteur a également enregistré des provisions pour indemnités de départ de 4 M\$ et une baisse de valeur de 4 M\$.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2017, la Société a enregistré un gain non réalisé de 8 M\$, comparativement à un gain non réalisé de 18 M\$ en 2016 sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Ces deux gains reflètent l'appréciation de la valeur moyenne du dollar canadien durant leur période respective. Le gain non réalisé de 2016 reflète également le renversement d'une perte non réalisée de la période précédente qui a été réalisée et incluse dans les résultats récurrents.

PERTE SUR LE RACHAT DE DETTE À LONG TERME

La Société a racheté 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis et a versé des primes de rachats par anticipation de 11 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 3 M\$ relatifs à ces billets.

SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

En 2017, la Société a enregistré un gain non réalisé de 2 M\$ comparativement à un gain non réalisé de 1 M\$ en 2016 relativement à des swaps de taux d'intérêt qui sont inclus dans les frais de financement.

GAIN DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2017, la Société a enregistré un gain de 23 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes comparativement à un gain de 22 M\$ en 2016. Ce montant inclut un gain de 11 M\$ en 2017, comparativement à un gain de 13 M\$ pour 2016, sur notre dette à long terme en dollars américains, déduction faite des activités de couverture des investissements nets et des contrats de change désignés comme instruments de couverture. Cela inclut également un gain de 12 M\$ durant l'année, sur des contrats de change non désignés à titre de comptabilité de couverture comparativement à un gain de 9 M\$ pour l'année précédente.

GAIN SUR RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE PLACEMENTS ET PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

2017

Carton-caisse

Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. Avec ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac ce qui déclenche son acquisition réputée et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017. La Société a enregistré un gain de 156 M\$ au deuxième trimestre sur la réévaluation de sa participation. Conséquemment à l'acquisition, les autres éléments de la perte globale de Greenpac totalisant 4 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé avant l'acquisition ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

La Société a également enregistré sa part de 3 M\$ d'un gain non réalisé sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture avant la consolidation de Greenpac.

Boralex

Le 18 janvier 2017, Boralex a émis des actions ordinaires pour financer partiellement l'acquisition de la participation d'Enercon Canada Inc. dans le parc éolien *Niagara Region Wind Farm*. Notre participation dans l'actionnariat de Boralex a diminué pour s'établir à 17,37 %, occasionnant pour la Société un gain sur dilution de 15 M\$ qui est présenté au poste « Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises » dans l'état des résultats consolidés.

Le 10 mars 2017, Boralex a annoncé la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration. Cette modification de la composition du conseil, combinée à la diminution de notre participation discutée ci-dessus, a entraîné la perte d'influence notable de la Société sur Boralex. Notre investissement dans Boralex était donc considéré comme un actif financier disponible à la vente, présenté dans les « Autres actifs », et non plus comme une participation dans une entreprise associée. Par conséquent, notre investissement dans Boralex a été réévalué à la juste valeur le 10 mars 2017 et nous avons enregistré un gain de 155 M\$. Parallèlement, les autres éléments de la perte globale de Boralex, totalisant 10 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé, ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés. La réévaluation ultérieure de la juste valeur de ce placement a été comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente du placement.

Le 27 juillet 2017, Cascades a annoncé la vente de la totalité de ses actions dans Boralex à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un somme de 288 M\$. L'augmentation de la juste valeur de 18 M\$ du 10 mars au 27 juillet 2017 comptabilisée dans les autres éléments du résultat global a été matérialisée au troisième trimestre et la Société a enregistré un gain de 18 M\$ présenté au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

2016

Le 6 mai 2016, la Société a annoncé que son entreprise associée Greenpac, située à Niagara Falls, dans l'État de New York, a procédé avec succès au refinancement de sa dette bancaire. Notre part des frais reliés à ce refinancement s'élève à 7 M\$.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

2017

À la suite de la réforme fiscale annoncée aux États-Unis en décembre 2017, la Société a réévalué les passifs d'impôt différé de ses entités aux États-Unis et a enregistré un gain de 57 M\$.

La provision d'impôts relative au gain sur réévaluation de Boralex a été calculée au taux du gain en capital. De plus, avec la vente de sa participation dans Boralex en juillet 2017, la Société a réévalué la probabilité de réalisation de pertes en capital non réalisées sur la dette à long terme à la suite des fluctuations des taux de change. Ainsi, 6 M\$ d'actifs d'impôts ont été radiés et constatés dans l'état des résultats consolidés.

À la suite de l'acquisition de Greenpac, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$ représentant les impôts différés liés à son placement avant l'acquisition le 4 avril 2017. De plus, aucune charge d'impôts sur les résultats n'a été comptabilisée sur le gain de 156 M\$ généré par le regroupement d'entreprise puisque qu'ils sont inclus dans la juste valeur des actifs et passifs acquis tel que décrit à la Note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de 2017.

2016

La Société a enregistré un ajustement à la charge d'impôts sur les résultats de 2 M\$ relativement à la vente d'une entreprise réalisée au cours des dernières années.

RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Afin de fournir plus de renseignements en vue d'évaluer la performance de Société, l'information financière incluse dans cette section renferme des données qui ne sont pas des mesures de performance définies par les normes IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), qui sont également calculées sur une base ajustée afin d'exclure les éléments spécifiques. Nous croyons que le fait de fournir certaines mesures clés de performance ainsi que des mesures non conformes aux IFRS est utile aussi bien pour la Direction que les investisseurs car elles fournissent des renseignements additionnels afin de mesurer la performance et la situation financière de la Société. Cela ajoute également de la transparence et de la clarté à l'information financière. Les mesures non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) : Utilisé afin d'évaluer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur en excluant la charge d'amortissement. Le BEAA est largement utilisé par les investisseurs comme mesure afin d'évaluer la capacité d'une société à contracter et rembourser de la dette.
- BEAA ajusté : Utilisé afin de mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice d'exploitation ajusté : Utilisé afin de mesurer la performance opérationnelle de chaque secteur d'activité sur une base comparable.
- Bénéfice net ajusté : Utilisé afin de mesurer la performance financière sur une base consolidée et comparable.
- Flux de trésorerie disponibles ajustés : Utilisés afin de mesurer la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants afin de respecter les engagements financiers et/ou d'engager des dépenses discrétionnaires, comme des rachats d'actions, une hausse des dividendes ou des investissements stratégiques.
- Ratio de la dette nette sur le BEAA ajusté : Utilisé pour mesurer la performance de la Société sur le crédit et d'évaluer le levier financier.
- Ratio pro-forma de la dette nette sur le BEAA ajusté : Utilisé afin de mesurer la performance de la Société sur la base du crédit et d'évaluer le levier financier sur une base comparative incluant les acquisitions et dispositions d'entreprises significatives, le cas échéant.

Les mesures non conformes aux IFRS proviennent essentiellement des états financiers consolidés mais n'ont pas de définition prescrite par les IFRS. Ces mesures comportent des limites sur une base analytique et ne doivent pas être considérées de façon isolée ou comme un substitut à une analyse de nos résultats divulgués conformément aux normes IFRS. De plus, nos définitions des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles d'autres sociétés. Toute modification ou reformulation peut avoir une incidence significative.

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

2017

(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice d'exploitation	164	34	46	28	(97)	175
Amortissement	74	33	21	62	25	215
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	238	67	67	90	(72)	390
Éléments spécifiques :						
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(7)	—	—	—	(1)	(8)
Ajustement d'inventaire résultant d'une acquisition d'entreprise	2	—	—	—	—	2
Baisse (reprise) de valeur	11	—	—	2	(2)	11
Frais de restructuration	2	1	—	2	1	6
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	—	—	—	(9)	(8)
	9	1	—	4	(11)	3
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	247	68	67	94	(83)	393
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	173	35	46	32	(108)	178

2016

(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice d'exploitation	158	19	51	75	(82)	221
Amortissement	56	32	20	64	20	192
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	214	51	71	139	(62)	413
Éléments spécifiques :						
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	(4)	—	—	(4)
Baisse (reprise) de valeur	2	—	(3)	4	—	3
Frais (gain) de restructuration	(1)	2	1	7	—	9
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	—	—	—	(19)	(18)
	2	2	(6)	11	(19)	(10)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	216	53	65	150	(81)	403
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	160	21	45	86	(101)	211

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net, selon les IFRS, avec le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation ajusté ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires	507	135
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	15	2
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(81)	45
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	(315)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(39)	(32)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(23)	(22)
Frais de financement, intérêts sur avantages du personnel et perte sur le rachat de dette à long terme	111	93
Bénéfice d'exploitation	175	221
Éléments spécifiques :		
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(8)	(4)
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	2	—
Baisse de valeur	11	3
Frais de restructuration	6	9
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(8)	(18)
	3	(10)
Bénéfice d'exploitation ajusté	178	211
Amortissement	215	192
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	393	403

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net ainsi que le bénéfice net par action ordinaire, selon les IFRS, et le bénéfice net ajusté ainsi que le bénéfice net ajusté par action ordinaire :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)	BÉNÉFICE NET		BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ¹	
	2017	2016	2017	2016
Selon les IFRS	507	135	5,35 \$	1,42 \$
Éléments spécifiques :				
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(8)	(4)	(0,06) \$	(0,03) \$
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	2	—	0,01 \$	—
Baisse de valeur	11	3	0,08 \$	0,03 \$
Frais de restructuration	6	9	0,05 \$	0,06 \$
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(8)	(18)	(0,07) \$	(0,14) \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	14	—	0,10 \$	—
Gain non réalisé sur swaps de taux d'intérêt	(2)	(1)	(0,01) \$	(0,01) \$
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(23)	(22)	(0,21) \$	(0,19) \$
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	(315)	—	(3,85) \$	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(18)	7	(0,15) \$	0,05 \$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle ¹	(98)	5	(0,52) \$	0,02 \$
	(439)	(21)	(4,63) \$	(0,21) \$
Ajusté	68	114	0,72 \$	1,21 \$

¹ Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Voir la section « Charge d'impôts sur les résultats » précédemment dans cette section pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et le bénéfice d'exploitation ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	173	372
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	87	(56)
Amortissement	(215)	(192)
Impôts payés nets (reçus)	10	(10)
Frais de financement nets payés	99	89
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	11	—
Gain sur acquisitions, cessions et autres	8	4
Baisse de valeur et frais de restructuration	(11)	(4)
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	8	18
Dividendes reçus, avantages du personnel et autres	5	—
Bénéfice d'exploitation	175	221
Amortissement	215	192
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	390	413

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement) ainsi que les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation. Il rapproche également les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation aux flux de trésorerie ajustés disponibles, calculés également sur la base par action ordinaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)	2017	2016
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	173	372
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	87	(56)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	260	316
Éléments spécifiques, après déduction des impôts exigibles s'il y a lieu :		
Frais de restructuration	6	8
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	11	—
Flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation	277	324
Dépenses en capital et autres actifs ¹ et paiements en vertu de contrats de location-financement, déduction faite des dispositions	(205)	(196)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société et pour la part d'actionnaires sans contrôle	(20)	(16)
Flux de trésorerie ajustés disponibles	52	112
Flux de trésorerie ajustés disponibles par action ordinaire	0,55 \$	1,18 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	94 680 598	94 709 048

¹ Excluant la hausse des investissements

Le tableau suivant rapproche la dette totale et la dette nette et le ratio de dette nette sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA ajusté) :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dette à long terme	1 517	1 530
Partie à court terme de la dette à long terme	59	36
Emprunts et avances bancaires	35	28
Dette totale	1 611	1 594
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	89	62
Dette nette	1 522	1 532
BEAA ajusté (douze derniers mois)	393	403
Ratio Dette nette / BEAA ajusté	3,9	3,8
Ratio Dette nette / BEAA ajusté sur une base pro-forma¹	3,6	N/A

¹ Sur une base pro forma pour inclure le BEAA ajusté de Greenpac et autre regroupement d'entreprises sur une base des douze derniers mois.

ANALYSE PAR LA DIRECTION

REVUE FINANCIÈRE - 2016

Les résultats financiers de l'année 2016 reflétaient une croissance des ventes et des résultats d'exploitation des secteurs papiers tissu et produits spécialisés, en plus d'une hausse des ventes du secteur de l'emballage carton-caisse. Ces facteurs favorables ont été contrebalancés par une hausse des coûts reliés aux activités corporatives en raison de l'implantation de notre progiciel de gestion intégrée (PGI) et des nombreuses initiatives d'optimisation de nos processus d'affaires, ainsi que de la baisse de la contribution du secteur de carton plat Europe en raison des conditions de marché difficiles. Des coûts de production et de matières premières plus élevés dans notre secteur carton-caisse sont également venus réduire ces effets favorables.

REVUE FINANCIÈRE - 2017

Les résultats de l'année reflètent des ventes en hausse en lien avec la hausse des expéditions de notre secteur de carton plat Europe et des prix de vente moyens plus élevés, sur une base d'unités comparables, de nos trois secteurs d'activité d'emballage. La consolidation de Greenpac, à compter du deuxième trimestre, a haussé les ventes et le bénéfice d'exploitation. Cependant, une hausse importante des coûts des matières premières a affecté la rentabilité de tous nos secteurs d'activité. Cette incidence négative a été amoindrie par la hausse des résultats de notre sous-secteur de la récupération et du recyclage. Les résultats du secteur des papiers tissu incluent des charges reliées au démarrage de notre nouvelle usine de transformation de la côte Ouest des États-Unis, ainsi que des coûts supplémentaires liés au repositionnement et au développement de ses lignes de produits. La hausse de la capacité de production dans le marché du papier tissu a également nui à nos expéditions. Finalement, l'implantation de notre progiciel de gestion intégré et les initiatives d'optimisation de nos processus d'affaires en cours au niveau des activités corporatives ont également requis davantage de ressources comparativement à l'an dernier, mais cette pression sera moindre en 2018.

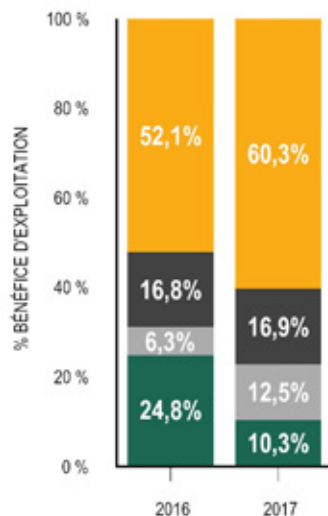
Les ventes ont augmenté de 320 M\$ pour atteindre 4 321 M\$ en 2017, comparativement à 4 001 M\$ en 2016. Cette hausse est principalement dû à l'acquisition de Greenpac, aux prix de ventes plus élevés dans tous nos secteurs et ainsi qu'à une contribution plus élevée de notre sous-secteur de la récupération et du recyclage. Cependant, la hausse moyenne de 2 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain a eu une incidence négative sur les ventes de nos trois secteurs nord-américains.

Les tableaux suivants présentent le détail des ventes, excluant les éliminations intersecteurs, et du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté par secteur :

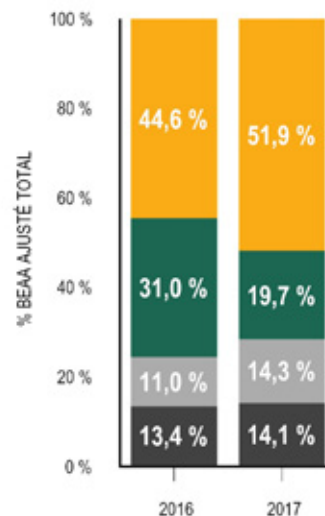
RÉPARTITION DES VENTES¹



RÉPARTITION DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION²



RÉPARTITION DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT AJUSTÉ^{2,3}



Emballage carton-caisse

Papiers tissu

Carton plat Europe

Produits spécialisés

¹ Excluant les ventes intersecteurs et activités corporatives.

² Excluant les activités corporatives.

³ Voir la section « information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

Pour l'année 2017, la Société a enregistré un bénéfice net de 507 M\$, ou de 5,35 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 135 M\$, ou de 1,42 \$ par action ordinaire, pour l'année 2016. Sur une base ajustée, présentée en détail à la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS », la Société a généré un bénéfice net de 68 M\$ pour 2017, ou 0,72 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 114 M\$, ou de 1,21 \$ par action ordinaire en 2016. La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation de 175 M\$ pour l'année, comparativement à 221 M\$ en 2016. Sur une base ajustée, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 178 M\$ durant l'année, comparativement à 211 M\$ en 2016 (voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants).

La hausse de 3,93 \$ de notre bénéfice net par action en 2017, comparativement à 2016, s'explique par les éléments suivants :

(en dollars canadiens)

Variation des éléments spécifiques (voir le rapprochement à la section « Information supplémentaire sur les mesures non-conformes aux IFRS »)	4,41 \$
Variation du bénéfice net des activités d'exploitation normalisée à un taux d'impôt de 30 %	(0,28) \$
Variation de la charge d'impôts - Autres éléments (voir la section « Analyse des autres éléments »)	0,06 \$
Variation de la part des résultats des coentreprises - après déduction des impôts - et de la variation de la part des actionnaires sans contrôle	(0,26) \$
Hausse du bénéfice net par action	3,93 \$

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport financier trimestriel et l'analyse de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. - ci-après appelée « Cascades » ou « la Société » - doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices annuels terminés les 31 décembre 2017 et 2016. Les renseignements qu'ils renferment comprennent les faits importants en date du 28 février 2018, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

L'information financière présentée ci-après ainsi que les montants figurant dans les tableaux, sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc., de même qu'à toutes ses filiales, coentreprises et entreprises associées.

La présente analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, Cascades n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme tout en surveillant notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement clés, notamment :

	2015					2016					2017
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL
OPÉRATIONNELS											
Expéditions totales (en '000 t.c.)¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 114	277	284	294	283	1 138	285	375	369	372	1 401
Carton plat Europe	1 111	278	267	258	263	1 066	296	283	271	270	1 120
	2 225	555	551	552	546	2 204	581	658	640	642	2 521
Papiers tissu	598	143	158	163	144	608	139	151	157	146	593
Total	2 823	698	709	715	690	2 812	720	809	797	788	3 114
Taux d'intégration²											
Carton-caisse	51 %	52 %	53 %	54 %	51 %	53 %	51 %	51 %	55 %	52 %	53 %
Papiers tissu	67 %	70 %	65 %	65 %	72 %	68 %	71 %	69 %	67 %	66 %	68 %
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication³											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	92 %	93 %	93 %	96 %	91 %	93 %	96 %	94 %	91 %	92 %	93 %
Carton plat Europe	94 %	97 %	92 %	89 %	91 %	92 %	102 %	98 %	94 %	93 %	97 %
Papiers tissu	89 %	87 %	89 %	93 %	83 %	88 %	86 %	89 %	90 %	84 %	87 %
Total consolidé	92 %	93 %	91 %	93 %	89 %	92 %	96 %	95 %	92 %	91 %	93 %
FINANCIERS											
Rendement sur les actifs⁴											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	19 %	19 %	19 %	18 %	17 %	17 %	16 %	14 %	13 %	14 %	14 %
Carton plat Europe	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	11 %	12 %	12 %
Produits spécialisés	17 %	18 %	19 %	20 %	20 %	20 %	20 %	21 %	19 %	18 %	18 %
Papiers tissu	13 %	15 %	17 %	17 %	16 %	16 %	15 %	14 %	12 %	10 %	10 %
Rendement consolidé sur les actifs	11,3 %	11,8 %	12,0 %	11,3 %	10,8 %	10,8 %	9,8 %	9,1 %	8,9 %	9,2 %	9,2 %
Rendement sur le capital utilisé⁵	5,7 %	6,0 %	6,2 %	5,5 %	5,2 %	5,2 %	4,5 %	3,9 %	3,7 %	3,7 %	3,7 %
Fonds de roulement⁶											
En millions de \$, en fin de période	389	439	458	443	309	309	385	429	474	442	442
En % des ventes ⁷	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,6 %	10,6 %	10,2 %	9,9 %	9,9 %	10,1 %	10,1 %

1 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. À partir du T2 2017, incluant Greenpac. Excluant les expéditions du secteur d'activité des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesures que ce secteur utilise.

2 Défini comme : le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos activités de transformation. À partir du T2 2017, incluant Greenpac.

3 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités abandonnées et les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés. À partir du T2 2017, incluant Greenpac.

4 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA ajusté des douze derniers mois (DDM) / actifs totaux moyens trimestriels totaux DDM moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. Non ajusté pour les activités abandonnées. À partir du T2 2017, incluant Greenpac sur une base consolidée.

5 Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôt (30 %) du bénéfice d'exploitation ajusté des DDM ainsi que notre part des résultats des principales coentreprises, divisé par la moyenne trimestrielle des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs totaux moyens moins les comptes créditeurs et charges à payer et la trésorerie et équivalents de trésorerie. Non ajusté pour les activités abandonnées. Le taux inclut notre investissement dans Greenpac en tant que compagnie associée jusqu'au T1 2017 et sur une base consolidée à compter du T2 2017.

6 Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) plus les stocks moins les comptes créditeurs et charges à payer. Non ajusté pour les activités abandonnées. À partir du T2 2017, incluant Greenpac.

7 En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM / ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises sont, respectivement, incluses ou exclues. Non ajusté pour les activités abandonnées. À partir du T2 2017, incluant Greenpac.

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2015				2016				2017		
	TOTAL	T1	T2	T3	T4	TOTAL	T1	T2 ²	T3	T4	TOTAL
Ventes											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 301	336	342	356	336	1 370	346	428	438	440	1 652
Carton plat Europe	825	219	197	189	191	796	211	213	202	212	838
Produits spécialisés	579	149	157	158	156	620	173	188	181	161	703
Ventes intersecteurs	(55)	(15)	(14)	(16)	(16)	(61)	(22)	(27)	(32)	(24)	(105)
	2 650	689	682	687	667	2 725	708	802	789	789	3 088
Papiers tissu	1 236	320	324	342	319	1 305	306	338	323	301	1 268
Ventes intersecteurs et activités corporatives	(25)	(6)	(8)	(8)	(7)	(29)	(8)	(10)	(9)	(8)	(35)
Total	3 861	1 003	998	1 021	979	4 001	1 006	1 130	1 103	1 082	4 321
Bénéfice (perte) d'exploitation											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	170	40	46	44	28	158	33	30	50	51	164
Carton plat Europe	(28)	8	7	1	3	19	5	13	5	11	34
Produits spécialisés	31	9	16	12	14	51	13	14	10	9	46
	173	57	69	57	45	228	51	57	65	71	244
Papiers tissu	64	19	18	26	12	75	8	17	9	(6)	28
Activités corporatives	(84)	(3)	(22)	(33)	(24)	(82)	(28)	(26)	(23)	(20)	(97)
Total	153	73	65	50	33	221	31	48	51	45	175
BEAA ajusté¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	231	55	60	58	43	216	45	56	72	74	247
Carton plat Europe	63	16	17	9	11	53	14	21	14	19	68
Produits spécialisés	58	14	16	18	17	65	18	20	15	14	67
	352	85	93	85	71	334	77	97	101	107	382
Papiers tissu	119	34	39	47	30	150	23	35	24	12	94
Activités corporatives	(45)	(13)	(20)	(29)	(19)	(81)	(25)	(25)	(19)	(14)	(83)
Total	426	106	112	103	82	403	75	107	106	105	393
Bénéfice net (perte nette)	(65)	75	36	20	4	135	161	256	33	57	507
Ajusté ¹	112	34	35	30	15	114	12	24	19	13	68
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire (en dollars)											
De base	(0,69) \$	0,79 \$	0,38 \$	0,21 \$	0,04 \$	1,42 \$	1,70 \$	2,70 \$	0,35 \$	0,60 \$	5,35 \$
De base, ajusté ¹	1,18 \$	0,35 \$	0,38 \$	0,32 \$	0,16 \$	1,21 \$	0,13 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,14 \$	0,72 \$
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies par action ordinaire (en dollars)	(0,70) \$	0,79 \$	0,38 \$	0,21 \$	0,04 \$	1,42 \$	1,70 \$	2,70 \$	0,35 \$	0,60 \$	5,35 \$
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	322	56	107	68	85	316	33	89	61	77	260
Dettes nette¹	1 721	1 684	1 664	1 625	1 532	1 532	1 617	1 780	1 469	1 522	1 522

Sources : Bloomberg et Cascades.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Incluant Greenpac sur une base consolidée à partir du T2 2017. L'allocation du prix d'achat de Greenpac a été finalisée au cours du troisième trimestre de 2017. L'estimation préliminaire de la contrepartie transférée de 371 M\$ a été révisée à 304 M\$. Cette modification a eu une incidence sur le gain sur réévaluation de la participation antérieure et sur l'écart d'acquisition attribué dans la répartition du prix d'achat pour un montant de 67 M\$. Les ajustements effectués à l'allocation du prix d'achat préliminaire ont été comptabilisés de manière rétrospective à la date d'acquisition, comme l'exige IFRS 3. Par conséquent, le bénéfice net par action ordinaire de 3,41 \$ publié dans le deuxième trimestre a été ajusté à 2,70 \$ par action ordinaire.

FAITS SAILLANTS

À l'occasion, la Société réalise des transactions afin d'optimiser sa base d'actifs et de réduire sa structure de coûts. Les transactions suivantes doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société de 2017 et de 2016.

ACQUISITION, CESSION ET FERMETURE D'ENTREPRISES

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

- Le 4 décembre 2017, la Société a annoncé l'acquisition de trois usines en Ontario, au Canada, en provenance du Groupe Coyle afin de renforcer sa position dans le secteur de l'emballage carton-caisse.
- Le 5 avril 2017, la Société a annoncé qu'elle inclurait désormais les résultats de Greenpac Mill LLC (Greenpac) dans ses états financiers consolidés, à la suite de modifications à la convention d'actionnaires. La Société consolide donc intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017. Cette transaction ne comporte pas de contrepartie en espèces.
- Le 1^{er} juin 2016, la Société a annoncé la conclusion d'une transaction avec l'entreprise américaine Rand-Whitney Container LLC pour l'acquisition de son usine de Newtown, au Connecticut. En contrepartie, Cascades a cédé des équipements ainsi que la liste des clients de son usine de Thompson, au Connecticut. La Société a également versé un montant de 12 M\$ US (15 M\$) à Rand-Whitney.

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Le 22 juin 2016, la Société a annoncé la fermeture de son usine de production de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine. L'usine a fermé ses portes le 15 juillet 2016.

TISSU

- Durant le premier trimestre de 2017, la Société a débuté avec succès, la production à sa nouvelle usine de transformation de papiers tissu à Scappoose, en Oregon. L'usine comprend trois nouvelles chaînes de transformation à la fine pointe de la technologie. Elle fabrique du papier hygiénique et du papier essuie-mains faits à partir de fibres vierges et recyclées de la marque « Cascades Pro » (marché « hors foyer »). Elle est approvisionnée par notre usine de bobines-mères de St. Helens, située à une distance de 12 kilomètres.
- Le 13 mai 2016, afin d'optimiser sa chaîne d'approvisionnement et de maximiser sa rentabilité, la Société a décidé de mettre fin à ses activités de transformation de Toronto, en Ontario, et a transféré certains actifs vers d'autres de ses entités.

FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

- Le 1^{er} janvier 2018, la Société, via sa participation de 57,8 % dans Reno de Medici S.p.A., a acquis 66,67 % de PAC Service S.p.A., un transformateur de carton plat pour l'emballage, l'édition, les produits de beauté et l'alimentation. La Société possédait déjà une participation de 33,33 % dans le capital-actions avant la transaction.
- Le 12 décembre 2017, la Société a annoncé les résultats des offres publiques d'achats par anticipation de dettes et a procédé au rachat de 150 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis à 5,50 % venant à échéance en 2022 et de 50 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis à 5,75 % venant à échéance en 2023.
- Le 21 mars 2017, la Société a acquis une participation de 23 % du capital-actions de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 12 M\$ US (16 M\$). Cette société est membre de Greenpac Holding LLC et en possède 12,1 %. Le 30 novembre 2017, la Société a acquis une participation additionnelle de 30 % du capital-actions de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 19 M\$. Ces transactions ajoutent une participation indirecte de 6,4 % dans Greenpac Holding LLC, pour une participation totale de 66,1 %.
- Le 3 août 2017, dans le cadre de ses efforts de modernisation et d'optimisation dans le nord-est des États-Unis, la Société a annoncé un investissement de 80 M\$ US dans la construction d'une nouvelle usine d'emballage de carton-caisse qui sera située à Piscataway, au New Jersey. Cette nouvelle usine fabriquera des emballages de carton ondulé. La date de mise en exploitation est prévue pour le deuxième trimestre de 2018. De plus, le 10 août 2017, la Société a annoncé la fermeture son usine d'emballage de carton-caisse de Maspeth, New York. Le 31 janvier 2018, la Société a conclu la vente du bâtiment et du terrain de l'usine pour 72 M\$ US (90 M\$) dont 68 M\$ US (85 M\$) ont été reçus à la conclusion de la transaction et 4 M\$ US (5 M\$) sont détenus en fidéicommiss. Cette somme sera libérée si certaines conditions sont remplies au cours des trois prochaines années. La Société continuera d'utiliser ce site jusqu'au 31 décembre 2018, date à laquelle l'usine est prévue fermer. La production sera graduellement transférée à d'autres unités de Cascades au cours de l'année.
- Le 27 juillet 2017, Cascades a annoncé la vente de sa participation de 17,3 % dans Boralex à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un montant de 288 M\$.
- Le 30 juin 2016, la Société a achevé le transfert de son usine de carton plat vierge située à La Rochette, en France, à sa filiale Reno de Medici, détenue à 57,8 %, pour un montant de 19 M€ (27 M\$). La transaction a permis le regroupement des activités de carton plat vierge et recyclé de la Société en Europe. À l'exception d'une participation des actionnaires sans contrôle plus élevée il n'y a aucune incidence sur les états financiers de la Société, car ces deux entités étaient déjà intégralement consolidées avant la transaction.
- Le 1^{er} juin 2017, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2021. Les conditions financières existantes sont demeurées essentiellement inchangées.

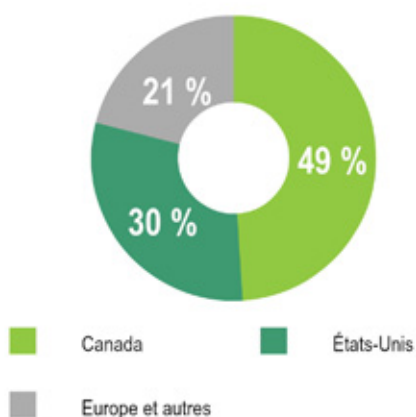
RÉSULTATS FINANCIERS POUR LES EXERCICES COMPARATIFS TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016

VENTES

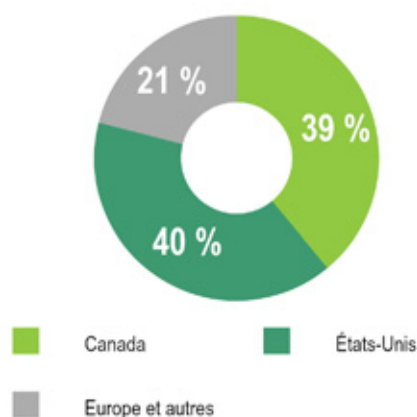
Les ventes ont augmenté de 320 M\$, ou de 8 %, pour atteindre 4 321 M\$ en 2017, comparativement à 4 001 M\$ en 2016. Les ventes du secteur de l'emballage carton-caisse ont augmenté de 21 % par rapport à l'année précédente, grâce à l'inclusion des résultats de Greenpac et à l'implantation de hausses de prix de ventes durant l'année. Les ventes du secteur de carton plat Europe ont augmenté de 5 % en raison de la hausse des volumes vendus. Le secteur des produits spécialisés a vu ses ventes augmenter de 13 % grâce à la hausse de prix de vente et à l'augmentation des ventes du sous-secteur de la récupération et du recyclage attribuable à la hausse du prix des fibres recyclées en 2017. Finalement, les ventes du secteur des papiers tissés ont diminué de 3 % en raison de la baisse des volumes d'expédition, surtout au niveau des bobines mères. Ces facteurs négatifs ont été partiellement contrebalancés par un assortiment de produits vendus favorable et des prix de vente plus élevés. La hausse moyenne de 2 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative sur les ventes de nos trois secteurs d'activités nord-américains.

Les graphiques suivants présentent la répartition des ventes par secteur géographique :

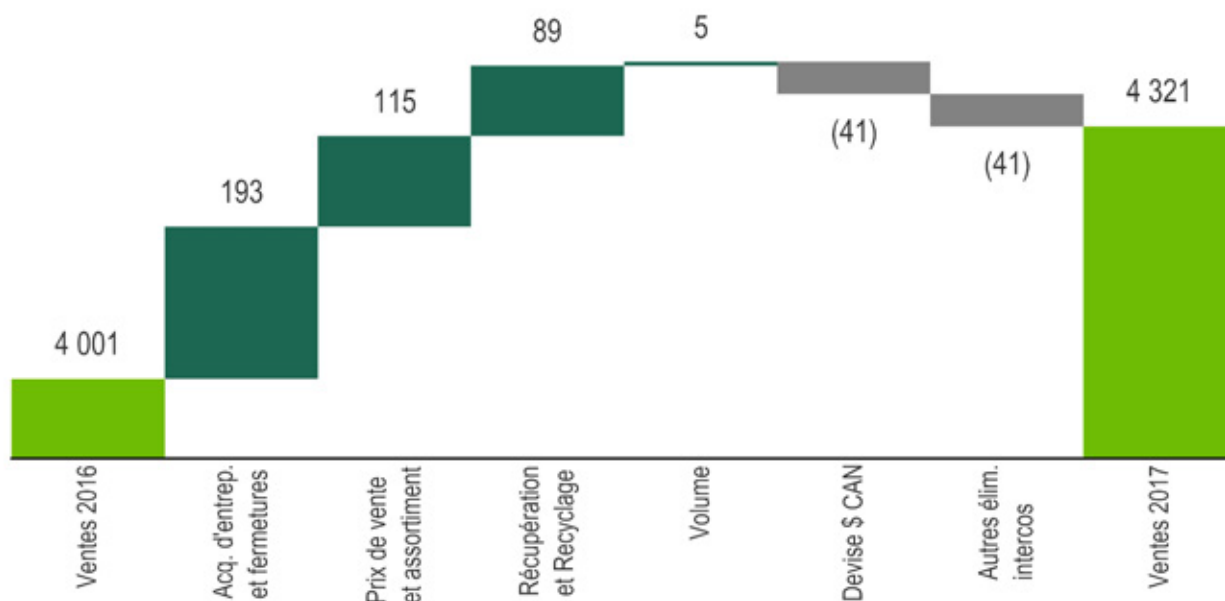
Ventes en provenance de (en %)



Ventes à destination de (en %)



Les principales variations des ventes de 2017, comparativement à 2016, sont présentées ci-dessous (en M\$) :

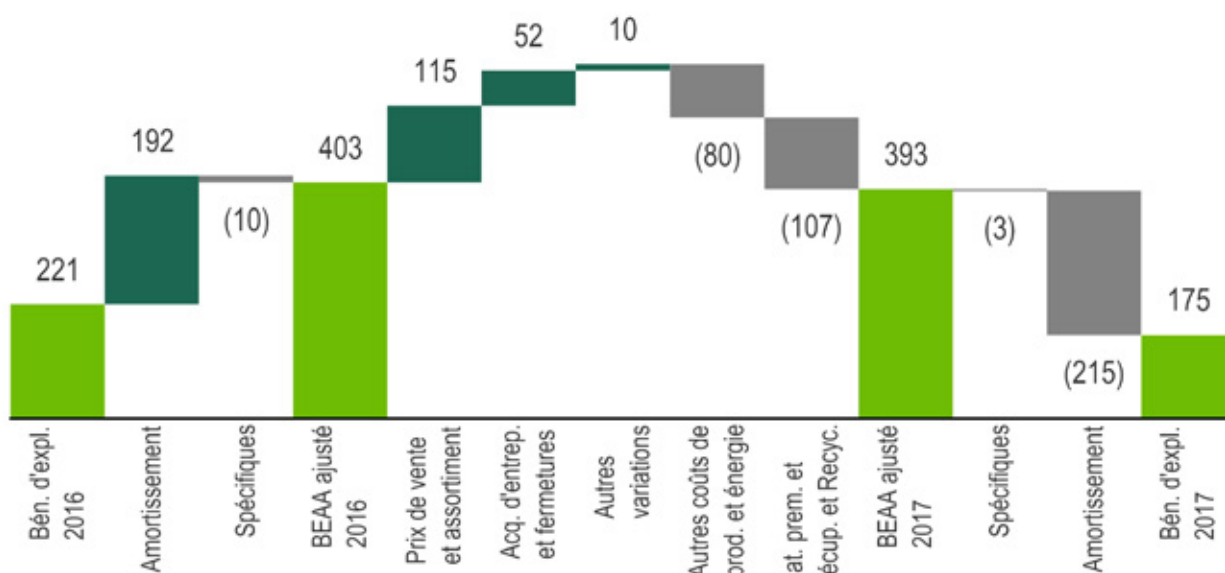


BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

Le bénéfice d'exploitation de la Société s'est élevé à 175 M\$ en 2017, comparativement à 221 M\$ en 2016. La variation des éléments spécifiques enregistrée au cours des deux périodes (voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails) a diminué le bénéfice d'exploitation de 13 M\$. Cette baisse, malgré la hausse de 320 M\$ des ventes décrite ci-dessus, est le résultat des coûts plus élevés des matières premières qui ont affecté à la baisse la rentabilité de nos quatre secteurs d'activités, des coûts de production en hausse au sein de nos trois secteurs nord-américains et ainsi que des coûts corporatifs en hausse en raison de l'implantation de notre progiciel de gestion intégré et des initiatives en cours pour l'optimisation de nos processus d'affaires. Notre secteur carton plat Europe a bénéficié de coûts de production et d'énergie en baisse. D'un autre côté, les résultats de notre secteur des papiers tissés ont été touchés par le démarrage de sa nouvelle usine sur la côte Ouest des États-Unis. La charge d'amortissement a également augmenté de 23 M\$, surtout en raison de l'addition de Greenpac et de l'implantation de notre progiciel de gestion maintenant dans la majorité de nos unités.

Sur une base ajustée¹, le bénéfice d'exploitation s'élève à 178 M\$ en 2017, comparativement à 211 M\$ en 2016.

Les principales variations du bénéfice d'exploitation de 2017, comparativement à 2016, sont illustrées ci-dessous :



BEAA ajusté (bénéfice d'exploitation)

Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

Matières premières (bénéfice d'exploitation)

Les effets estimatifs de ces coûts sont basés sur des coûts de production par unité expédiée à l'externe ou entre les secteurs qui subissent les incidences du rendement des fibres, de l'évolution de la gamme de produits et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats de matières premières, notamment le plastique et les copeaux.

Devise \$ CAN (bénéfice d'exploitation)

L'effet estimatif du taux de change est basé sur les ventes à l'exportation des unités canadiennes de la Société, en devise \$ US, moins les achats, qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, ainsi que sur la conversion en \$ CAN des résultats des filiales non canadiennes. Cela inclut également l'effet du taux de change sur les éléments du fonds de roulement et la trésorerie en mains des entités canadiennes de la Société dans une autre devise que le \$ CAN, ainsi que les transactions de couverture. Excluant la sensibilité indirecte (veuillez consulter la section « Table de Sensibilité » pour plus de détails).

Autres coûts de production (bénéfice d'exploitation)

Les autres coûts de production incluent l'incidence des coûts fixes et variables basés sur les coûts de production par unité expédiée à l'externe, qui sont influencés par les arrêts de production, l'efficacité et les changements dans l'assortiment des produits.

Récupération et Recyclage (ventes et bénéfice d'exploitation)

Suivant l'intégration de ce secteur avec les autres secteurs de la Société, les variations des résultats sont présentées en excluant l'impact de celui-ci. Les variations des résultats de ce secteur sont présentées de façon globale et séparée dans les graphiques.

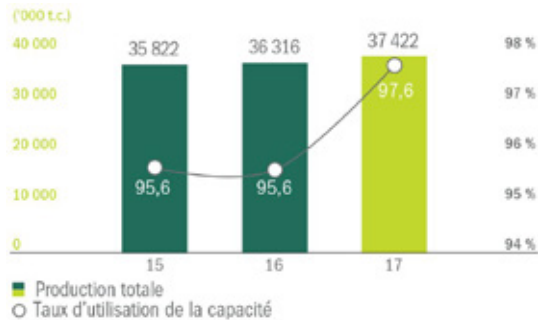
L'analyse des variations du bénéfice d'exploitation par secteur est présentée dans chaque revue par secteur (bien vouloir consulter la section « Revue des Secteurs » pour plus de détails).

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON-CAISSE

Notre industrie

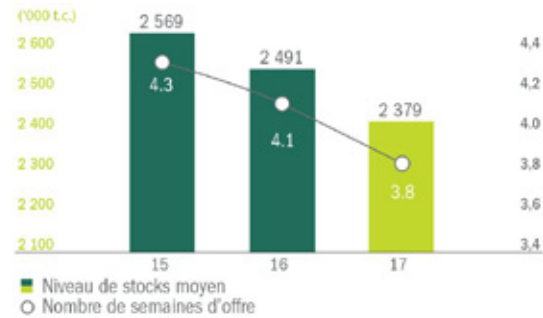
Production de l'industrie américaine du carton-caisse et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de l'industrie américaine du carton-caisse a augmenté de 3 % en 2017 en raison des conditions de marché favorables, stimulé en partie par le commerce électronique. Le taux d'utilisation de la capacité s'est élevé à 97,8 % en 2017 contre 95,6 % en 2016.



Stocks américains de carton-caisse aux usines de fabrication et de transformation²

Le niveau moyen des stocks a diminué de 4 % en 2017 en raison de la forte demande pour les boîtes de carton ondulé. La moyenne du nombre de semaines d'offre s'est chiffrée à 3,8 pour l'année.



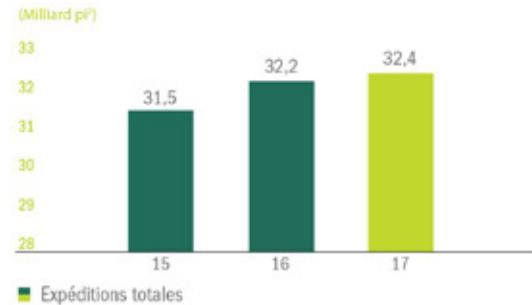
Expéditions de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé²

Les expéditions totales de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé ont augmenté de 3 % en 2017 en raison de l'environnement économique favorable et de l'importance grandissante du commerce en ligne.



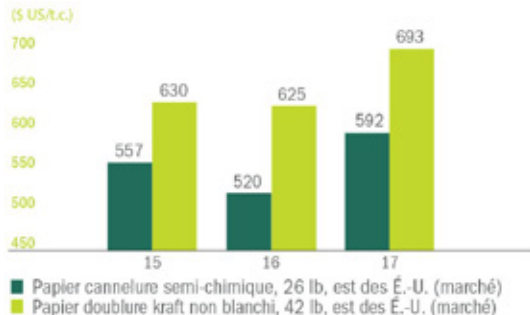
Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé³

Les expéditions canadiennes de boîtes de carton ondulé ont augmenté pour une quatrième année consécutive. Les conditions de marché favorables expliquent l'augmentation de 1 % en 2017.



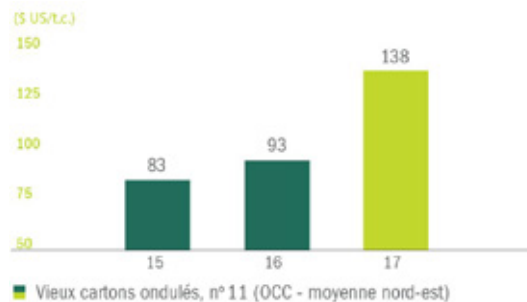
Prix de référence - carton-caisse¹

Après une hausse de prix en octobre 2016, les producteurs de carton-caisse ont été en mesure d'accroître les prix du papier doublure et du papier cannelure de 50 \$ US par tonne courte en avril dernier en raison des solides fondamentaux de l'offre et de la demande, poussés en partie par le commerce électronique. Une hausse de prix du papier médium de 30 \$ US par tonne courte s'est ajoutée durant l'année. Ainsi, les prix de référence du papier doublure et du papier médium ont augmenté de 11 % et 14 %, respectivement, en 2017 par rapport à 2016.



Prix de référence - papiers recyclés (grade brun)¹

Le prix de référence des vieux cartons ondulés n° 11 (OCC) a augmenté de 48 % en 2017. Les prix d'indice d'OCC ont été particulièrement volatiles au courant de l'année. Au premier trimestre de 2017, les prix d'indice ont fortement augmenté en raison d'une forte demande domestique et étrangère. En octobre, toutefois, les prix d'indice ont chuté alors que la Chine a suspendu les permis d'importation de papiers recyclés, augmentant ainsi l'offre domestique.

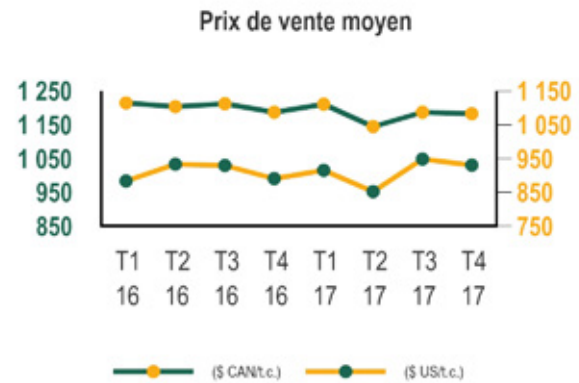
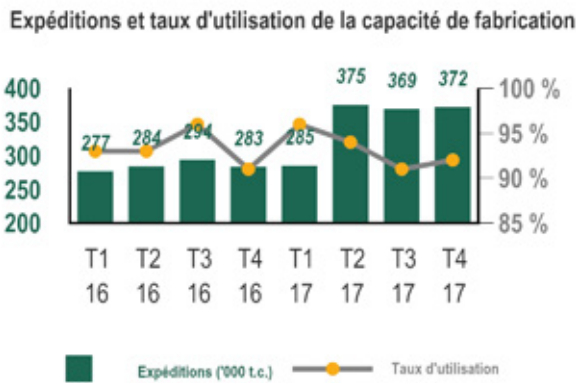
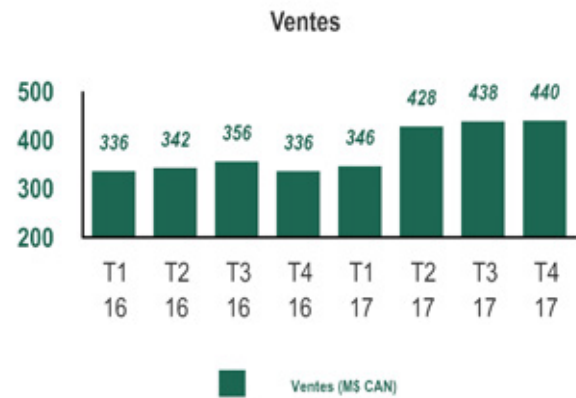
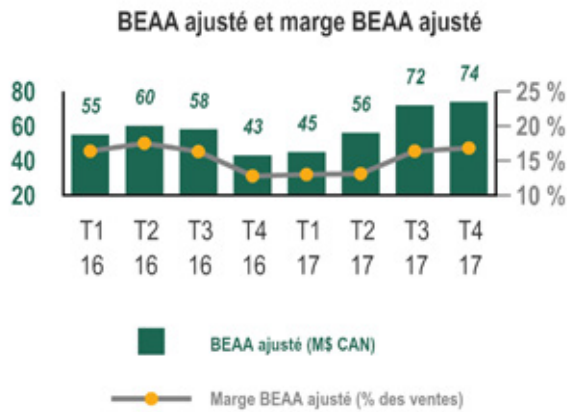


1 Source : RISI

2 Source : Fibre Box Association

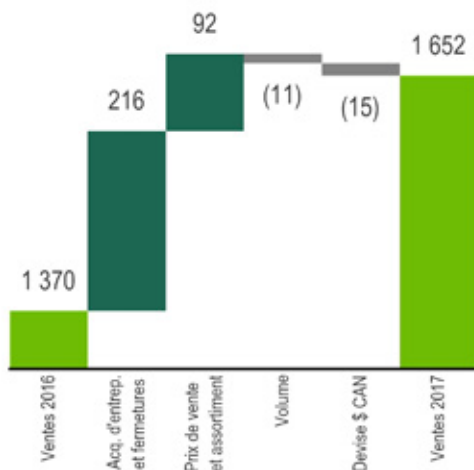
3 Source : Association canadienne du cartonnage ondulé et du carton-caisse

Notre performance

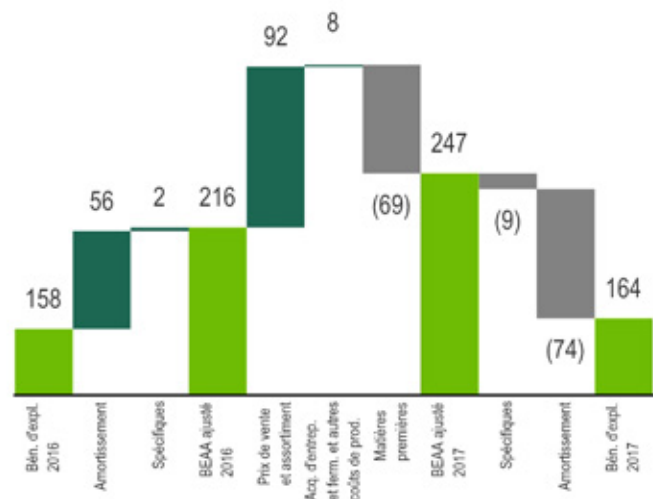


Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du secteur de l'emballage carton-caisse de 2017, comparativement à 2016, sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)¹



Bénéfice d'exploitation (M\$)¹



¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices comparatifs terminés les 31 décembre 2017 et 2016 » pour plus de détails.

La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

2016	2017	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.) 1 138	1 401	23 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)	1 179	-2 %
Ventes (M\$) 1 370	1 652	21 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)	164	4 %
	160 (ajusté) ¹	8 %
BEAA¹ (M\$) 214	238	11 %
% des ventes 16 %	14 %	
	247 (ajusté) ¹	14 %
% des ventes 16 %	15 %	

1 Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

2 Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs. Incluant 12,5 milliards de pieds carrés en 2017 comparativement à 12,2 milliards de pieds carrés en 2016.

3 Nous comptabilisons notre participation dans le moulin Greenpac jusqu'au T1 2017 en utilisant la méthode de la mise en équivalence de sorte que toutes nos transactions avec ce dernier étaient traitées comme des transactions externes.

4 Débutant au T2 2017, incluant les ventes aux autres partenaires de Greenpac.

Les expéditions ont augmenté de 263 000 t.c., ou de 23 %, en 2017 en raison de la hausse de 258 000 t.c., ou de 59 % des expéditions externes des moulins principalement en raison de l'addition de Greenpac (voir la section « Faits Saillants » pour plus de détails). Le taux d'intégration des moulins est demeuré stable à 53 % en 2017 comparativement à 2016. En incluant les ventes aux entreprises associées, le taux d'intégration⁴ de 2017 s'élève à 66 % comparativement à 67 % en 2016. Du côté de la transformation, les expéditions ont augmenté de 5 000 t.c. comparativement à 2016. En excluant les expéditions de la transaction conclue avec l'entreprise américaine Rand-Whitney en 2016 et de l'acquisition de trois usines en Ontario en 2017, les expéditions de transformation ont augmenté de 1 % en MPC (milliers de pieds carrés).

Le prix de vente moyen en baisse reflète un assortiment de produits vendus moins favorable comparativement à la même période de l'année dernière. Plus particulièrement, la consolidation de Greenpac a fait augmenter de 11 % la proportion des ventes de produits de fabrication qui sont vendus à un prix inférieur comparativement aux produits transformés. Cependant, le prix de vente moyen en dollars canadiens a augmenté de 80 \$ par t.c., ou de 12 %, pour les produits de fabrication et de 75 \$, ou de 5 % pour les produits transformés.

Les ventes ont augmenté de 282 M\$, ou de 21 % surtout grâce aux acquisitions survenus en 2017 et 2016 qui ont contribué à la hauteur de 216 M\$ à cette hausse. En excluant l'incidence de ces transactions sur l'assortiment des produits vendus, la hausse du prix de vente moyen en dollars canadiens a généré une augmentation des ventes de 92 M\$. L'appréciation moyenne de 2 % du dollar canadien et le volume en baisse, excluant les acquisitions, ont eu une incidence négative sur les ventes de 15 M\$ et de 11 M\$, respectivement.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 6 M\$, ou de 4 % comparativement à 2016. Cette hausse s'explique surtout par la hausse des prix de vente moyens, excluant les acquisitions, qui a ajouté 92 M\$ comparativement à 2016. Cependant, la hausse du coût des matières premières a retranché 69 M\$ au bénéfice d'exploitation tandis que les autres coûts de production ont soustrait 43 M\$. Ces coûts en hausse sont attribuables au transport, à l'énergie, à la sous-traitance et à l'entretien et de réparation. Le secteur a également réglé un litige commercial avec un client, occasionnant une charge inhabituelle. Aussi, des frais de main-d'œuvre, de formation et d'entreposage en hausse, liés aux implantations du PGI ainsi qu'à l'optimisation de nos processus d'affaires, ont également occasionné une incidence négative sur le bénéfice d'exploitation. Les acquisitions ont occasionné une hausse de la charge d'amortissement et contribué à la hausse du bénéfice d'exploitation. De plus, la hausse de la valeur moyenne de 2 % du dollar canadien et le volume en baisse sur une base comparable ont tous deux réduit le bénéfice d'exploitation de 3 M\$ chacun.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ au cours de 2017 et de 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation ajusté¹ a atteint 173 M\$ en 2017 comparativement à 160 M\$ en 2016.

Finalement, les résultats de la Société incluent notre part des résultats de notre entreprise associée Greenpac³ (59,7 %), avant le regroupement d'entreprise annoncé le 5 avril 2017. Au premier trimestre de 2017, Greenpac a généré une contribution de 7 M\$. En 2016, Greenpac a généré une contribution s'élevant à 15 M\$, incluant notre part de 7 M\$ de frais liés au refinancement de sa dette réalisé au cours du deuxième trimestre de 2016.

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON PLAT EUROPE

Notre industrie

Commandes de carton plat couché de l'industrie européenne¹

En Europe, les commandes de carton plat couché recyclé ont augmenté de 8 % en 2017 par rapport à 2016, reflétant une demande forte tout au long de l'année. Ainsi, l'industrie a connu la meilleure des dix dernières années avec des commandes d'approximativement 3,2 millions de tonnes métriques. L'industrie du carton plat couché vierge a aussi connu une très bonne année alors que les commandes ont atteint plus de 2,2 millions de tonnes métriques, ce qui représente une hausse de 11 % en 2017 par rapport à 2016.

Commandes de carton plat couché recyclé en Europe

(Carton gris doublé blanc recyclé (WLC) - moyenne mobile cinq dernières semaines)



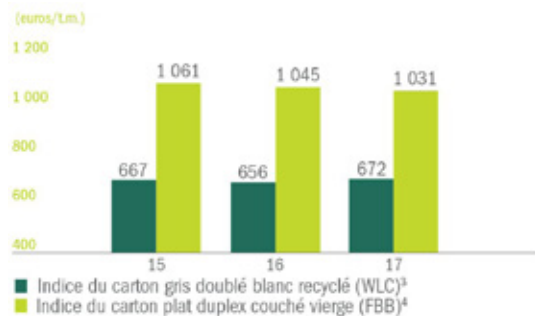
Commandes de carton plat couché vierge en Europe

(Carton plat duplex couché vierge (FBB) - moyenne mobile cinq dernières semaines)



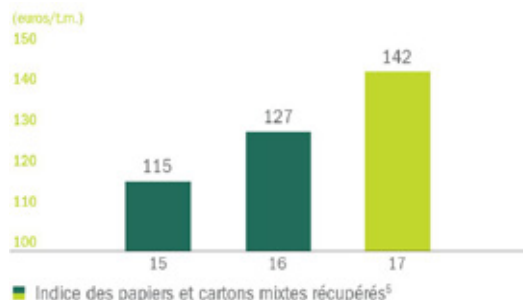
Prix de référence - carton plat en Europe²

Les prix du carton plat couché recyclé ont augmenté pour la première fois en trois ans dans les pays d'Europe de l'Ouest. Une forte demande pour le carton plat recyclé a entraîné la hausse du prix de référence moyen de 2 % en 2017 par rapport à 2016. Les prix du carton plat couché vierge sont demeurés stables tout au long de l'année. Par conséquent, la nouvelle capacité dans le marché a été contrebalancée par la croissance de 11 % du niveau des commandes. Toutefois, le prix de référence moyen du carton plat couché vierge a connu une baisse de 1 % en 2017 par rapport à 2016.



Prix de référence - papiers recyclés en Europe²

Les prix des papiers recyclés ont continué d'être sous pression en 2017 en raison de la forte demande. Par conséquent, notre indice du prix des fibres recyclées en Europe était 12 % plus élevé en 2017 qu'en 2016 en raison d'une hausse importante des prix moyens des grades bruns et blancs.



¹ Source : CEPI Cartonboard

² Source : RISI

³ L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe du carton gris doublé blanc recyclé.

⁴ L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe du carton plat duplex couché vierge.

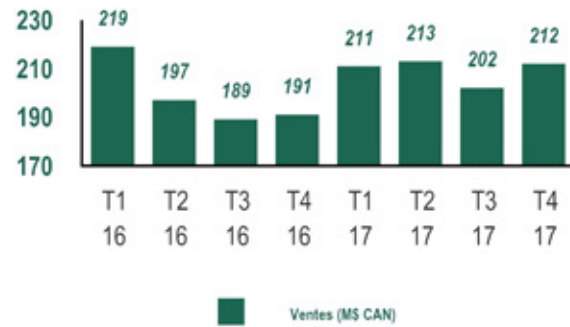
⁵ L'indice des papiers recyclés représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe des papiers recyclés. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat réels et de nos volumes d'achats.

Notre performance

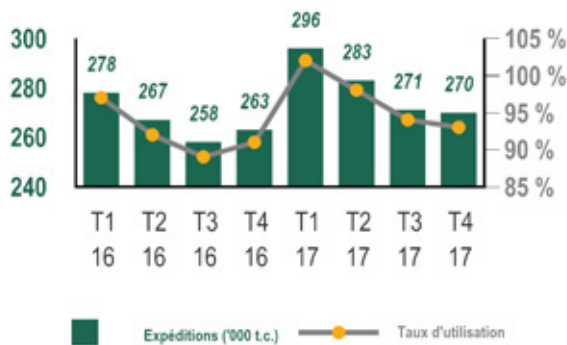
BEAA ajusté et marge BEAA ajusté



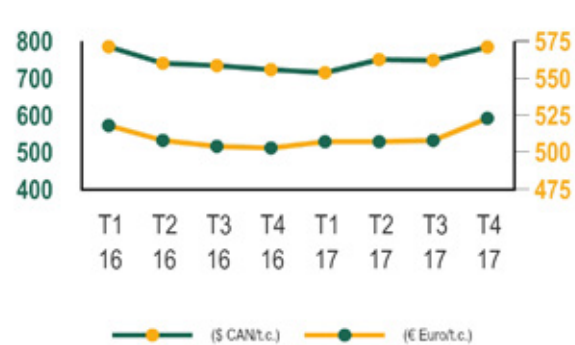
Ventes



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

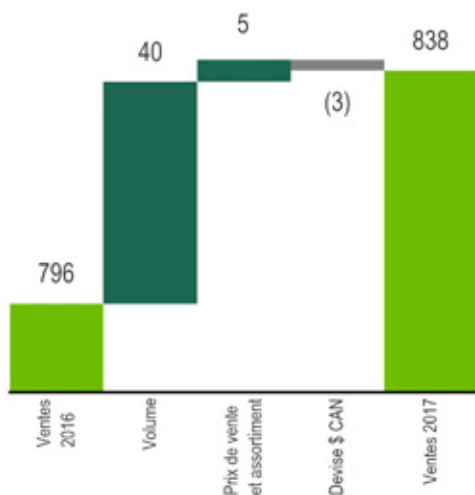


Prix de vente moyen

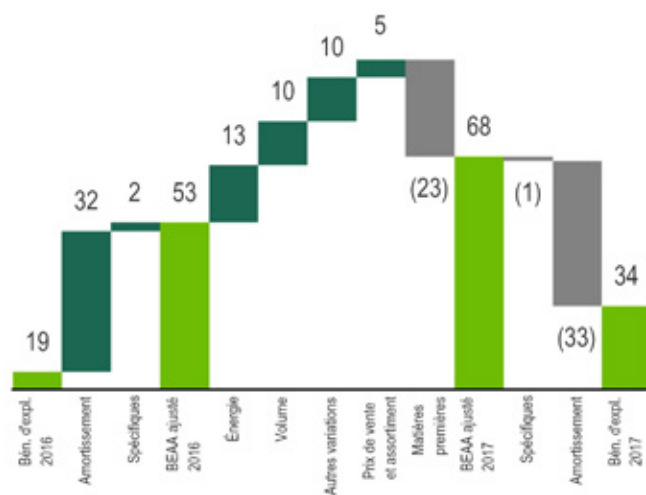


Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du secteur de carton plat Europe de 2017, comparativement à 2016, sont illustrées ci-dessous :

Ventes (M\$)¹



Bénéfice d'exploitation (M\$)¹



¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices comparatifs terminés les 31 décembre 2017 et 2016 » pour plus de détails.

La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

2016	2017	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.) 1 066	1 120	5 %
Prix de vente moyen³ (\$ CAN/unité) 746	748	—
(€ Euro/unité) 509	511	—
Ventes (M\$) 796	838	5 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué) 19	34	79 %
(ajusté)¹ 21	35	67 %
BEAA¹ (M\$) 51	67	31 %
% des ventes 6 %	8 %	
(ajusté)¹ 53	68	28 %
% des ventes 7 %	8 %	

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

³ Le prix de vente moyen est basé sur une moyenne pondérée des expéditions de carton plat recyclé et vierge.

Les expéditions des activités de carton plat recyclé ont augmenté de 55 000 t.c., ou de 6 %, pour se chiffrer à 959 000 t.c. en 2017 comparativement à 904 000 en 2016. Les expéditions des activités de carton plat vierge sont restées stables à 161 000 t.c.. L'augmentation des expéditions s'explique par un environnement économique plus fort en Europe.

Le prix de vente moyen de 2017 a légèrement augmenté aussi bien en euros qu'en dollars canadiens comparativement à 2016. Cette situation reflète la légère augmentation de la valeur moyenne du dollar canadien comparativement à l'euro en plus d'augmentations de prix de vente qui ont été appliquées sur des produits. Par rapport à 2016, le prix de vente moyen des activités de carton plat recyclé a augmenté de 8 €, ou de 2 %, alors que le prix de vente moyen des activités de carton plat vierge a baissé de 13 €, ou de 2 %, en 2017.

L'augmentation des ventes s'explique par une hausse des volumes provenant des activités de carton plat recyclé, en plus de la légère hausse du prix de vente moyen durant l'année.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 15 M\$, ou de 79 % en 2017, surtout grâce aux coûts énergétiques en baisse. Les volumes d'expéditions en hausse et les frais d'entretien et de réparations en baisse en raison d'arrêts de production planifiés plus courts ont positivement contribué au bénéfice d'exploitation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation du coût des matières premières.

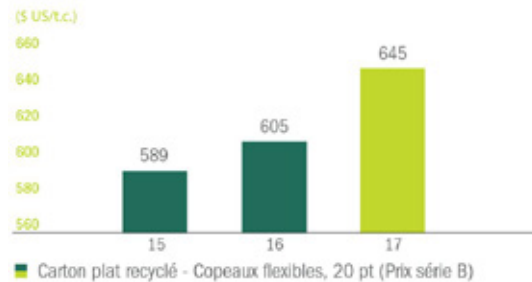
Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation ajusté¹ a atteint 35 M\$ en 2017 comparativement à 21 M\$ en 2016.

PRODUITS D'EMBALLAGE - PRODUITS SPÉCIALISÉS

Notre industrie

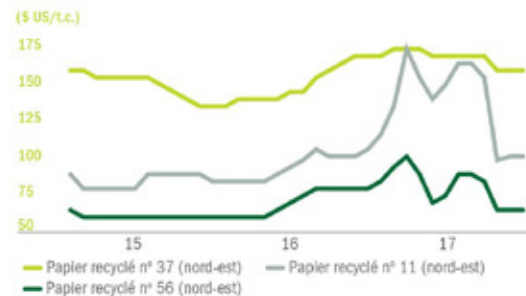
Prix de référence - carton plat recyclé non couché¹

Le prix de référence du carton plat recyclé non couché a augmenté de 7 % en 2017 par rapport à 2016 en raison de meilleures conditions de marché, ce qui a entraîné une série de hausse de prix en début d'année.



Prix de référence - coût de la fibre en Amérique du Nord¹

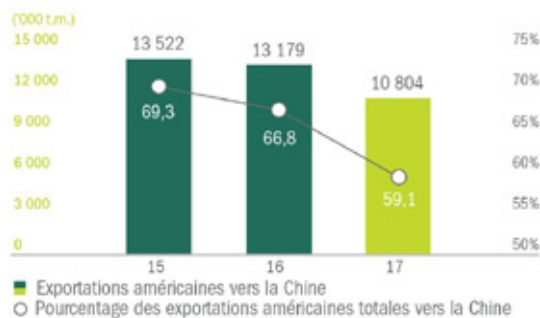
Le prix d'indice annuel des papiers recyclés blancs n° 37 (papiers de bureau triés), des papiers recyclés bruns n° 11 (vieux cartons ondulés) et des papiers recyclés n° 56 (papiers résidentiels triés) a augmenté de 13 %, 48 % et 14 %, respectivement, en 2017 par rapport à 2016. Les prix d'indice des vieux cartons ondulés ont été particulièrement volatils l'année dernière. Au premier trimestre de 2017, les prix d'indice ont fortement augmenté à 175 \$ US par tonne courte en raison d'une forte demande domestique et étrangère. En octobre, toutefois, les prix d'indice ont chuté à 100 \$ US par tonne courte alors que la Chine a suspendu les permis d'importation de papiers recyclés.



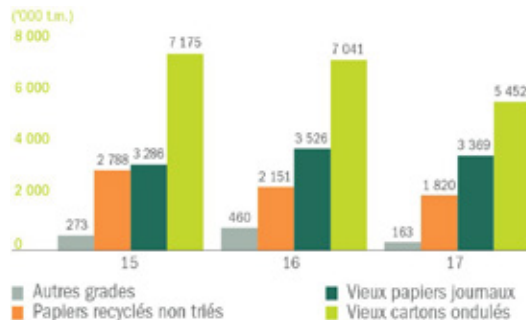
Exportations américaines de fibres recyclées vers la Chine¹

La relation entre l'offre de fibre recyclée et la demande pour ces papiers, particulièrement en Asie, influence grandement la dynamique de prix. Les exportations américaines de fibres recyclées vers la Chine ont diminué de 7 % en 2017 en raison de la suspension de permis d'importation de papiers recyclés par le gouvernement chinois dans le dernier trimestre de 2017. Par conséquent, les exportations de vieux cartons ondulés, de vieux papiers journaux, de papiers recyclés non triés et des autres grades ont diminué de 23 %, de 4 %, de 15 % et de 65 % respectivement, comparativement à 2016. La proportion des exportations globales américaines de fibres recyclées vers la Chine a connu une importante baisse, passant de 67 % en 2016 à 59 % en 2017.

Exportations américaines totales de fibres recyclées vers la Chine - tous les grades



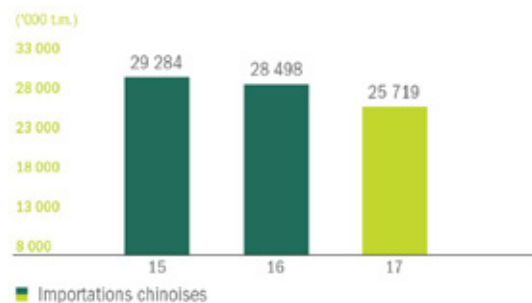
Principaux grades exportés des États-Unis



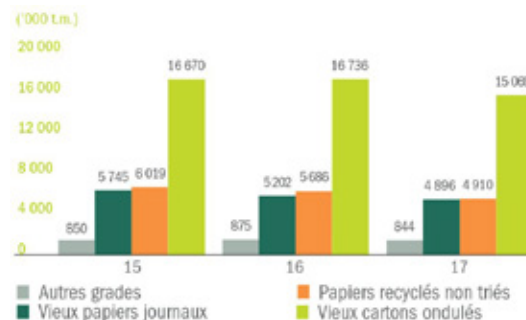
Importations chinoises de fibres recyclées¹

Les importations chinoises totales ont diminué de 10 % en 2017 par rapport à 2016 comme expliquées ci-dessus. Sur une base plus détaillée, les importations des vieux cartons ondulés et des papiers recyclés non triés ont été les plus affectées par la mesure avec une baisse de 10 % et 14 %, respectivement, alors que les importations de vieux papiers journaux ont diminué de 6 % et les importations des autres grades ont perdu 4 %.

Importations chinoises totales de papiers recyclés - tous les grades

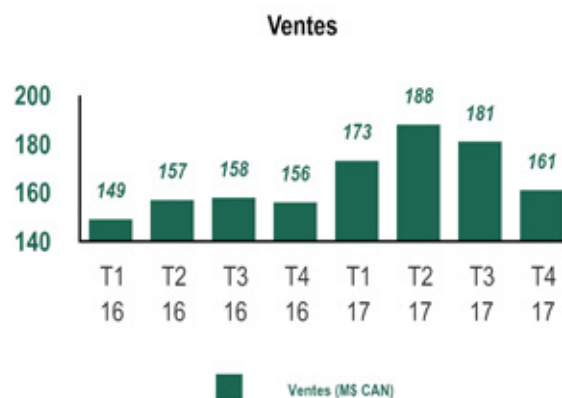
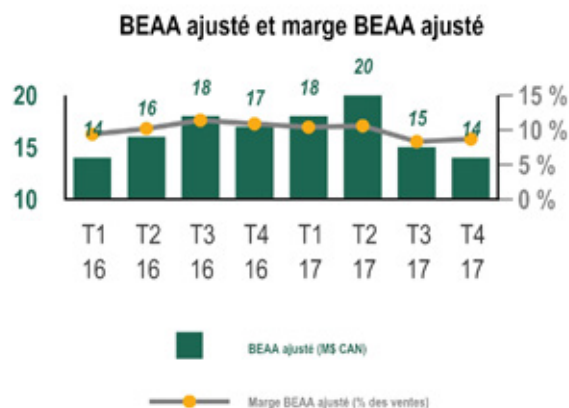


Principaux grades importés par la Chine



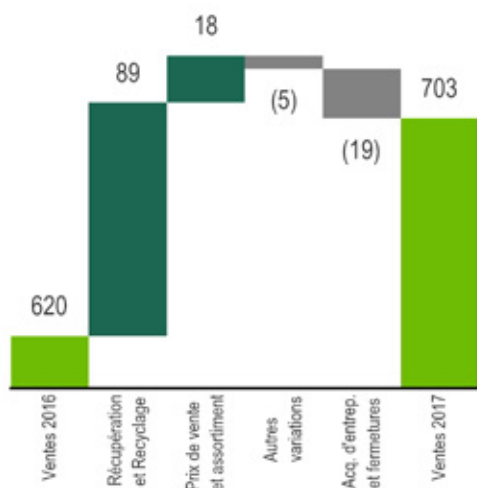
¹ Source : RISI

Notre performance

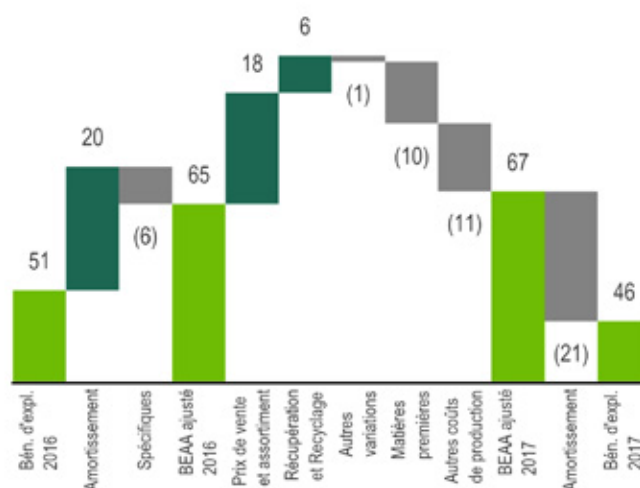


Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du secteur des produits spécialisés de 2017, comparativement à 2016, sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)¹



Bénéfice d'exploitation (M\$)¹



¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices comparatifs terminés les 31 décembre 2017 et 2016 » pour plus de détails.

La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

2016	2017	Variation en %
Ventes (M\$)		
620	703	13 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
51	46	-10 %
(ajusté) ¹		
45	46	2 %
BEAA¹ (M\$)		
71	67	-6 %
% des ventes		
11 %	10 %	
(ajusté) ¹		
65	67	3 %
% des ventes		
10 %	10 %	

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Récupération et Recyclage : Suivant l'intégration de ce secteur avec les autres secteurs de la Société, les variations de nos résultats sont présentées excluant l'impact de celui-ci. Les variations des résultats de ce secteur sont présentées de façon globale et séparée.

Les expéditions du secteur des produits spécialisés ont augmenté dans la majorité des sous-secteurs, incluant celui de la récupération et du recyclage². Plus spécifiquement, les expéditions du sous-secteur de l'emballage industriel ont augmenté de 17 % en 2017. Cette bonne performance est le reflet d'un environnement de marché plus dynamique et de l'amélioration des opérations de notre usine d'emballage de papier européenne.

En plus d'une hausse de volume, l'augmentation des prix de vente dans notre secteur de récupération et recyclage² ont contribué pour 89 M\$ à l'augmentation des ventes. Au total, la hausse des prix de vente, surtout dans nos sous-secteurs d'emballage industriel et de produits de consommation, a également ajouté un montant supplémentaire de 18 M\$. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par la perte de revenus de 19 M\$ à la suite de la fermeture de notre usine située à Auburn, dans l'État du Maine, au cours du deuxième trimestre de 2016.

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 5 M\$ en 2017. Une marge plus élevée entre le prix de vente moyen et le coût des matières premières a résulté en une contribution additionnelle de 6 M\$ au bénéfice d'exploitation en provenance de notre sous-secteur de la récupération et du recyclage² et de 8 M\$ pour les autres sous-secteurs. Ces facteurs ont été contrebalancés par la baisse du volume au sein du sous-secteur des produits de consommation ainsi que par des coûts d'exploitation, main-d'œuvre, transport, et frais de vente et d'administration, plus élevés reliés surtout à une plus faible productivité dans nos activités d'emballage.

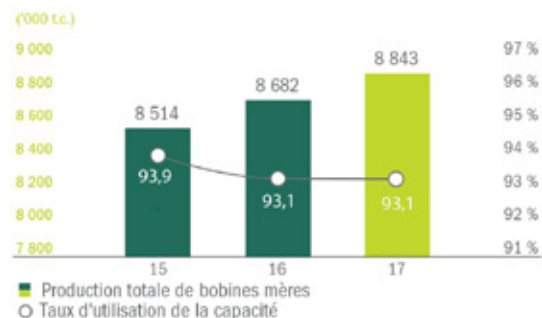
Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation ajusté¹ a atteint 46 M\$ en 2017 comparativement à 45 M\$ en 2016.

PAPIERS TISSU

Notre industrie

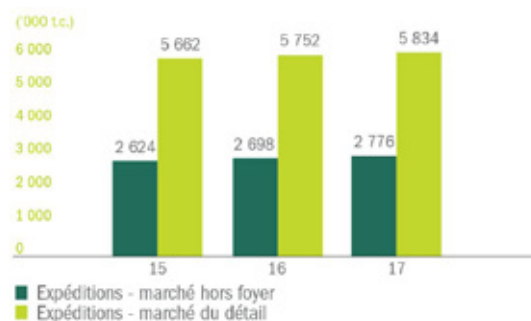
Production de l'industrie américaine des papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de bobines mères a augmenté de 2 % pour une troisième année consécutive en 2017. Le taux d'utilisation de la capacité moyen est demeuré stable à 93 % en 2017 par rapport à 2016. L'ajout de nouvelle capacité dans le marché est le principal facteur qui explique ces chiffres.



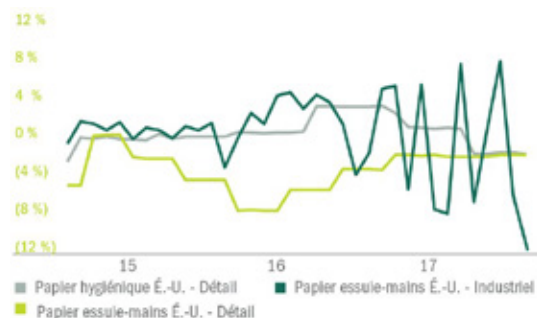
Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine des papiers tissu¹

En 2017, les expéditions du marché du détail et du marché hors foyer ont progressé de 1 % et de 3 %, respectivement, par rapport à 2016.



Indice américain des prix à la production - variation annuelle du prix des produits de tissu transformés²

Aux États-Unis, les prix des papiers hygiéniques au détail ont suivi une tendance baissière en 2017. Pour les prix des papiers essuie-mains au détail, ils sont demeurés relativement stable tout au long de l'année. Les prix des papiers essuie-mains industriels ont été très volatils en 2017, ce qui suggère des stratégies agressives de marketing et de prix.



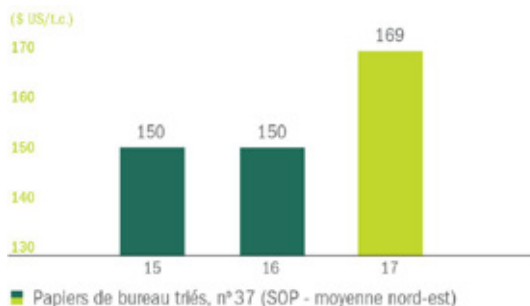
Prix de référence - bobines mères¹

En 2017, le prix de référence des bobines mères recyclées et vierges a augmenté de 3 % par rapport à 2016, partiellement en raison de la hausse du coût des intrants.



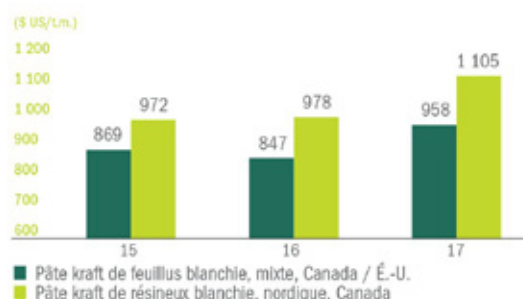
Prix de référence - papiers recyclés (grade blanc)¹

Le prix de référence des papiers de bureau triés n° 37 (SOP) est demeuré relativement stable en 2017 par rapport à 2016, fluctuant entre 160 \$ US et 175 \$ US. Le prix moyen s'est chiffré à 169 \$ US en 2017, une hausse de 13 % par rapport à 2016.



Prix de référence - pâte commerciale¹

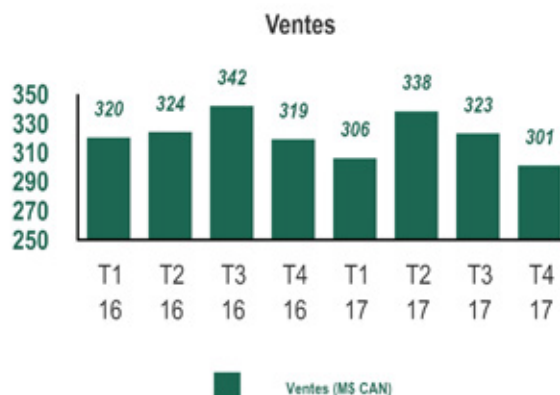
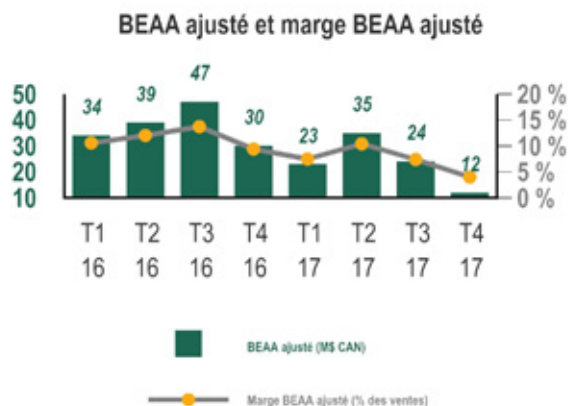
En 2017, le prix de référence de la pâte de résineux et de la pâte de feuillus a augmenté de 13 % par rapport à 2016 en raison de la solide demande globale.



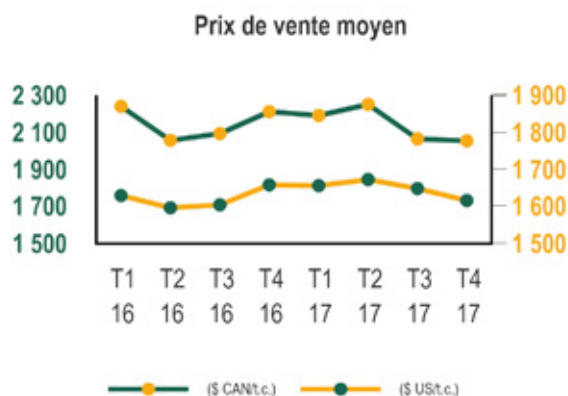
¹ Source : RISI

² Source : U.S. Bureau of Labor Statistics

Notre performance

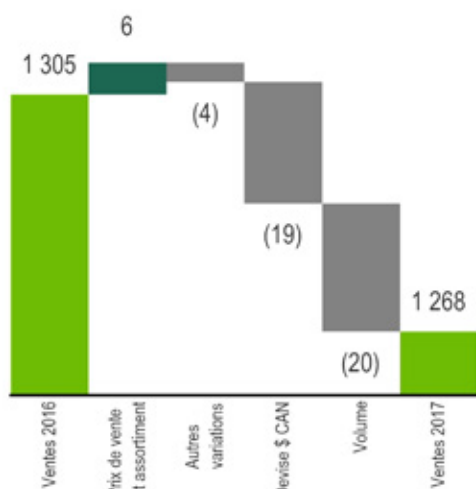


Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

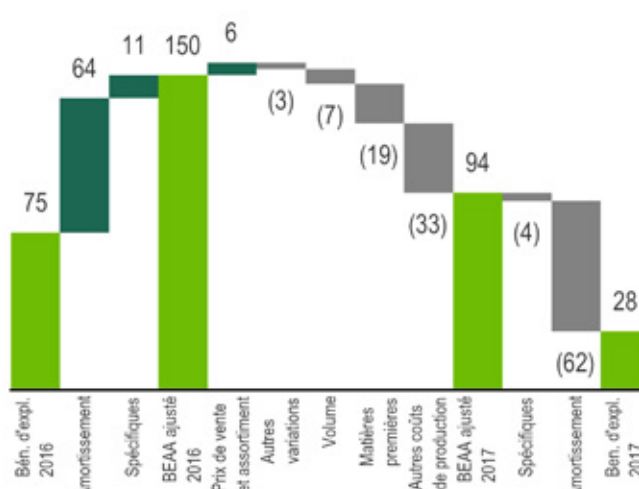


Les principales variations des ventes et du bénéfice d'exploitation du secteur des papiers tissu de 2017, comparativement à 2016, sont illustrées ci-dessous :

Ventes (M\$)¹



Bénéfice d'exploitation (M\$)¹



¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices comparatifs terminés les 31 décembre 2017 et 2016 » pour plus de détails.

La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

2016	2017	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.) 608	593	-2 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)	2 138	—
Ventes (M\$)	1 268	-3 %
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)	28	-63 %
75	(ajusté) ¹	-63 %
86	32	
BEAA¹ (M\$)	90	-35 %
139	% des ventes	
11 %	7 %	
(ajusté) ¹		
150	% des ventes	-37 %
11 %	7 %	

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

Les expéditions externes de bobines mères ont diminué de 14 000 t.c., ou de 8 % en 2017. Cette situation découle de conditions de marché difficiles, surtout au niveau du marché du papier essuie-main, et des améliorations apportées à l'usine de St-Helens en Oregon pour aligner les paramètres de production sur la demande du marché et aux exigences de la nouvelle usine de transformation située à Scappoose, en Oregon. Le taux d'intégration est demeuré stable à 68 % en 2017 comparativement à 2016.

La baisse de 2 % du prix de vente moyen en dollars canadiens est principalement attribuable à l'appréciation moyenne de 2 % du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par un assortiment plus élevé de produits transformés vendu en 2017 comparativement à 2016.

Les ventes de 2017 ont baissé de 3 % comparativement à l'année précédente en raison surtout de la baisse du volume d'expéditions, représentant 20 M\$ de la baisse des ventes, et du taux de change défavorable pour 19 M\$. D'un autre côté, l'assortiment favorable des produits vendus a ajouté 6 M\$ aux ventes comparativement à 2016.

La diminution du bénéfice d'exploitation est largement attribuable à la baisse globale des expéditions, à l'augmentation importante des prix de la pâte vierge et de la fibre recyclée et à l'augmentation de l'utilisation de la fibre vierge. Les bénéfices réalisés par des améliorations d'efficacités opérationnelles en 2017 ont été annulés par des coûts de transport en hausse, par des frais de marketing supplémentaires en lien avec le repositionnement stratégique de nos marques pour les secteurs hors-foyer et des produits de consommation et par des coûts de sous-traitance plus élevés liés à un assortiment différent de clients.

Les coûts liés au démarrage de notre nouvelle usine de transformation de papiers tissu en Oregon ont généré des impacts négatifs sur la rentabilité. Le démarrage de la production est maintenant derrière nous, mais la pénétration de marché est plus difficile que prévu. Les conditions de marché actuelles dans cette région ainsi que le calendrier des appels d'offres des clients ont occasionné des délais plus longs qu'anticipés dans l'obtention de nouvelles commandes. Ces coûts de démarrage, ajouté à la baisse de production à St-Helens telle que discuté précédemment, ont négativement affecté le bénéfice d'exploitation de 7 M\$ (incluant 1 M\$ en amortissement) en 2017.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2017 et en 2016 qui ont influé de façon positive ou négative sur le bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation ajusté¹ a atteint 32 M\$ en 2017 comparativement à 86 M\$ en 2016.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

Le bénéfice d'exploitation de 2017 inclut un gain non réalisé de 9 M\$ sur des instruments financiers dérivés, comparativement à un gain non réalisé de 19 M\$ en 2016, à la suite des fluctuations du dollar canadien au cours des deux périodes. Les activités corporatives ont réalisé un gain de change de 6 M\$ en 2017 comparativement à une perte de 6 M\$ en 2016.

En 2017, le bénéfice d'exploitation inclut aussi un gain de 1 M\$ sur la vente de certains actifs au cours du deuxième trimestre. Nous avons également comptabilisé une reprise de valeur de 2 M\$ à la suite du recouvrement d'un billet à recevoir qui avait été radié au cours des années précédentes et des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture d'une entité de ventes.

Les activités liées à l'implantation de notre progiciel de gestion intégrée (PGI) et à l'optimisation de nos processus d'affaires ont occasionné une hausse de nos coûts de 10 M\$ en 2017 comparativement à 2016. Ces coûts supérieurs reflètent l'implantation accélérée de notre PGI depuis la seconde moitié de 2016, ainsi que les coûts associés aux efforts d'optimisation des processus de d'approvisionnement, de la planification et de la logistique. La phase d'implantation de ces efforts est achevée et les coûts devraient diminuer en 2018 car les efforts seront portés vers la stabilisation et l'optimisation.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La charge au titre de la rémunération à base d'actions enregistrée dans les activités corporatives s'est élevée à 5 M\$ en 2017 comparativement à 4 M\$ en 2016. Pour plus de détails sur la rémunération à base d'actions, bien vouloir consulter la Note 19 afférente aux états financiers consolidés audités de 2017.

ANALYSE DES AUTRES ÉLÉMENTS

AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement a augmenté de 23 M\$, se chiffrant à 215 M\$ en 2017, comparativement à 192 M\$ en 2016. La hausse s'explique essentiellement par l'inclusion de Greenpac et par l'implantation de notre progiciel de gestion intégré qui est maintenant implanté dans la majorité de nos usines.

FRAIS DE FINANCEMENT ET INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

Les frais de financement et intérêts sur avantages du personnel se sont élevés à 111 M\$ en 2017, comparativement à 93 M\$ en 2016. La Société a enregistré des primes payées de 11 M\$ et a radié 3 M\$ en frais financiers capitalisés à la suite du rachat de 200 M\$ US de billets subordonnés non garantis. La consolidation de Greenpac a également augmenté la charge des frais de financement au cours de l'année tandis qu'un revenu de dividendes de 2 M\$ provenant de notre participation dans Boralex puisque notre investissement était classifié dans les investissements disponibles à la vente à la fin du premier trimestre de 2017 jusqu'à sa vente subséquente au troisième trimestre.

RECouvreMENT D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 81 M\$ comparativement à une charge d'impôts sur les résultats de 45 M\$ en 2016.

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	117	48
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	10	2
Réévaluation des années antérieures	3	1
Renversement du passif d'impôt différé lié à notre participation détenue antérieurement dans Greenpac	(70)	—
Écarts permanents sur la réévaluation de la participation détenue antérieurement - entreprise associée Greenpac	(57)	—
Gain en capital non imposable sur la réévaluation de participation détenue antérieurement - entreprise associée Boralex	(24)	—
Variation des impôts différés à la suite de modifications de taux d'imposition statutaires	(57)	2
Gain en capital non réalisé sur la dette à long terme	(3)	—
Écarts permanents	(6)	(5)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	6	(3)
	(198)	(3)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(81)	45

À la suite de l'acquisition de Greenpac, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$ représentant les impôts différés liés à son placement avant l'acquisition le 4 avril 2017. De plus, aucune charge d'impôts sur les résultats n'a été comptabilisée sur le gain de 156 M\$ généré lors du regroupement d'entreprise puisque ces impôts sont inclus à même la juste valeur des actifs et passifs acquis et décrits à la Note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de 2017.

À la suite de la réforme fiscale annoncée aux États-Unis en décembre 2017, la Société a réévalué les passifs d'impôt différé de ses unités aux États-Unis et a enregistré un gain de 57 M\$.

La charge d'impôts sur les résultats relative au gain sur la réévaluation de notre placement dans Boralex a été calculée au taux du gain en capital. Aussi, à la suite de la vente de sa participation dans Boralex en juillet 2017, la Société a réévalué la probabilité de recouvrer les pertes en capital non réalisées sur la dette à long terme en raison des fluctuations des taux de change. En conséquence, 6 M\$ d'actifs d'impôts ont été renversés dans l'état des résultats consolidés.

La charge d'impôts ou le recouvrement sur la perte ou le gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers, ainsi que sur notre part des résultats de quelques entreprises associées et coentreprises canadiennes est calculée en utilisant le taux du gain en capital.

En ce qui concerne nos entreprises associées et coentreprises américaines, composées principalement du moulin Greenpac jusqu'au premier trimestre de 2017, notre part des résultats est calculée avec le taux d'impôt statutaire. De plus, Greenpac est une Corporation LLC (société à responsabilité limitée) et les partenaires ont accepté de la traiter telle une entité transparente à des fins fiscales. Ainsi, la charge d'impôts calculée au taux statutaire américain est intégrée entièrement au sein de la charge d'impôts consolidée de chaque partenaire selon sa participation respective dans l'entité et aucune charge d'impôts n'est incluse dans le bénéfice net de Greenpac.

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition est plus élevé qu'au Canada, notamment les États-Unis, la France et l'Italie. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 26 % et 30 %. La moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 28,6 % en 2017.

PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

Jusqu'au 10 mars 2017, la part des bénéfices des entreprises associées et des coentreprises comprenait notre participation de 17,37 % dans Boralex inc. (« Boralex »), une société ouverte canadienne qui est un important producteur privé d'électricité ayant comme activité principale le développement et l'exploitation de centrales de production d'énergie renouvelable, et qui exerce ses activités dans le Nord-Est des États-Unis, au Canada et en France.

Le 18 janvier 2017, Boralex a émis des actions ordinaires pour financer partiellement l'acquisition de la participation d'Enercon Canada Inc. dans le parc éolien *Niagara Region Wind Farm*. Notre participation dans l'actionnariat de Boralex a diminué pour s'établir à 17,37 %, occasionnant pour la Société un gain sur dilution de 15 M\$ qui est présenté au poste « Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises » dans l'état des résultats consolidés.

Le 10 mars 2017, Boralex a annoncé la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration. Cette modification de la composition du conseil, combinée à la diminution de notre participation discutée ci-dessus, a entraîné la perte d'influence notable de la Société sur Boralex. Notre investissement dans Boralex était donc considéré comme un actif financier disponible à la vente, présenté dans les autres actifs, et non comme une participation dans une entreprise associée. Par conséquent, notre investissement dans Boralex a été réévalué à la juste valeur le 10 mars 2017, et nous avons enregistré un gain de 155 M\$. Parallèlement, les autres éléments de la perte globale de Boralex, totalisant 10 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé, ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

Le 27 juillet 2017, Cascades a annoncé la vente de la totalité de ses actions dans Boralex à la Caisse de Dépôt et Placement du Québec pour un montant de 288 M\$. L'augmentation de la juste valeur de 18 M\$ du 10 mars au 27 juillet 2017 comptabilisée dans les autres éléments du résultat global a été matérialisée au troisième trimestre et la Société a enregistré un gain de 18 M\$ présenté au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

Le 5 avril 2017, la Société a annoncé l'acquisition de Greenpac d'un point de vue comptable. La transaction a entraîné un gain de 156 M\$ sur la réévaluation de la participation antérieure. Parallèlement au regroupement d'entreprise, les autres éléments de la perte globale de Greenpac totalisant 4 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé avant l'acquisition ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés (bien vouloir consulter la Note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de 2017 pour plus de détails).

Avant l'annonce, la Société comptabilisait sa part des résultats de Greenpac Mill (62,5 %) dans la part des résultats des entreprises associées dans les résultats consolidés. À cette fin, au premier trimestre de 2017, Greenpac a généré une contribution de 7 M\$. Pour l'année 2016, Greenpac a généré une contribution de 15 M\$, en incluant notre part de 7 M\$ de frais liés au refinancement de la dette réalisé au cours du deuxième trimestre de 2016. Greenpac est une entité transparente sur le plan fiscal et aucune charge d'impôts n'est incluse dans notre quote-part des résultats pour cet investissement (voir la section « Charge d'impôts sur les résultats » pour plus de détails).

Pour plus de détails concernant les éléments spécifiques, voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS ».

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont généré 173 M\$ en liquidités en 2017, comparativement à 372 M\$ généré en 2016. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont utilisé 87 M\$ en liquidités en 2017, comparativement à 56 M\$ généré en 2016. En 2017, les stocks plus élevés au sein de nos secteurs emballage carton-caisse et papiers tissu, ainsi que la hausse des comptes débiteurs en raison des ventes plus élevées à la suite des regroupements d'entreprises et de prix de ventes plus élevés ainsi que la baisse des comptes créditeurs et charges à payer sont les principaux facteurs de l'utilisation des liquidités. Au 31 décembre 2017, le ratio du fonds de roulement sur les ventes moyennes des douze derniers mois s'établissait à 10,1 %, comparativement à 10,6 % au 31 décembre 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 260 M\$ en 2017, comparativement à 316 M\$ en 2016. En 2017, nous avons déboursé 11 M\$ en primes relativement au rachat de billets subordonnés non garantis. Cette mesure des flux de trésorerie est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

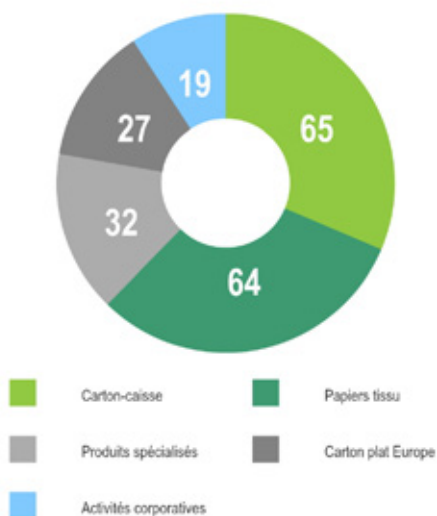
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

En 2017, les activités d'investissement ont généré des liquidités totales de 70 M\$, comparativement à l'utilisation de 185 M\$ en 2016. Nous avons cumulé des paiements totaux en immobilisations corporelles de 193 M\$ en 2017, comparativement à 182 M\$ en 2016. Les acquisitions de participations dans des entreprises associées et coentreprises ainsi que la variation d'actifs incorporels et d'autres actifs ont généré 239 M\$, en incluant la vente de notre participation dans Boralex pour 288 M\$, comparativement à 8 M\$ généré l'année dernière. Les regroupements d'entreprise ont ajouté 9 M\$ par l'intermédiaire de la trésorerie acquise, déduction faite des montants payés. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En 2017, des paiements d'immobilisations corporelles totalisant 193 M\$ ont été effectués, comparativement à 182 M\$ en 2016. Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles représentent 207 M\$ en 2017, comparativement à 206 M\$ en 2016. La portion résiduelle représente la variation des achats d'immobilisations corporelles incluse dans les comptes créditeurs et charges à payer ainsi que les acquisitions en vertu de contrats de location-financement.

Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles par secteur en 2017 sont présentés ci-dessous (en M\$) :



Les projets en capital les plus importants commencés, en cours ou terminés en 2017 sont les suivants :

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

- Un investissement dans la construction d'une nouvelle usine d'emballage qui sera située à Piscataway, dans le New Jersey, aux États-Unis (voir la section « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

CARTON PLAT EUROPE

- L'installation d'une nouvelle presse dans notre usine de fibres recyclées de Blendecques, en France.

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- L'agrandissement de l'usine et l'installation d'une nouvelle extrudeuse à notre usine d'emballage de plastique rigide située à Drummondville, au Québec.

TISSU

- Des investissements ont été effectués pour la nouvelle usine de transformation de papiers tissu à Scappoose, en Oregon. Voir la section « Faits saillants » pour plus de détails.

ACQUISITIONS DE PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES ET VARIATION D'ACTIFS INCORPORELS ET D'AUTRES ACTIFS

Les principaux éléments sont les suivants :

En 2017, nous avons vendu notre investissement dans Boralex pour un montant de 288 M\$ (voir la section « Faits et développements marquants » pour plus de détails).

À la fin du premier trimestre, la Société a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire dans Containerboard Partners, qui possède 12,1 % de Greenpac, pour un montant de 12 M\$ US (16 M\$). Cette transaction a haussé la participation totale de la Société dans Greenpac de 2,8 % à 62,5 %.

En 2017, la Société a investi dans les actifs incorporels et autres actifs un montant de 23 M\$ pour la modernisation du PGI et d'autres logiciels supportant l'optimisation de nos processus d'affaires.

En vigueur le 1^{er} janvier 2018, la Société, via sa participation de 57,8 % dans Reno de Medici S.p.A., a acquis 66,67 % de PAC Service S.p.A., un transformateur de carton plat pour l'emballage, l'édition, les produits de beauté et l'alimentation. La Société possédait déjà une participation de 33,33 % dans le capital-actions de cette entreprise. Le prix payé pour l'acquisition de cette part résiduelle de 66,67 % a été de 10 M€ (15 M\$), déposé le 19 décembre 2017 et a été comptabilisé dans les autres actifs pour la fin d'année.

En 2016, nous avons encaissé des montants en provenance de Greenpac, au moment où cette usine était une entreprise associée, en lien avec son prêt-relais en provenance de la Société et en frais de gestion dus à la Société. De plus, nous avons reçu le remboursement d'une somme en fidéicommis qui n'était plus requise ainsi que des montants pour des immobilisations corporelles vendues lors des années antérieures. Toutes ces sommes encaissées ont été partiellement contrebalancées par les investissements effectués pour la modernisation de notre système d'information financière en faveur d'un progiciel de gestion intégré (PGI) et pour des logiciels afin de supporter l'optimisation de nos processus d'affaires et ainsi que par des investissements mineurs dans nos entreprises associées.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Compte tenu des dividendes de 15 M\$ payés aux actionnaires de la Société en 2017, les activités de financement, en incluant les versements sur les dettes à long terme et le crédit bancaire rotatif, ont utilisé des liquidités totales de 218 M\$, comparativement à l'utilisation de 182 M\$ en 2017. En 2017, à la suite de l'exercice d'options, la Société a procédé à l'émission de 461 442 actions ordinaires à un coût moyen de 6,41 \$, pour un montant total de 4 M\$ encaissé. En 2017 la Société a également versé un montant de 12 M\$ relativement au règlement d'une partie de ses instruments financiers dérivés de 2017 sur la dette à long terme. Les dividendes versés aux actionnaires sans contrôle s'élèvent à 5 M\$ en 2017 comparativement à 1 M\$ en 2016. Ces paiements sont le résultat des dividendes payés aux actionnaires sans contrôle de Greenpac et/ou de Reno de Medici.

Le 4 décembre 2017, la Société a annoncé avoir procédé à l'acquisition d'une participation additionnelle de 30 % dans Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour un montant de 15 M\$ US (19 M\$). Cette transaction a haussé la participation totale de la Société dans Greenpac de 3,6 % pour s'établir à 66,1 %. Containerboard Partners est désormais pleinement consolidée dans nos états financiers.

Le 12 décembre 2017, la Société a racheté pour 150 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis portant intérêt à 5,50 % et venant à échéance en 2022 pour un montant de 193 M\$ et pour 50 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis portant intérêt à 5,75 % et venant à échéance en 2023 pour un montant de 64 M\$.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AUX 31 DÉCEMBRE 2017, 2016 ET 2015

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

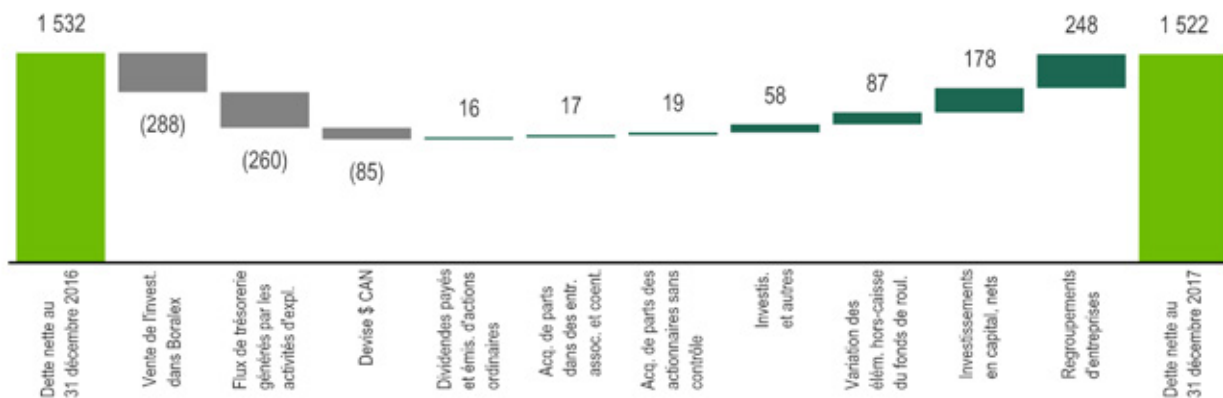
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	89	62	60
Fonds de roulement ¹	442	309	389
En % des ventes ²	10,1 %	10,6 %	10,9 %
Emprunts et avances bancaires	35	28	37
Partie à court terme de la dette à long terme	59	36	34
Dette à long terme	1 517	1 530	1 710
Dette totale	1 611	1 594	1 781
Dette nette (dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie)	1 522	1 532	1 721
Capitaux propres des actionnaires	1 455	984	867
Part des actionnaires sans contrôle	146	90	96
Capitaux propres totaux	1 601	1 074	963
Capitaux propres totaux et dette nette	3 123	2 606	2 684
Ratio « Dette nette / (Capitaux propres totaux + dette nette) »	48,7 %	58,8 %	64,1 %
Capitaux propres des actionnaires (en dollars)	15,32 \$	10,41 \$	9,09 \$

¹ Fonds de roulement = comptes débiteurs (en excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks - comptes créditeurs et charges à payer.

² En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM/ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues. Non ajusté pour les activités abandonnées.

RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE¹

La variation de la dette nette (dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie) de 2017 est présentée ci-dessous (en M\$), accompagnée des ratios financiers applicables.



403	BEAA ajusté ^{1,2} (douze derniers mois)	393
3,8	Dette nette / BEAA ajusté ^{1,2}	3,6

La trésorerie disponible grâce à ses facilités de crédit ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations pour au moins les douze prochains mois. Les investissements en immobilisations corporelles nets pour 2018 sont budgétisés dans une fourchette allant de 250 M\$ à 300 M\$. Ce montant est assujéti à des changements selon les résultats d'exploitation de la Société et les conditions économiques générales. Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'un montant de 541 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 14 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de nos filiales Greenpac et Reno de Medici). La trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2017 sont composés de la façon suivante : 2 M\$ dans la société mère, 67 M\$ dans Greenpac et Reno de Medici et 20 M\$ dans les autres filiales.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² BEAA ajusté de 2017 incluant le premier trimestre de 2017 de Greenpac et les autres regroupements d'entreprise sur une base pro-forma.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 472 M\$ et de 609 M\$ respectivement au 31 décembre 2017, incluant un montant de 101 M\$ pour les avantages post-retraite autres que les régimes de retraite et de 65 M\$ pour les régimes de retraite qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente, étant donné que la Société a révisé ses programmes afin d'éliminer certains avantages pour les futurs retraités.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisque moins de 10 % de ses employés actifs sont assujettis à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés, incluant tous les nouveaux, participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K. Selon leur solde au 31 décembre 2017, 87 % des régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016 (18 % en 2015). Lorsque possible, Cascades a utilisé les mesures d'allègement prévues par la loi afin de réduire les impacts des augmentations de contributions actuelles.

Compte tenu des hypothèses et du plafond des actifs utilisés, le déficit actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalisaient 36 M\$ au 31 décembre 2017 comparativement à 22 M\$ en 2016. La dépense de 2017 concernant les régimes de retraite a été de l'ordre de 7 M\$ et les sorties de fonds ont été de 8 M\$. Grâce aux rendements des placements en 2017 et au changement sur le plan des hypothèses de calcul, la dépense relative aux avantages du personnel devrait s'établir à 8 M\$ en 2018. Pour ce qui est des besoins en liquidités, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 9 M\$ en 2017. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de retraite de la Société est demeuré stable à environ 100 %.

COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

Les ventes ont augmenté de 103 M\$, ou de 11 %, par rapport à la période correspondante de l'année dernière pour s'établir à 1 082 M\$. Cette hausse reflète la consolidation de l'usine Greenpac au début du deuxième trimestre, l'amélioration des prix de vente et de l'assortiment de produits vendus dans tous les secteurs d'affaires de la Société, sauf celui des papiers tissu, et la hausse des expéditions pour nos secteurs de carton plat Europe et des papiers tissu. Ces impacts positifs ont été partiellement contrebalancés par un assortiment de produits vendus et des prix de vente moins favorables pour nos activités de papiers tissu et des taux de change moins avantageux.

Le bénéfice d'exploitation a atteint 45 M\$ au quatrième trimestre de 2017, une augmentation notable par rapport à 33 M\$ l'année dernière. Cette augmentation est largement attribuable à la consolidation de Greenpac et à l'assortiment de produits vendus et des prix de vente plus favorables dans nos activités de carton-caisse. Ces impacts positifs ont été partiellement contrebalancés par la hausse du coût des matières premières dans tous les secteurs d'affaires et de la charge de dépréciation à la suite des acquisitions. Sur une base ajustée, le bénéfice d'exploitation a atteint 46 M\$ au quatrième trimestre de 2017 comparativement à 32 M\$ l'année dernière.

Au cours du quatrième trimestre de 2017, les principaux éléments spécifiques suivants, avant impôt, ont eu des répercussions sur le bénéfice d'exploitation et/ou le bénéfice net :

- une reprise de valeur de 2 M\$ (bénéfice d'exploitation et bénéfice net);
- des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture d'une entité de vente (bénéfice d'exploitation et bénéfice net);
- une perte non réalisée sur instruments financiers dérivés de 2 M\$ (bénéfice d'exploitation et bénéfice net);
- une perte de change sur notre dette à long terme et instruments financiers de 4 M\$ (bénéfice net);
- une perte de 14 M\$ à la suite d'un rachat de dette à long terme (bénéfice net);
- un gain d'impôt de 57 M\$ à la suite de la réforme fiscale aux États-Unis annoncée en fin d'année 2017 (bénéfice net).

Pour le quatrième trimestre de 2017, le bénéfice net a atteint 57 M\$ ou 0,60 \$ par action comparativement à un bénéfice net de 4 M\$ ou 0,04 \$ par action pour le trimestre correspondant de 2016. Sur une base ajustée, le bénéfice net s'est chiffré à 13 M\$ ou 0,14 \$ par action, pour les trois derniers mois de 2017, par rapport à un bénéfice net de 15 M\$ ou 0,16 \$ par action comparativement à la même période l'année dernière.

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2017

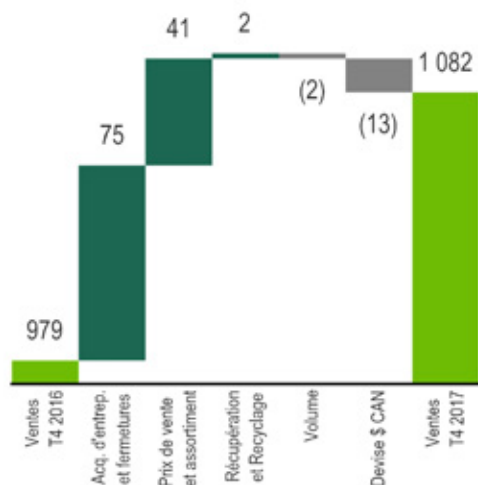
(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice d'exploitation	51	11	9	(6)	(20)	45
Amortissement	22	8	5	18	6	59
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	73	19	14	12	(14)	104
Éléments spécifiques :						
Reprise de valeur	—	—	—	—	(2)	(2)
Frais de restructuration	—	—	—	—	1	1
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	1	—	—	—	1	2
	1	—	—	—	—	1
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	74	19	14	12	(14)	105
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	52	11	9	(6)	(20)	46

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016

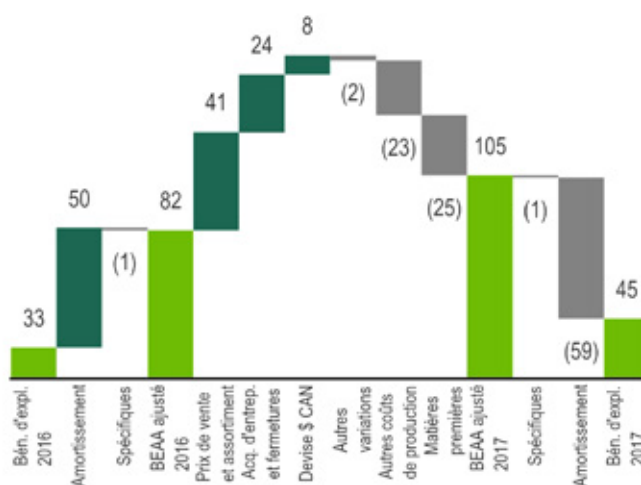
(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice d'exploitation	28	3	14	12	(24)	33
Amortissement	14	8	5	18	5	50
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	42	11	19	30	(19)	83
Éléments spécifiques :						
Reprise de valeur	—	—	(2)	—	—	(2)
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	1	—	—	—	—	1
	1	—	(2)	—	—	(1)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	43	11	17	30	(19)	82
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	29	3	12	12	(24)	32

Les principales variations des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la même période de 2016 sont présentées ci-dessous :

Ventes (M\$)¹



Bénéfice d'exploitation (M\$)¹



¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices comparatifs terminés les 31 décembre 2017 et 2016 » pour plus de détails.

PERSPECTIVES À COURT TERME

À court terme, plusieurs facteurs externes devraient supporter nos résultats. Le premier d'entre-eux l'impact positif combiné sur notre performance opérationnelle des bas prix moyens de l'OCC, qui représentent une grande partie des matières premières que nous utilisons dans nos opérations, et l'augmentation de prix du carton cannelure, du carton doublure et des boîtes en carton ondulé, annoncée pour le 5 mars 2018, dans notre segment de carton-caisse. Le second est la récente réforme fiscale américaine qui réduira notre taux d'imposition aux États-Unis de 38 % précédemment à approximativement 25 % en 2018. Enfin, les perspectives de l'industrie du carton-caisse en Amérique du Nord et du carton plat en Europe demeurent positives. Notre secteur des papiers tissu, toutefois, continue d'être confronté à des conditions de marché difficiles, à de nouveaux ajouts de capacité dans l'industrie et du rodage plus lent que prévue de notre nouvelle usine de transformation en Oregon. Sur ce dernier point, nous sommes heureux de mentionner que nos efforts supplémentaires en vente et en marketing sur la côte Ouest donnent des résultats dans ce nouveau marché et que nous sommes confiants que cette usine deviendra un important contributeur à la performance de notre division de papiers tissu dans le futur.

À court terme, nous continuerons d'optimiser notre nouvelle plate-forme d'affaires ainsi qu'augmenter les gains en productivité, en efficacité et des économies de coûts générés par nos processus d'affaires administratifs efficaces et axés sur le client. À plus grande échelle, nous continuerons de déployer notre plan stratégique afin de positionner Cascades pour le long terme. À cette fin, dans la prochaine année, nous prévoyons investir entre 250 M\$ et 300 M\$ pour, entre autres, des projets stratégiques pour augmenter notre taux d'intégration, pour améliorer notre performance opérationnelle avec des investissements dans des équipements modernes, et pour optimiser notre empreinte géographique. De plus, nous planifions des investissements additionnels dans notre secteur de papiers tissu, au cours des prochaines années, pour moderniser nos plate-formes d'affaires des produits de consommation et des produits hors foyer. Nous équiperons également ce segment avec une base d'actifs compétitive positionnée pour la croissance à long terme. Chaque décision d'investissement sera prise dans le but de fournir des produits de qualité, innovants et compétitifs à nos clients dans un cadre qui privilégie une allocation optimale du capital, un rendement à long terme et une position de leader dans le marché tout en demeurant pleinement engagé dans notre objectif de réduire notre endettement.

RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

Les actions de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole CAS. Pendant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, le prix de l'action de Cascades a fluctué entre 11,43 \$ et 18,20 \$. Durant la même période, 60,5 millions d'actions de Cascades se sont échangées à la Bourse de Toronto. Le 31 décembre 2017, le prix de clôture de l'action de Cascades était de 13,62 \$ comparativement à 12,10 \$ le même jour de l'année dernière.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2017, le capital-actions émis et en circulation se composait de 94 987 958 actions ordinaires (94 526 516 au 31 décembre 2016) et de 4 990 120 options d'achat d'actions ordinaires qui étaient émises et en circulation (5 216 063 au 31 décembre 2016). Pour l'année 2017, la Société n'a pas racheté d'actions ordinaires pour annulation, mais 461 442 options ont été exercées et 5 381 ont été annulées. Au 28 février 2018, le capital-actions émis et en circulation se composait de 95 050 828 actions ordinaires et de 4 912 991 options d'achat d'actions ordinaires.

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

L'actuel programme de rachat dans le cours normal des activités permet à la Société le rachat pour annulation de 946 066 actions ordinaires entre le 17 mars 2017 et le 16 mars 2018. Pendant la période du 17 mars 2017 au 28 février 2018, Cascades n'a pas racheté d'actions ordinaires pour annulation.

DIVIDENDES

Le 28 février 2018, le conseil d'administration de Cascades a déclaré un dividende trimestriel de 0,04 \$ par action, payable le 28 mars 2018 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2018 en fermeture de séance. Ce dividende de 0,04 \$ par action est identique à celui du trimestre précédent et au même trimestre de l'année dernière. Au 28 février 2018, le rendement du dividende était de 1,0 %.

Symbole TSX : CAS	2015				2016				2017
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Actions ordinaires en circulation (en millions) ¹	95,3	95,4	94,5	94,4	94,5	94,7	94,7	94,7	95,0
Prix de clôture ¹	12,71 \$	8,57 \$	9,15 \$	12,83 \$	12,10 \$	13,71 \$	17,69 \$	14,96 \$	13,62 \$
Moyenne journalière du volume ²	218 204	291 483	166 510	118 987	118 554	182 011	362 191	214 545	208 984
Rendement du dividende ¹	1,3 %	1,9 %	1,7 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %

¹ Pour la dernière journée du trimestre.

² Moyenne journalière du volume sur la Bourse de Toronto.

PRIX DE L'ACTION POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2017



OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des contrats de location-exploitation, ainsi qu'à des obligations liées aux régimes de retraite et à ses autres régimes post-emploi. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2017 :

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par période (en millions de dollars canadiens)	TOTAL	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 2 ANS	ENTRE 2 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Dette à long terme et location-financement incluant capital et intérêts	1 908	123	116	1 372	297
Contrats de location-exploitation	70	28	14	23	5
Régimes de retraite et autres régimes ¹	1 042	34	37	113	858
Total des obligations contractuelles	3 020	185	167	1 508	1 160

¹ Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2017.

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, reconnaît le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les Frais de financement. Au 31 décembre 2017, l'impact hors bilan s'établissait à 39 M\$ (26 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, entreprises associées et sociétés satellites liées à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières, comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises, entreprise associée et autres sociétés satellites liées s'est élevé à 268 M\$ et à 244 M\$ pour 2017 et 2016 respectivement. Le montant global des ventes des coentreprises, entreprise associée et autres sociétés satellites liées à la Société s'est chiffré à 106 M\$ et 181 M\$ pour 2017 et 2016 respectivement.

CHANGEMENTS DANS LES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET LES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A) NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

IAS 7 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers concernant les activités de financement. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Pour se conformer aux nouvelles exigences, un tableau de rapprochement du passif provenant des activités de financement a été ajouté à la Note 25.

B) NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes de constatation des produits précédentes, y compris la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires* ainsi que IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La norme définit les exigences pour comptabiliser le revenu. Plus précisément, la nouvelle norme introduit un cadre global avec un principe général selon lequel l'entité comptabilise les revenus à un montant qui reflète la considération à laquelle elle s'attend à avoir droit en échange de ces biens. La nouvelle norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme n'aura pas d'incidence importante sur le calendrier des produits d'exploitation de la Société puisqu'il n'y a typiquement qu'une seule obligation de performance par contrat client. L'adoption de la nouvelle norme aura toutefois une incidence sur le classement des passifs sur contrats qui ne peuvent plus être présentés en déduction des comptes débiteurs. De plus, IFRS 15 exigera des informations supplémentaires telles que la ventilation des produits des contrats avec les clients entre des catégories illustrant comment la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie sont touchés par les facteurs économiques. Pour se conformer à cette exigence, la Société présentera les ventes par pays de ses quatre segments sur une base trimestrielle. La Société appliquera la nouvelle norme de façon rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. À l'exception du classement au bilan discuté précédemment, cette norme n'a aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure pour les instruments de dette contenus dans la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment. Les exigences pour les passifs financiers correspondent aux exigences actuelles d'IAS 39, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global. La norme comprend également des orientations sur la comptabilité de couverture. Elle s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La nouvelle norme n'aura aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*. IFRS 16 remplace la norme IAS 17 *Contrats de location*, de même que les interprétations afférentes aux contrats de location : IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC 27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'application anticipée est permise pour les entreprises qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige aux preneurs de reconnaître au bilan une obligation locative, représentant les paiements de loyer futurs, et un actif au titre de droits d'utilisation pour pratiquement tous les contrats de location à l'exception de ceux pour des actifs de faible valeur ou de ceux dont l'échéance est à court terme. La Société évalue présentement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés. Au 31 décembre 2017, les contrats de location-exploitation en vertu desquels la Société est engagée se seraient traduits par une obligation locative supplémentaire estimée à 70 M\$.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), la Société utilise plusieurs hypothèses dont des données externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard de l'information disponible à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 24 aux états financiers consolidés)

TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des 20 dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celle-ci. En 2016, la Société détenait une participation de 59,7 % dans une entreprise associée (Greenpac). La convention d'actionnaires de Greenpac exigeait une majorité de 80 % pour toutes décisions liées aux activités pertinentes de l'usine. Ainsi, la Société n'avait pas le pouvoir de diriger les activités pertinentes de Greenpac et cette dernière était considérée comme une entreprise associée. Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. À la suite ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac ce qui a déclenché son acquisition réputée et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017. Se référer aux Notes 5 et 8 des états financiers consolidés pour plus d'informations.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu, en se fondant sur leur évaluation, que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces au 31 décembre 2017 pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à l'émetteur leur est communiquée par d'autres personnes au sein de la Société.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 31 décembre 2017, selon le cadre de contrôle établi par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (2013 COSO Framework). En se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2017 et s'attendent à certifier l'émission annuelle de la Société auprès de la « Securities and Exchange Commission » (SEC), comme l'exige la loi américaine Sarbanes Oxley.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2017, il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

FACTEURS DE RISQUE

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

a) Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourrait fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse et le carton plat, sont cycliques. Par conséquent, le prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et dans les pays ou les régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément sur la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise ainsi que sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières premières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de transférer les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, Cascades utilise de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatil. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les frais de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Afin d'atténuer le risque de prix, notre stratégie inclut l'utilisation d'instruments financiers dérivés en vertu desquels elle fixe le prix de quantités nominales de vieux carton ondulé, d'électricité et de gaz naturel.

Des données additionnelles sur nos programmes de couverture nord-américains d'électricité et de gaz naturel, au 31 décembre 2017, sont présentées ci-dessous :

COUVERTURE DE L'ÉLECTRICITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation d'électricité	47 %	53 %
Consommation d'électricité dans un marché à tarif réglementé	42 %	65 %
% de la consommation en couverture dans un marché à tarif non réglementé (2017)	37 %	—
Prix moyens (2017 - 2018) (en \$ US, par KWh)	0,03 \$	—
Juste valeur au 31 décembre 2017 (en millions de \$ CAN)	(1) \$	—

COUVERTURE DU GAZ NATUREL EN AMÉRIQUE DU NORD

	ÉTATS-UNIS	CANADA
Consommation de gaz naturel	45 %	55 %
% de la consommation en couverture (2017)	44 %	50 %
Prix moyens (2017 - 2021) (en \$ US, par mmBtu) (par \$ CAN, par GJ)	3,05 \$	3,72 \$
Juste valeur au 31 décembre 2017 (en millions de \$ CAN)	(1) \$	(5) \$

b) Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu. Dans certains secteurs, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur du papier tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le vinyle, le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité, à une diminution de la demande et à des pressions au chapitre des prix. La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que sur la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité de maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont comblés entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés tels que Cascades lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. En comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou mieux résister aux périodes où les prix chutent ou alors où les conditions d'exploitation sont défavorables. En outre, les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Afin d'atténuer le risque de concurrence, les objectifs de Cascades sont d'offrir des produits de qualité qui répondent aux besoins des clients à des prix compétitifs et en offrant un bon service à la clientèle.

c) Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2017, les ventes à l'extérieur du Canada représentaient environ 61% des ventes de la Société, incluant 40% qui étaient des ventes effectuées aux États-Unis. En 2017, 23% des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays;
- les tarifs et les autres barrières commerciales;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et les règles en matière de santé et de sécurité.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain et l'euro. La variation de valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain peut favorablement ou défavorablement affecter les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, ce qui a eu une incidence directe sur les prix à l'exportation et a également fait fluctuer les prix libellés en dollars canadiens au Canada, étant donné que le prix de plusieurs gammes de produits de la Société est fixé en dollars américains. De plus, une grande partie de la dette de la Société est également libellée en devises autres que le dollar canadien. La Société possède des billets subordonnés en circulation et, également, quelques emprunts sous sa facilité de crédit qui sont libellés en dollars américains et en euros pour un montant de 939 M\$ US et de 62 M€ respectivement au 31 décembre 2017.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien demeurait fort de façon permanente vis-à-vis du dollar américain et de l'euro, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur l'entreprise ou ses résultats financiers. Afin d'atténuer le risque de change sur les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs constatés et l'investissement net dans les opérations étrangères, qui sont partiellement couverts par les achats et la dette, la direction a établi une politique exigeant que la Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

La Société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relatifs aux ventes, achats, dépenses d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couverture sont imputés dans les « Autres éléments du résultat global » et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des éléments couverts.

Des données additionnelles sur notre programme de couverture de devises en Amérique du Nord sont présentées ci-dessous :

COUVERTURE DE CHANGE EN AMÉRIQUE DU NORD ¹

Contrats de vente et d'options :	2018	2019	2020
Montant total en M\$ US	58 \$ à 80 \$	33 \$ à 60 \$	10 \$ à 20 \$
% estimé des ventes, après déduction des dépenses des opérations canadiennes (excluant les filiales ayant une part d'actionnaire sans contrôle)	35 % à 49 %	20 % à 37 %	6 %
Taux de change moyen (\$ US / \$ CAN)	0,75 à 0,76	0,75	0,77
Juste valeur au 31 décembre 2017 (en M\$ CAN)	3	—	—

¹ Voir la Note 26 des états financiers consolidés audités pour plus de détails sur les instruments financiers.

d) Les activités de la Société sont assujetties à une réglementation environnementale rigoureuse et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques;
- l'évacuation des eaux;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la Comprehensive Environmental Response, le Compensation and Liability Act des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis, au Canada et en Europe, qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. Les filiales européennes et certaines usines du Québec de la Société sont également assujetties à un marché du carbone dans le but de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (quota CO₂). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota CO₂, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives, y compris des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur le bénéfice et l'exploitation futurs, mais il faudrait probablement engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourraient avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier à chaque année les dépenses en immobilisations reliées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des situations ou des problèmes environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir. Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

L'une ou l'autre des situations pourraient avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, quant aux propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être appelée à le faire à l'avenir et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences en vigueur.

MARCHÉ DU CARBONE

La Société est assujettie au marché du carbone et se doit de détenir des droits d'émission de gaz à effet de serre équivalents à ses émissions. Tout dépendant des circonstances, la Société pourrait devoir acheter des crédits additionnels sur le marché et pourrait devoir en acquérir davantage dans l'avenir. À court ou moyen terme, ces transactions n'auraient pas d'incidence significative sur les finances de la Société et il n'est pas prévu que cet aspect change ultérieurement.

e) Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.

Cascades a contracté des assurances responsabilité contre les incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels, ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables, soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer certains types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survenait, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières reliées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Afin d'atténuer le risque de couverture d'assurance, la Société révisé sa stratégie annuellement avec le conseil d'administration et cherche différentes possibilités afin d'atteindre la forme de couverture d'assurance la plus efficace au plus bas coût possible.

f) Les conflits de travail pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines.

En date du 31 décembre 2017, la Société comptait environ 11 000 employés, dont environ 9 500 travaillaient dans ses établissements canadiens et américains. Environ 33 % des employés canadiens et américains de la Société sont syndiqués; ils font l'objet de 30 conventions collectives distinctes. En outre, en Europe, certains des établissements de la Société sont visés par des conventions collectives sectorielles nationales qui sont renouvelées chaque année. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ces syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 30 conventions collectives en cours en Amérique du Nord, 4 sont présentement échues et en cours de négociation, 7 expireront en 2018 et 8 autres prendront fin en 2019.

En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration d'une convention collective; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

g) Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas toucher de dividendes ou un rendement du capital investi ou ne pas toucher ceux-ci en temps utile.

Cascades a mis sur pied des coentreprises et a fait des placements dans des coentreprises en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux placements minoritaires, entreprises associées et coentreprises comprennent les suivants :

- deux coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Company, une au Canada (2 usines) et une aux États-Unis (2 usines), qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier;
- une participation de 57,8 % dans la filiale Reno de Medici, S.p.A. (RDM), une société manufacturière de carton plat en Europe; et
- une participation de 66,1 % dans la filiale Greenpac Holding LLC, un fabricant nord-américain de papier doublure (incluant la détention indirecte).

À l'heure actuelle, à l'exception de RDM et de Greenpac, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de mettre en oeuvre son plan d'affaires entièrement. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de faire les versements requis sur ses billets subordonnés en circulation.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre, soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société. En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces coentreprises ou à modifier son plan d'affaires.

h) Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société;
- accès à des marchés sur lesquels la Société a peu ou pas d'expérience;
- incapacité de la Société à garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises;
- perturbations des activités en cours de la Société;
- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et ainsi entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction d'acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service à la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actif qu'elle acquiert, et qu'elle prévoit continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limités, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres motifs.

i) La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur sa situation.

Les IFRS exigent que Cascades effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme et de l'achalandage afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une imputation hors caisse qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

j) Certains initiés de Cascades sont collectivement propriétaires d'un pourcentage appréciable des actions ordinaires.

MM. Bernard, Laurent et Alain Lemaire (les « Lemaire ») sont collectivement propriétaires de 29,7 % des actions ordinaires au 31 décembre 2017 et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Étant donné que les autres actions ordinaires de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire pourraient effectivement être en mesure de faire ce qui suit :

- élire la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil;
- contrôler les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité de l'actif de la Société;
- exercer un contrôle ou une influence, d'une autre manière, sur l'orientation et les politiques de la Société.

En outre, les Lemaire pourraient avoir des intérêts dans des acquisitions, des désinvestissements ou d'autres opérations qui, à leur avis, pourraient augmenter la valeur de leur participation même si elles accroissent les risques auxquels sont exposés les détenteurs d'actions ordinaires.

k) Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier son président et chef de la direction, son vice-président et chef de la direction financière, son chef de la direction juridique et secrétaire corporatif et son président exécutif du conseil d'administration et co-fondateur Alain Lemaire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Cascades n'a pas souscrit d'assurance à l'égard des membres de sa direction principale.

l) Risques relatifs à l'endettement de la Société

Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette. La Société présente un endettement élevé. En date du 31 décembre 2017, l'encours total de sa dette se chiffrait à 1 522 M\$ sur une base consolidée, y compris les obligations découlant de contrats de location-acquisition. La Société pouvait également prélever environ 541 M\$ sur sa facilité de crédit renouvelable et celle de ses coentreprises. À la même date, son ratio d'endettement consolidé s'établissait à 48,7%. Pour l'année 2016, les frais financiers de la Société incluant les avantages du personnel se sont élevés à 111 M\$. Cascades a également des obligations considérables aux termes de contrats de location-financement, qui sont décrites dans ses états financiers consolidés audités qui sont intégrés aux présentes par renvoi.

Le 12 décembre 2017, la Société a annoncé les résultats des offres publiques de rachat de dettes par anticipation et a procédé au rachat de 150 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis à 5,50 %, venant à échéance en 2022 et de 50 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis à 5,75 %, venant à échéance en 2023.

Le 1^{er} juin 2017, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2021. Les conditions financières existantes sont demeurées essentiellement inchangées.

Les billets subordonnés en circulation de Cascades ont été cotés par Moody's Investor Service Inc. (« Moody's ») et par Standard & Poor's Corporation (S&P).

Le tableau suivant présente la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société en date de l'approbation de l'analyse des résultats d'exploitation par le conseil d'administration, ainsi que son évolution comparativement aux exercices précédents :

Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
2004	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB+/BB+ (négatif)
2005 - 2006	Ba1/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB/BB- (négatif)
2007	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BBB-/BB/BB- (stable)
2008	Baa3/Ba2/Ba3 (négatif)	BB+/BB-/B+ (négatif)
2009 - 2010	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (stable)
2011	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (positive)
2012	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/B+ (négatif)
2013	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB/B+/B (stable)
2014	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB/B+/B+ (stable)
2015	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB/B+/B+ (stable)
2016	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (stable)
2017	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (stable)

Cette facilité de crédit est conclue avec des banques internationales hautement cotées. La Société peut décider d'avoir recours à des instruments financiers dérivés afin de réduire son taux d'intérêt et son exposition aux devises.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou y réagir;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels. Même si nous avons un endettement élevé, la Société et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si notre facilité de crédit et les actes régissant nos billets subordonnés limitent la capacité de la Société ou de ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont sujettes à d'importantes exceptions et qualifications. Si la Société ou ses filiales contractent de nouvelles dettes, les risques de devoir se conformer à ces restrictions s'intensifieront.

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui limitent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés;
- faire des placements;
- vendre les actions de ses filiales;
- garantir d'autres dettes;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions;
- conclure des opérations avec des membres de son groupe;
- créer ou prendre en charge des privilèges ou des sûretés;
- conclure des opérations de cession-bail;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises;
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de son actif.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance. Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises avec des actionnaires sans contrôle.

Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit ou de l'acte relatif à ses billets de premier rang, même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette. Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit, les nouvelles facilités de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêt de production importants ou prolongés dans les activités générales et des conditions économiques difficiles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios, et pourraient mener Cascades à prendre des mesures afin de réduire sa dette ou à agir d'une manière contraire à ses objectifs opérationnels actuels.

m) Cascades est une Société de portefeuille et se révèle tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette

Cascades est structurée à titre de Société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses placements minoritaires. À titre de Société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises, entreprises associées, de ses placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. Le pouvoir de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujetti aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises, aux entreprises associées et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux entreprises associées ou aux placements minoritaires. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes.

Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celle-ci de faire les versements prévus sur sa dette sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions de nombreux facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour lui permettre de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait mettre en oeuvre d'autres plans de financement, impliquant par exemple de refinancer ou restructurer sa dette, de vendre des éléments d'actif, de réduire ou de retarder ses dépenses en immobilisations ou de tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales en exploitation de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisants pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

n) Risques relatifs aux actions ordinaires

Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'émission ou à un prix supérieur. Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait aux activités de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans tous ses secteurs ou l'économie mondiale en général. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun rapport avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela ne soit pas nécessairement attribuable au rendement de la Société.

o) Risque de taux d'intérêt (flux de trésorerie et juste valeur)

Comme la Société ne possède pas d'actif important portant intérêt, son bénéfice et ses flux de trésorerie d'exploitation sont relativement indépendants des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

p) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables. La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la situation financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer le risque commercial. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

q) Risques liés à la cybersécurité

Étant donné l'automatisation croissante des fonctions commerciales, la Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques exploitées dans ses activités quotidiennes. Tout incident de sécurité relié aux technologies de l'information, à la suite de comportements malveillants ou involontaires, pourrait avoir des répercussions négatives sur ses activités, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitations et la situation financière de la Société. La cybersécurité représente un défi à l'échelle de la Société et les risques s'y rattachant sont intégrés dans le programme de gestion des risques d'entreprise qui est présenté au comité d'audit de la Société. Afin de limiter l'exposition de la Société face à des incidents nuisant à la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations, la Société a mis en place des mesures de contrôle fondées sur les meilleures pratiques du marché.

r) Changements climatiques

La Société exploite des usines et livre des produits à des clients dans des régions pouvant être exposées à des conditions climatiques particulières comme une hausse du niveau de la mer ou une hausse de la fréquence ou de l'intensité des tempêtes. Que ce soit causé ou non par les changements climatiques, l'occurrence d'un ou de plusieurs désastres naturels, tels que des ouragans, des incendies ou des inondations pourraient causer des dommages considérables à nos installations, arrêter la production, augmenter les coûts d'exploitation tels que le transport et l'énergie et diminuer les ventes. Les changements climatiques pourraient imposer des coûts d'assurances ou de remises en état plus élevés à la Société.

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 28 février 2018

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.



Mario Plourde
Le président et chef de la direction
Kingsey Falls, Canada



Allan Hogg
Le vice-président et chef de la direction financière
Kingsey Falls, Canada

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 28 février 2018

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Cascades Inc. et de ses filiales, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016, et les états des résultats consolidés, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les États financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal, Canada

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique N° A126402

BILANS CONSOLIDÉS

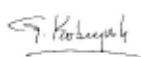
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25	89	62
Comptes débiteurs	6 et 14	563	524
Impôts débiteurs		18	12
Stocks	7 et 14	523	460
Partie à court terme des actifs financiers	26	9	3
Actifs détenus en vue de la vente	29	13	—
		1 215	1 061
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	78	335
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 104	1 635
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	212	171
Actifs financiers	26	22	10
Autres actifs	11, 26 et 29	74	72
Actifs d'impôt différé	17	149	179
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	528	350
		4 382	3 813
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	25	35	28
Comptes créditeurs et charges à payer	12	638	661
Impôts créditeurs		6	1
Partie à court terme de la dette à long terme	14, 25 et 26	59	36
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	13	7	9
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	15 et 26	101	27
		846	762
Passifs à long terme			
Dette à long terme	14, 25 et 26	1 517	1 530
Provisions pour éventualités et charges	13	36	34
Passifs financiers	26	18	16
Autres passifs	15	178	178
Passifs d'impôt différé	17	186	219
		2 781	2 739
Capitaux propres des actionnaires			
Capital-actions	18	492	487
Surplus d'apport	19	16	16
Bénéfices non répartis		982	512
Cumul des autres éléments du résultat global	20	(35)	(31)
		1 455	984
Part des actionnaires sans contrôle	8	146	90
Capitaux propres totaux		1 601	1 074
		4 382	3 813

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration



Alain Lemaire



Georges Kobrynsky

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)	NOTE	2017	2016
Ventes		4 321	4 001
Coût des produits vendus et charges			
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 215 M\$ (2016 — 192 M\$))	21	3 708	3 380
Frais de vente et d'administration	21	440	402
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(8)	(4)
Baisse de valeur et frais de restructuration	24	17	12
Gain de change		(5)	(4)
Gain sur instruments financiers dérivés	26	(6)	(6)
		4 146	3 780
Bénéfice d'exploitation		175	221
Frais de financement	25	92	88
Intérêts sur avantages du personnel	25	5	5
Perte sur le rachat de dette à long terme	14, 25 et 26	14	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(23)	(22)
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	5 et 8	(315)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(39)	(32)
Bénéfice avant impôts sur les résultats		441	182
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	(81)	45
Bénéfice net pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		522	137
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	15	2
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		507	135
Bénéfice net par action ordinaire			
De base		5,35 \$	1,42 \$
Dilué		5,19 \$	1,39 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation		94 680 598	94 709 048
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées		97 598 900	96 933 338

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Bénéfice net incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		522	137
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion	20		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(43)	(33)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		33	21
Couverture de flux de trésorerie	20		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		1	—
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		1	10
Actifs financiers disponibles à la vente	8	(1)	(2)
Part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées	5 et 8	21	—
Recouvrement d'impôts sur les résultats		(13)	(6)
		(1)	(10)
Éléments qui sont reclassés aux bénéfices non répartis			
Gain (perte) actuariel sur avantages du personnel	16	(13)	11
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	3	(3)
		(10)	8
Autres éléments du résultat global		(11)	(2)
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		511	135
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		18	(4)
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		493	139

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		487	16	512	(31)	984	90	1 074
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	507	—	507	15	522
Autres éléments du résultat global		—	—	(10)	(4)	(14)	3	(11)
Regroupement d'entreprises	5	—	—	497	(4)	493	18	511
Dividendes		—	—	(15)	—	(15)	—	(15)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options		5	(1)	—	—	4	—	4
Cession partielle d'une filiale à un actionnaire sans contrôle		—	—	(1)	—	(1)	1	—
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	(11)	—	(11)	(15)	(26)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	—	(5)	(5)
Solde à la fin de l'exercice		492	16	982	(35)	1 455	146	1 601

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(en millions de dollars canadiens)		CAPITAL- ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		490	17	387	(27)	867	96	963
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	135	—	135	2	137
Autres éléments du résultat global		—	—	8	(4)	4	(6)	(2)
Dividendes		—	—	143	(4)	139	(4)	135
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options		2	(1)	—	—	1	—	1
Rachat d'actions ordinaires		(5)	(1)	(3)	—	(9)	—	(9)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle et acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	—	(2)	(2)
Solde à la fin de l'exercice		487	16	512	(31)	984	90	1 074

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Activités d'exploitation			
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		507	135
Ajustements pour :			
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	25	97	93
Perte sur le rachat de dette à long terme	14, 25 et 26	14	—
Amortissement		215	192
Gain sur acquisitions, cessions et autres	23	(8)	(4)
Baisse de valeur et frais de restructuration	24	11	4
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés		(8)	(18)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(23)	(22)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	17	(81)	45
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	5 et 8	(315)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(39)	(32)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	15	2
Frais de financement nets payés		(99)	(89)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	14	(11)	—
Impôts reçus (payés) nets		(10)	10
Dividendes reçus	8	12	18
Avantages du personnel et autres		(17)	(18)
		260	316
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	25	(87)	56
		173	372
Activités d'investissement			
Acquisitions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	(17)	(6)
Paiements d'immobilisations corporelles		(193)	(182)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		15	5
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs	8	256	14
Trésorerie acquise (payée) dans un regroupement d'entreprises	5	9	(16)
		70	(185)
Activités de financement			
Emprunts et avances bancaires		8	(8)
Évolution des crédits bancaires rotatifs		114	(146)
Rachat de billets subordonnés non garantis	14, 25 et 26	(257)	—
Augmentation des autres dettes à long terme		11	40
Versements sur les autres dettes à long terme		(47)	(47)
Règlement sur instruments financiers dérivés		(12)	3
Émission d'actions ordinaires	18	4	1
Rachat d'actions ordinaires	18	—	(9)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle et acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle	8	(24)	(1)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(15)	(15)
		(218)	(182)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		25	5
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		2	(3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		62	60
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		89	62

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que celles de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : carton-caisse, carton plat Europe, produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et papiers tissu.

(en millions de dollars canadiens)	VENTES	
	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	1 652	1 370
Carton plat Europe	838	796
Produits spécialisés	703	620
Ventes intersecteurs	(105)	(61)
	3 088	2 725
Papiers tissu	1 268	1 305
Ventes intersecteurs et activités corporatives	(35)	(29)
	4 321	4 001

(en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE (PERTE) D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	238	214
Carton plat Europe	67	51
Produits spécialisés	67	71
	372	336
Papiers tissu	90	139
Corporatif	(72)	(62)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	390	413
Amortissement	(215)	(192)
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	(97)	(93)
Perte sur le rachat de dette à long terme	(14)	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	23	22
Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements	315	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	39	32
Bénéfice avant impôts sur les résultats	441	182

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	65	51
Carton plat Europe	27	26
Produits spécialisés	32	26
	124	103
Papiers tissu	64	77
Corporatif	19	26
Acquisitions totales	207	206
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(15)	(5)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	(11)	(18)
	181	183
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	25	19
Fin de l'exercice	(28)	(25)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	178	177

ACTIFS TOTAUX

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Produits d'emballage		
Carton-caisse	1 995	1 285
Carton plat Europe	609	567
Produits spécialisés	383	336
	2 987	2 188
Papiers tissu	919	922
Corporatif	459	400
Éliminations intersectorielles	(68)	(37)
	4 297	3 473
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	78	335
Autres placements	7	5
	4 382	3 813

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit :

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Ventes		
Établissements situés au Canada		
Ventes intérieures	1 629	1 511
Ventes aux États-Unis	488	505
Ventes à d'autres pays	11	14
	2 128	2 030
Établissements situés aux États-Unis		
Ventes intérieures	1 217	1 065
Ventes au Canada	73	45
Ventes à d'autres pays	1	2
	1 291	1 112
Établissements situés en Italie		
Ventes intérieures	279	241
Ventes à d'autres pays	138	140
	417	381
Établissements situés dans d'autres pays		
Ventes en Europe	411	399
Ventes à d'autres pays	74	79
	485	478
	4 321	4 001

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Immobilisations corporelles		
Canada	840	840
États-Unis	967	512
Italie	183	179
Autres pays	114	104
	2 104	1 635

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Écarts d'acquisition, listes et relations avec les clients et autres actifs incorporels à durée de vie limitée et illimitée		
Canada	449	441
États-Unis	278	71
Italie	13	9
	740	521

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1 INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades Inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto.

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 28 février 2018.

NOTE 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada (CPA Canada) – Comptabilité*, qui intègre les IFRS publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La Société n'a pas d'intérêt dans une entité structurée. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	59,7	Delaware
Reno de Medici S.p.A. (RDM)	57,8	Italie

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 82,83 % incluant la participation indirecte. Voir Note 5 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût. Les placements dans les entreprises associées incluent les écarts d'acquisition constatés au moment de l'acquisition, déduction faite de toute baisse de valeur accumulée.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a une baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

CONSTATATION DES PRODUITS

La Société comptabilise ses produits, lesquels sont constitués de ventes de marchandises, lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, que les marchandises ont été livrées, que les risques et avantages importants inhérents à la propriété sont transférés, que le montant de la vente est établi ou déterminable et que le recouvrement est considéré comme probable.

Les produits sont évalués sur la base des prix spécifiés dans le contrat de vente, déduction faite de l'escompte et des retours estimés au moment de la vente. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et les retours. Les rabais volume sont évalués sur la base prévue des ventes annuelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs a expiré ou a été transféré, et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

CLASSEMENT

La Société classe ses instruments financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente ou autres passifs. Le classement dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers ont été acquis ou émis. La direction détermine le classement de ses actifs et passifs financiers au moment de la comptabilisation initiale. La Société utilise la comptabilisation à la date de règlement pour tous les actifs financiers.

A. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Un actif financier ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments dérivés sont également inclus dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme des instruments de couverture. Lors de la comptabilisation initiale, ils sont désignés par la Société comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés dans l'état des résultats consolidés dans la « Perte (gain) sur instruments financiers dérivés » dans la période où ils surviennent. Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme éléments à court terme, à l'exception de la partie qui devrait être réalisée ou réglée plus de douze mois après la date du bilan consolidé, qui est classée comme élément à long terme.

B. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont classés dans aucune autre catégorie. Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement enregistrés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans les actifs à long terme, sauf s'ils viennent à échéance au cours des douze prochains mois ou si la direction a l'intention de s'en départir au cours des douze prochains mois.

Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés comme revenu d'intérêt dans l'état des résultats consolidés. Les dividendes sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de gains et pertes sur instruments financiers dérivés lorsque le droit de la Société d'en recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou subit une perte de valeur, les gains et les pertes accumulés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés à titre de « Perte (gain) sur instruments financiers dérivés » dans l'état des résultats consolidés.

C. PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et les effets à recevoir relatifs aux cessions d'entreprises. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins une provision pour baisse de valeur.

D. PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts et avances bancaires, les comptes créditeurs et les charges à payer et la dette à long terme. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminués, lorsque significatifs, pour ramener les créditeurs à leur juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les charges à payer sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces instruments sont présentés comme passifs à court terme si le paiement est dû dans les douze prochains mois. Sinon, ils sont présentés comme passifs à long terme.

BAISSE DE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

À chaque date de rapport, la Société évalue s'il y a des preuves objectives qu'un actif financier s'est déprécié. Si une telle preuve existe, la Société reconnaît une baisse de valeur, comme suit :

- i) Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La baisse de valeur est la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur l'instrument d'origine. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de provision.
- ii) Actifs disponibles à la vente : La baisse de valeur est la différence entre le coût initial de l'actif et la diminution permanente de sa juste valeur à la date de mesure, moins les baisses de valeur précédemment comptabilisées dans l'état des résultats consolidés. Ce montant représente la perte cumulée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » qui est reclassée au bénéfice net.

Les baisses de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont renversées dans les périodes subséquentes si le montant de la diminution de la perte peut être objectivement lié à un événement survenu après la dépréciation. Les baisses de valeur sur les titres d'instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas renversées.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat dans la période où l'élément couvert influe sur le résultat (par exemple, lorsque la vente prévue qui est couverte a lieu). Les gains ou les pertes liés à la partie efficace des swaps de taux d'intérêt qui couvrent les emprunts à taux variables sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés sur la même ligne que l'élément couvert. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de pertes (gains) sur instruments financiers dérivés. Toutefois, lorsque la transaction prévue qui était couverte donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les gains et pertes précédemment reportés dans les capitaux propres sont retirés des capitaux propres et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif. Les montants différés sont finalement comptabilisés dans le coût des marchandises vendues dans le cas des stocks ou dans les amortissements dans le cas des immobilisations corporelles.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen de fabrication ou de la méthode du prix de détail et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières et les approvisionnements sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, et le coût de remplacement est la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières et des approvisionnements est déterminé respectivement selon les méthodes du coût moyen et de l'épuisement successif. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur, y compris les frais d'intérêts engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application et des baux à prix de faveur. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans
Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Baux à prix de faveur	Terme du bail

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, tel qu'il est défini à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de Baisse de valeur et frais de restructuration. Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisse de valeur et frais de restructuration ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude. Ils font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou d'une UGT. Lors de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la Société estime s'il y a un prix de marché pour l'actif en cours d'évaluation. Sinon, la Société utilise l'approche basée sur les bénéfices.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de contrats de location simple sont imputés dans l'état des résultats consolidés linéairement sur la durée du bail.

La Société loue certaines immobilisations corporelles. Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels la Société détient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés à la date d'entrée en vigueur du contrat au moindre de la juste valeur du bien loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les immobilisations corporelles louées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période la plus courte entre leur durée de vie estimative et la durée du contrat de location. Les paiements minimaux au titre de la location doivent être ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant. Les obligations correspondant au contrat de location-financement, déduction faite des frais de financement, sont présentées dans la dette à long terme.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de la période considérée, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode de unités de crédit projetées et régulièrement mises à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2017, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2017, 87 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2016 (18 % en 2015).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A) NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

IAS 7 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers concernant les activités de financement. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Pour se conformer aux nouvelles exigences, un tableau de rapprochement du passif provenant des activités de financement a été ajouté à la Note 25.

B) NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes de constatation des produits précédentes, y compris la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires* ainsi que IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La norme définit les exigences pour comptabiliser le revenu. Plus précisément, la nouvelle norme introduit un cadre global avec un principe général selon lequel l'entité comptabilise les revenus à un montant qui reflète la considération à laquelle elle s'attend à avoir droit en échange de ces biens. La nouvelle norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. La nouvelle norme n'aura pas d'incidence importante sur le calendrier des produits d'exploitation de la Société puisqu'il n'y a typiquement qu'une seule obligation de performance par contrat client. L'adoption de la nouvelle norme aura toutefois une incidence sur le classement des passifs sur contrats qui ne peuvent plus être présentés en déduction des comptes débiteurs. De plus, IFRS 15 exigera des informations supplémentaires telles que la ventilation des produits des contrats avec les clients entre des catégories illustrant comment la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie sont touchés par les facteurs économiques. Pour se conformer à cette exigence, la Société présentera les ventes par pays de ses quatre segments sur une base trimestrielle. La Société appliquera la nouvelle norme de façon rétrospective avec l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. À l'exception du classement au bilan discuté précédemment, cette norme n'a aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. Cette norme décrit la classification et l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles de mesure pour les instruments de dette contenus dans la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, par un nouveau modèle de mesure mixte ayant seulement deux catégories : le coût amorti et la juste valeur en résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles de mesure des instruments de capitaux propres, et ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur aux résultats ou à la juste valeur au résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur au résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur l'investissement, mais les autres gains et pertes (y compris les dépréciations) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment. Les exigences pour les passifs financiers correspondent aux exigences actuelles d'IAS 39, à l'exception des passifs financiers désignés à la juste valeur pour lesquels les changements de juste valeur en raison du risque de crédit sont enregistrés dans le résultat global. La norme comprend également des orientations sur la comptabilité de couverture. Elle s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'application anticipée est permise. La nouvelle norme n'aura aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*. IFRS 16 remplace la norme IAS 17 *Contrats de location*, de même que les interprétations afférentes aux contrats de location : IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC 27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'application anticipée est permise pour les entreprises qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige aux preneurs de reconnaître au bilan une obligation locative, représentant les paiements de loyer futurs, et un actif au titre de droits d'utilisation pour pratiquement tous les contrats de location à l'exception de ceux pour des actifs de faible valeur ou de ceux dont l'échéance est à court terme. La Société évalue présentement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés. Au 31 décembre 2017, les contrats de location-exploitation en vertu desquels la Société est engagée se seraient traduits par une obligation locative supplémentaire estimée à 70 M\$.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR D'ACTIFS À LONG TERME, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), la Société utilise plusieurs hypothèses dont des données externes provenant de l'industrie lorsqu'elles sont disponibles et comprenant, entre autres, les niveaux de production, les prix de vente, les volumes, le coût des matières premières, les taux de change, les taux de croissance, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Ces hypothèses requièrent un degré important de jugement, sont d'une grande complexité et reflètent les meilleures estimations de la direction en regard de l'information disponible à la date de mesure. De plus, les produits sont des produits de base, ce qui fait en sorte que leurs prix sont, de par leur nature, volatils et cycliques.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 24 aux états financiers consolidés)

TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges d'exploitation et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des 20 dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont sujettes à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

JUGEMENT IMPORTANT UTILISÉ DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

FILIALES ET PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Une part de jugement importante est requise pour évaluer si la structure de certaines participations représente le contrôle, le contrôle conjoint ou une influence notable sur les activités de l'entreprise. L'évaluation de la direction du contrôle, du contrôle conjoint ou de l'influence notable sur l'entreprise déterminera le traitement comptable requis pour notre participation dans celle-ci. En 2016, la Société détenait une participation de 59,7 % dans une entreprise associée (Greenpac). La convention d'actionnaires de Greenpac exigeait une majorité de 80 % pour toutes décisions liées aux activités pertinentes de l'usine. Ainsi, la Société n'avait pas le pouvoir de diriger les activités pertinentes de Greenpac et cette dernière était considérée comme une entreprise associée. Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. À la suite ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac ce qui a déclenché son acquisition réputée et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017. Se référer aux Notes 5 et 8 des états financiers consolidés pour plus d'informations.

NOTE 5

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

2017

Coyle, usines de transformation d'emballage carton-caisse

Le 30 novembre 2017, le secteur emballage carton-caisse a acheté trois usines de transformation situées en Ontario et spécialisées dans la fabrication de boîtes et de produits spécialisés. La contrepartie totale a été de 30 M\$ et consistait en 25 M\$ en espèces, 1 M\$ en provision au 31 décembre 2017 pour les ajustements finaux de fonds de roulement et 4 M\$ de dettes assumées. L'excédent de la contrepartie sur la juste valeur de l'actif net acquis a occasionné un écart d'acquisition déductible d'impôt de 3 M\$ et a été affecté à l'UGT du secteur emballage carton-caisse. La transaction devrait créer des synergies puisqu'une part importante de leurs achats est réalisée auprès de Tencorr, coentreprise nouvellement acquise, qui a un accord d'approvisionnement avec Greenpac.

La juste valeur de 12 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels qui devraient tous être perçus.

L'allocation du prix d'acquisition est préliminaire au 31 décembre 2017.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Usines Coyle
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :		
Comptes débiteurs		12
Stocks		1
Immobilisations corporelles		10
Actifs incorporels à durée de vie limitée (liste de clients)		7
Écart d'acquisition		4
Actifs totaux		34
Comptes créditeurs et charges à payer		(4)
Partie à court terme de la dette à long terme		(1)
Dette à long terme		(3)
Actifs nets acquis		26
Contrepartie en espèces payée		25
Provision pour ajustement du fonds de roulement non payée		1
Contrepartie totale		26

Sur une base individuelle, l'entreprise acquise a contribué pour 4 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul depuis la date d'acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les ventes consolidées auraient été de 4 369 M\$ alors que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires aurait été de 506 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017.

Greenpac Holding LLC

Le 4 avril 2017, Cascades et ses partenaires dans Greenpac Holding LLC (Greenpac) ont convenu de modifier la convention d'actionnaires. Avec ces modifications, Cascades est désormais en mesure de diriger les activités pertinentes de Greenpac. Par conséquent, d'un point de vue comptable, Cascades a maintenant le contrôle de Greenpac, ce qui déclenche son acquisition réputée, et la Société consolide intégralement Greenpac depuis le 4 avril 2017.

Il n'y a pas de contrepartie en espèces pour l'acquisition et il n'y a pas de changement de participation de chacun des partenaires dans Greenpac. La contrepartie transférée pour l'acquisition consistait en la juste valeur de notre participation dans Greenpac, déterminée selon la méthode du revenu, moins le passif net avec l'entité acquise qui s'est réglé au moment de la transaction. L'excédent de la contrepartie par rapport à la juste valeur nette des actifs acquis et des passifs assumés a entraîné un écart d'acquisition non déductible de 190 M\$ et a été affecté à l'UGT du secteur emballage carton-caisse. La consolidation permet à Cascades de mieux refléter sa présence sur le marché nord-américain du carton-caisse.

L'un des partenaires de Greenpac a une option de vente par laquelle il peut exiger des autres partenaires, ou de Greenpac elle-même, de racheter ses actions à un prix incluant un rendement prédéterminé sur son investissement. Selon les IFRS, cette option donne à la participation de cet actionnaire les caractéristiques d'un passif plus que d'un instrument de capitaux propres. Par conséquent, la participation de ce partenaire est classée au bilan d'acquisition dans la partie à court terme des autres passifs à sa juste valeur de 85 M\$.

Aux fins de la comptabilisation, la part de la Société dans Greenpac s'élevait à 82,83 % au 31 décembre 2017 (78,3 % pour la période du 4 avril au 30 novembre 2017). La propriété légale, pour sa part, est de 59,7 % et la Société ne comptabilise que les impôts sur 71,8 % des résultats avant impôts de Greenpac car il s'agit d'une société à responsabilité limitée (62,5 % pour la période du 4 avril au 30 novembre 2017). Voir la Note 8 pour plus de détails.

Le changement de contrôle déclenche la réévaluation de la participation antérieure à sa juste valeur marchande. Donc, un gain de 156 M\$ a été enregistré dans l'état des résultats consolidés du deuxième trimestre. Parallèlement au regroupement d'entreprises, notre part des autres éléments de la perte globale de Greenpac totalisant 4 M\$ et incluse dans notre bilan consolidé avant l'acquisition a été reclassée au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés.

La Société a renversé le passif d'impôt différé lié à son placement dans Greenpac et a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$. Notre investissement dans Greenpac est considéré comme la contrepartie transférée pour l'acquisition de Greenpac et, par conséquent, est comptabilisé comme une disposition réputée aux fins de la comptabilité fiscale.

Depuis son acquisition, Greenpac a contribué pour 200 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 17 M\$. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les ventes consolidées auraient été de 4 392 M\$ tandis que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires aurait été approximativement le même puisque la Société enregistrerait précédemment sa part dans les résultats de Greenpac. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017.

La juste valeur de 20 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels qui devraient tous être perçus.

L'allocation du prix d'achat de Greenpac a été finalisée au cours du troisième trimestre de 2017.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Greenpac Holding LLC
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34
Comptes débiteurs		20
Stocks		23
Partie à court terme des actifs financiers		4
Immobilisations corporelles		512
Actifs financiers		16
Actifs incorporels à durée de vie limitée (liste de clients)		39
Écart d'acquisition		190
Actifs totaux		838
Comptes créditeurs et charges à payer		(39)
Partie à court terme de la dette à long terme		(15)
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs		(90)
Dette à long terme		(238)
Passifs financiers		(4)
Passifs d'impôt différé		(91)
Actifs net acquis		361
Part des actionnaires sans contrôle		(57)
		304
Contrepartie totale transférée		
Participation antérieure		187
Gain sur réévaluation de la participation antérieure au 4 avril 2017		156
Règlement du passif net avec l'entité acquise avant la transaction		(39)
		304

Le 30 novembre 2017, la Société a augmenté sa participation dans Containerboard Partners (Ontario) Inc. de 23 % à 53 % grâce à l'acquisition de 90 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 15 M\$ US (19 M\$). La transaction permet d'augmenter de 3,6 % à 6,4 % la participation indirecte de la Société dans Greenpac. Puisqu'il n'y a pas d'autres activités dans Containerboard Partners (Ontario) Inc. que le placement dans Greenpac, la transaction est comptabilisée comme une acquisition d'actionnaires sans contrôle.

2016

Usine Rand-Whitney à Newtown

Le 31 mai 2016, le secteur de l'emballage carton-caisse de la Société a acquis de Rand-Whitney Container LLC son usine de cartonnage-ondulé située à Newtown, au Connecticut. Une contrepartie totale de 18 M\$ a été versée par la Société et consistait en 15 M\$ en espèces (12 M\$ US) et en certains actifs de son usine de cartonnage-ondulé, située à Thompson, au Connecticut, ayant une valeur de 3 M\$. L'excédent de la contrepartie versée sur la juste valeur nette des actifs acquis a occasionné un écart d'acquisition déductible d'impôt de 7 M\$ et est affecté à toutes les usines de transformation de l'UGT du secteur de l'emballage carton-caisse. Cette acquisition a créé des synergies.

L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au 30 septembre 2016.

Les actifs acquis sont constitués des éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2016	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	EMBALLAGE CARTON-CAISSE
	ENTITÉ ACQUISE :	Usine Rand-Whitney à Newtown
Juste valeur des actifs acquis :		
Immobilisations corporelles		10
Liste de clients		1
Écart d'acquisition		7
		18
Contrepartie en espèces payée		15
Juste valeur des actifs échangés		3
Contrepartie totale		18

En plus du prix d'acquisition payé à Rand-Whitney, la Société a engagé des frais de transaction totalisant 1 M\$.

Newtown, sur une base individuelle, a contribué en 2016 pour 35 M\$ aux ventes et a généré un bénéfice net attribuable aux actionnaires nul depuis son acquisition. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2016, les ventes consolidées auraient été plus élevées de 60 M\$ alors que le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires serait demeuré le même pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse que les ajustements de juste valeur qui ont été apportés à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2016.

NOTE 6

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Comptes débiteurs		526	465
Comptes débiteurs provenant des parties liées	28	35	39
Moins : Provision pour créances douteuses		(7)	(6)
Comptes débiteurs - nets		554	498
Provisions pour rabais-volume		(45)	(35)
Autres		54	61
		563	524

En date du 31 décembre 2017, des comptes débiteurs de 143 M\$ (31 décembre 2016 — 118 M\$) étaient en souffrance mais non dépréciés.

L'âge de ces comptes débiteurs à chaque date de divulgation est établi de la façon suivante :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Arriéré de 1-30 jours	73	69
Arriéré de 31-60 jours	30	22
Arriéré de 61-90 jours	10	8
Arriéré de 91 jours et plus	30	19
	143	118

Les mouvements de la provision pour créances douteuses de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Solde au début de l'exercice	6	12
Provision pour créances douteuses, après déduction du solde de début inutilisé	2	(3)
Créances radiées au cours de l'exercice	(1)	(3)
Solde à la fin de l'exercice	7	6

La variation de la provision pour créances douteuses a été incluse dans les « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de divulgation se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

NOTE 7 STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Produits finis	249	219
Matières premières	124	107
Fournitures de production et pièces de rechange	150	134
	523	460

Au 31 décembre 2017, les produits finis, les matières premières et les fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à la valeur de réalisation nette (VRN) pour 8 M\$, 1 M\$ et nulle respectivement (31 décembre 2016 — 7 M\$, nulle et nulle). Au 31 décembre 2017, la valeur comptable des stocks évalués à la VRN est de 14 M\$ pour les stocks de produits finis, nulle pour les stocks de matières premières et nulle pour les fournitures de production et pièces de rechange (31 décembre 2016 — 9 M\$, nulle et nulle).

La Société a vendu tous les produits finis qui étaient dépréciés en 2017. En 2017 et en 2016, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Le coût de matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans le « Coût des produits vendus » s'élevaient à 1 751 M\$ (1 612 M\$ en 2016).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Participations dans des entreprises associées	16	281
Participations dans des coentreprises	62	54
	78	335

Les participations dans des entreprises associées et des coentreprises au 31 décembre 2017 incluent des écarts d'acquisition de 3 M\$ (31 décembre 2016 — 28 M\$).

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Voici les principales entreprises associées de la Société :

Boralex

Le 18 janvier 2017, Boralex a émis des actions ordinaires pour financer partiellement l'acquisition de la participation d'Enercon Canada Inc. dans le parc éolien *Niagara Region Wind Farm*. Notre participation dans l'actionnariat de Boralex a diminué pour s'établir à 17,37 %, occasionnant pour la Société un gain sur dilution de 15 M\$ qui est présenté au poste « Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises » dans l'état des résultats consolidés.

Le 10 mars 2017, Boralex a annoncé la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration. Cette modification de la composition du conseil combinée à la diminution de notre participation discutée ci-dessus a entraîné la perte d'influence notable de la Société sur Boralex. Depuis le 10 mars 2017, l'investissement dans Boralex était considéré comme un actif financier disponible à la vente, présenté dans les « Autres actifs », et non comme une participation dans une entreprise associée. Par conséquent, notre investissement dans Boralex a été réévalué à la juste valeur le 10 mars 2017, et nous avons enregistré un gain de 155 M\$. Parallèlement, les autres éléments de la perte globale de Boralex, totalisant 10 M\$ et inclus dans notre bilan consolidé, ont été reclassés au bénéfice net. Ces deux éléments sont présentés au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés. La réévaluation ultérieure de la juste valeur de ce placement a été comptabilisée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

Le 27 juillet 2017, Cascades a annoncé la vente de la totalité de ses actions dans Boralex à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour un montant de 288 M\$. L'augmentation de la juste valeur de 18 M\$ du 10 mars au 27 juillet 2017 comptabilisée dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » a été matérialisée au troisième trimestre et la Société a enregistré un gain de 18 M\$ présenté au poste « Gain sur réévaluation à la juste valeur de placements » dans l'état des résultats consolidés. Pendant que Boralex était considérée comme un actif financier disponible à la vente, la Société a également reçu 2 M\$ en dividendes.

Greenpac Holding LLC

Le 4 avril 2017, la Société a pris le contrôle de son associée Greenpac, déclenchant son acquisition du point de vue comptable. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Le 21 mars 2017, la Société a acquis 23 % de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 12 M\$ US (16 M\$). Cette société est membre de Greenpac Holding LLC dont elle détient 12,1 %. Le 30 novembre 2017, la Société a acquis une participation additionnelle de 30 % de Containerboard Partners (Ontario) Inc. pour une contrepartie de 19 M\$. Ces transactions ajoutent une participation indirecte de 6,4 % dans Greenpac Holding LLC, la part des résultats de la Société comprend maintenant 66,1 % du bénéfice net de Greenpac. Toutefois, conformément à l'acquisition réputée de Greenpac décrite ci-dessus, notre quote-part des résultats de Containerboard Partners (Ontario) Inc. relativement à Greenpac est renversée aux fins de la consolidation.

Le 6 mai 2016, la Société a annoncé que son entreprise associée Greenpac, située à Niagara Falls, dans l'État de New York, a procédé avec succès au refinancement de sa dette bancaire. Celui-ci renferme un prêt à terme et une facilité de crédit bancaire rotatif. Cette entente, d'une durée de cinq ans, permettra de réduire les coûts de financement d'approximativement 225 points de base, permettant ainsi davantage de flexibilité pour faire face aux aléas futurs des marchés.

Les données financières (100 %) des principales entités associées de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire, se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017		2016	
	BORALEX INC. (résultats jusqu'au 10 mars 2017)	GREENPAC HOLDING LLC (résultats jusqu'au 4 avril 2017)	BORALEX INC.	GREENPAC HOLDING LLC
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	s.o.	s.o.	100	28
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	s.o.	s.o.	288	103
Actifs financiers à court terme	s.o.	s.o.	1	1
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	s.o.	s.o.	2 311	513
Actifs financiers à long terme	s.o.	s.o.	2	11
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	s.o.	s.o.	131	41
Passifs financiers à court terme	s.o.	s.o.	321	19
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	s.o.	s.o.	131	—
Passifs financiers à long terme	s.o.	s.o.	1 605	251
Résultats condensés				
Ventes	96	99	299	340
Amortissement	31	7	116	28
Frais de financement	19	3	76	27
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	6	—	(9)	—
Bénéfice net	13	9	2	22
Résultat global				
Écarts de conversion	1	—	(12)	—
Couverture de flux de trésorerie	(1)	1	—	4
	—	1	(12)	4
Résultat global total	13	10	(10)	26
Flux de trésorerie condensés				
Dividendes reçus des entreprises associées	2	—	7	—

La participation dans Boralex Inc. avait une juste valeur marchande de 252 M\$ au 31 décembre 2016.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	POURCENTAGE D'ACTION DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,3	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Tencorr Holdings Corporation

Le 30 novembre 2017, la Société a acquis 33,3 % des actions en circulation de Tencorr Holdings Corporation (Tencorr), un fabricant de papier ondulé, pour une contrepartie de 5 M\$, dont 3 M\$ est à payer au 31 décembre 2017. Tencorr est considérée comme une coentreprise et, par conséquent, notre quote-part des résultats est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire :

2017

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	30	28	25	20
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	31	17	28	12
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	10	6	4	14
Passifs financiers à court terme	2	1	1	5
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	4	3	—	—
Passifs financiers à long terme	14	3	4	1
Résultats condensés				
Ventes	119	96	102	111
Amortissement	2	2	2	2
Frais de financement	1	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	1	—	—
Bénéfice net	8	4	7	1
Résultat global				
Écarts de conversion	(2)	—	—	—
Résultat global total	6	4	7	1
Flux de trésorerie condensés				
Dividendes reçus des coentreprises	4	1	1	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP
Bilan condensé			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	3	3
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	26	23	20
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	16	18	28
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	9	9	6
Passifs financiers à court terme	1	—	1
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	4	3	—
Passifs financiers à long terme	1	1	5
Résultats condensés			
Ventes	119	88	96
Amortissement	2	2	2
Frais de financement	1	—	1
Charge d'impôts sur les résultats	4	2	—
Bénéfice net	9	6	8
Résultat global			
Écarts de conversion	(1)	—	—
Résultat global total	8	6	8
Flux de trésorerie condensés			
Dividendes reçus des coentreprises	4	4	—

Il n'y a pas de passifs éventuels relativement à la participation de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel dans les entreprises elles-mêmes.

D. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

	2017		2016
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC (depuis le 4 avril 2017)	RENO DE MEDICI S.p.A.
Principal lieu d'affaires	Milan, Italie	New York, États-Unis	Milan, Italie
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)	42,18 %	17,17 %	42,30 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	9	5	2
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	105	42	90
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle	1	4	1
Bilan condensé			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29	38	41
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	254	100	231
Actifs financiers à court terme	—	3	—
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	335	568	299
Actifs financiers à long terme	—	14	—
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	195	31	178
Passifs financiers à court terme	30	106	23
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	72	—	68
Passifs financiers à long terme	67	209	82
Résultats condensés			
Ventes	838	278	702
Amortissement	33	22	32
Charge d'impôts sur les résultats	9	—	5
Bénéfice net	21	21	5
Flux de trésorerie condensés			
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	49	39	56
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(48)	(3)	(39)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(17)	(30)	(9)

E. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Entités associées non significatives	16	17
Coentreprises non significatives	16	14
	32	31

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Entités associées non significatives	1	2
Coentreprises non significatives	3	4
	4	6

La Société a reçu un montant de 2 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016— 3 M\$).

NOTE 9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016							
Coût		113	717	2 675	104	289	3 898
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	351	1 722	67	131	2 273
Valeur comptable nette		111	366	953	37	158	1 625
Exercice terminé le 31 décembre 2016							
Montant net au début		111	366	953	37	158	1 625
Acquisitions		—	5	45	25	131	206
Cessions		(1)	—	(1)	—	(3)	(5)
Amortissement		—	(28)	(116)	(13)	(13)	(170)
Regroupement d'entreprises, après déduction des actifs transférés	5	1	7	—	—	—	8
Reprise (baisse) de valeur	24	—	2	(3)	—	(2)	(3)
Autres		1	39	55	6	(98)	3
Écarts de conversion		(2)	(4)	(22)	—	(1)	(29)
Montant net à la fin		110	387	911	55	172	1 635
Au 31 décembre 2016							
Coût		110	740	2 553	126	299	3 828
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	353	1 642	71	127	2 193
Valeur comptable nette		110	387	911	55	172	1 635
Exercice terminé le 31 décembre 2017							
Montant net au début		110	387	911	55	172	1 635
Acquisitions		11	6	24	18	148	207
Cessions		(3)	(2)	(1)	(1)	(1)	(8)
Amortissement		—	(31)	(132)	(15)	(11)	(189)
Regroupement d'entreprises	5	7	90	397	1	27	522
Actifs détenus en vue de la vente	29	(1)	(8)	—	—	(4)	(13)
Baisse de valeur	24	—	—	—	—	(2)	(2)
Autres		(1)	48	84	1	(133)	(1)
Écarts de conversion		1	(11)	(29)	(1)	(7)	(47)
Montant net à la fin		124	479	1 254	58	189	2 104
Au 31 décembre 2017							
Coût		124	824	2 966	140	311	4 365
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	345	1 712	82	122	2 261
Valeur comptable nette		124	479	1 254	58	189	2 104

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments ainsi que du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 81 M\$ (90 M\$ au 31 décembre 2016) et des dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage s'élevant à 18 M\$ (7 M\$ au 31 décembre 2016). La valeur comptable des immobilisations liées à des contrats de location-financement est de 31 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2016).

En 2017, 2 M\$ (2 M\$ en 2016) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 5,56 % en 2017 (5,56 % en 2016).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2016								
Coût		110	170	35	315	343	8	351
Amortissement cumulé et baisse de valeur		34	78	29	141	4	1	5
Valeur comptable nette		76	92	6	174	339	7	346
Exercice terminé le 31 décembre 2016								
Montant net au début		76	92	6	174	339	7	346
Additions		17	—	—	17	—	—	—
Regroupement d'entreprises	5	—	1	—	1	7	—	7
Amortissement		(10)	(9)	(3)	(22)	—	—	—
Autres		—	—	1	1	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		—	—	—	—	(2)	—	(2)
Montant net à la fin		83	84	4	171	344	6	350
Au 31 décembre 2016								
Coût		126	171	35	332	349	7	356
Amortissement cumulé et baisse de valeur		43	87	31	161	5	1	6
Valeur comptable nette		83	84	4	171	344	6	350
Exercice terminé le 31 décembre 2017								
Montant net au début		83	84	4	171	344	6	350
Additions		24	—	—	24	—	—	—
Regroupement d'entreprises	5	—	46	—	46	194	—	194
Amortissement		(13)	(11)	(2)	(26)	—	—	—
Écarts de conversion		—	(3)	—	(3)	(17)	1	(16)
Montant net à la fin		94	116	2	212	521	7	528
Au 31 décembre 2017								
Coût		150	208	32	390	523	7	530
Amortissement cumulé et baisse de valeur		56	92	30	178	2	—	2
Valeur comptable nette		94	116	2	212	521	7	528

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Effets à recevoir relatifs aux cessions d'entreprises		6	9
Autres placements		7	5
Autres actifs		30	27
Avantages du personnel	16	37	46
		80	87
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(6)	(15)
		74	72

Les revenus reportés pour la supervision de Greenpac Mill totalisant 12 M\$ au 31 décembre 2016 sont nuls à la fin 2017. En effet, 1 M\$ a été encaissé avant l'acquisition de Greenpac tel que décrit à la Note 5 tandis que le solde de 11 M\$ a été radié car les flux de trésorerie futurs prévus liés à cet actif ne se réaliseront pas sur une base consolidée à la suite de l'acquisition de Greenpac.

En décembre 2017, la Société a effectué un dépôt de 10 M€ (15 M\$) pour l'acquisition de PAC Service S.p.A dans le secteur de carton plat Europe. Voir la Note 29 pour plus de détails.

NOTE 12

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Comptes créditeurs		488	472
Comptes à payer à des parties liées	28	7	44
Frais courus		143	145
		638	661

NOTE 13

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	CONTRATS DÉFICITAIRES	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Solde au 1^{er} janvier 2016	9	14	3	2	5	6	39
Provisions additionnelles	—	5	1	7	3	4	20
Renversement de la provision	—	(1)	—	—	(1)	—	(2)
Paiements	(3)	(2)	(1)	(6)	(1)	(3)	(16)
Réévaluation	2	—	—	—	—	—	2
Solde au 31 décembre 2016	8	16	3	3	6	7	43
Provisions additionnelles	(1)	—	2	5	—	2	8
Paiements	—	—	(1)	(5)	(3)	(2)	(11)
Autres	—	—	—	—	—	3	3
Solde au 31 décembre 2017	7	16	4	3	3	10	43

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Long terme	36	34
Court terme	7	9
	43	43

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui devront être engagés à la restructuration de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal des affaires, la Société prend part à diverses actions en justice et éventualités relativement à des litiges contractuels et des questions liées au travail.

Également, dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2017, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Le MEO et Environnement Canada ont demandé que la Société se penche sur un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de l'usine. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société est aussi en pourparlers avec des représentants du MEO, en ce qui concerne sa responsabilité potentielle relativement à un impact environnemental décelé à son ancienne usine de Thunder Bay, vendue à Thunder Bay Fine Papers Inc. (Fine Papers) en 2007. Fine Papers a depuis vendu l'usine à Superior Fine Papers (Superior). Le MEO a demandé que la Société ainsi que l'ancien propriétaire, Fine Papers, et le propriétaire actuel, Superior, présentent un plan de fermeture pour le site d'enfouissement des déchets et un plan pour la fermeture et la surveillance à long terme du réseau d'égouts (les plans). Bien que la Société reconnaisse qu'à la suite d'événements passés, il pourrait y avoir une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs en règlement d'une obligation éventuelle, il n'est pas possible à ce moment d'estimer l'obligation de la Société puisque Superior n'a pas soumis tous les plans et les coûts connexes qui permettraient à la Société de procéder à une évaluation. En outre, la Société n'a pas accès au site et est incapable de déterminer la valeur des actifs restants sur son ancien site qui pourraient être utilisés pour financer cette responsabilité potentielle. La Société poursuit tous les recours juridiques disponibles pour résoudre la situation. Dans tous les cas, la direction considère que cette obligation potentielle de la Société n'est pas significative.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ces cas.

NOTE 14 DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2017	2016
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,39 % au 31 décembre 2017 et se composant de 5 M\$ et 151 M\$ US (31 décembre 2016 — (19) M\$; 82 M\$ US et (1) M€)	14(b)	2021	195	90
Billets subordonnés non garantis de 250 M\$, portant intérêt au taux de 5,50 %		2021	250	250
Billets subordonnés non garantis de 400 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,50 % (31 décembre 2016 — 550 M\$ US)	14(a)	2022	503	738
Billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,75 % (31 décembre 2016 — 250 M\$ US)	14(a)	2023	252	336
Autres emprunts de filiales			66	62
Autres emprunts sans recours contre la Société			320	105
			1 586	1 581
Moins : Frais de financement non amortis			10	15
Total de la dette à long terme			1 576	1 566
Moins :				
Partie à court terme des emprunts de filiales			14	13
Partie à court terme des emprunts sans recours contre la Société			45	23
			59	36
			1 517	1 530

- Le 12 décembre 2017, la Société a racheté 150 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 156 M\$ US (201 M\$) et 50 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023 pour une contrepartie de 52 M\$ US (67 M\$) incluant des primes de 6 M\$ US (8 M\$) et 2 M\$ US (3 M\$). La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.
- Le 1^{er} juin 2017, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2021. Les conditions financières existantes sont demeurées essentiellement inchangées.
- Au 31 décembre 2017, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 748 M\$ (31 décembre 2016 — 715 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 237 M\$ (31 décembre 2016 — 250 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

d. À la suite du regroupement d'entreprises avec Greenpac, tel que décrit à la Note 5, la partie à court terme des emprunts et la dette à long terme ont augmenté respectivement de 15 M\$ et de 235 M\$ le 4 avril 2017 (déduction faite du règlement d'une dette interne de 3 M\$ avec Cascades avant la transaction).

e. La Société a des contrats de location-financement pour différents biens et immobilisations corporelles. Les renouvellements et les options d'achat sont spécifiques à l'entité qui détient le bail. L'obligation découlant des contrats de location-financement est garantie du fait que les droits de l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaut.

Les paiements minimaux au titre de la location-financement et la valeur actualisée des paiements nets minimaux se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017		2016	
	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS	PAIEMENTS MINIMAUX	VALEUR ACTUALISÉE DES PAIEMENTS
Moins d'un an	11	9	8	7
Plus d'un an mais moins de cinq ans	22	18	19	15
Plus de cinq ans	6	6	7	6
Total des paiements minimaux exigibles	39	33	34	28
Moins : les montants représentant des frais de financement	6	—	6	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	33	33	28	28

NOTE 15 AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Avantages du personnel	16	174	174
Option de vente d'un partenaire de Greenpac (voir Note 5 pour plus de détails)		80	—
Autres		6	8
		260	182
Moins : Partie à court terme		(82)	(4)
		178	178

NOTE 16 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	16(a)	36	22
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	16(b)	101	106
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		137	128
Charges comptabilisées en résultat net au titre des éléments suivants :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		7	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées		21	20
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		4	5
		32	32
Réévaluations au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	16(a)	14	(13)
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	16(b)	(1)	2
		13	(11)

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays. La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	484	(454)	30	6	36
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	18	(16)	2	—	2
Incidence sur le résultat net	23	(16)	7	—	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(9)	(9)	—	(9)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	11	—	11	—	11
Gains liés à l'expérience	(9)	—	(9)	—	(9)
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	(6)	(6)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	2	(9)	(7)	(6)	(13)
Écarts de conversion	(1)	—	(1)	—	(1)
Cotisations					
Employeurs	—	(7)	(7)	—	(7)
Participants aux régimes	2	(2)	—	—	—
Prestations versées	(28)	28	—	—	—
Au 31 décembre 2016	482	(460)	22	—	22
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	17	(15)	2	—	2
Incidence sur le résultat net	22	(15)	7	—	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans la charge (le produit) d'intérêts	—	(14)	(14)	—	(14)
Perte découlant de changements dans les hypothèses démographiques	2	—	2	—	2
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	14	—	14	—	14
Pertes liées à l'expérience	12	—	12	—	12
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	28	(14)	14	—	14
Écarts de conversion	1	—	1	—	1
Cotisations					
Employeurs	—	(8)	(8)	—	(8)
Participants aux régimes	2	(2)	—	—	—
Prestations versées	(27)	27	—	—	—
Au 31 décembre 2017	508	(472)	36	—	36

Le tableau qui suit présente une répartition par pays et par secteur de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

					2017
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL	
Valeur actualisée des obligations capitalisées	433	10	—	443	
Juste valeur des actifs des régimes	466	6	—	472	
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(33)	4	—	(29)	
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	37	—	28	65	
Passifs inscrits au bilan consolidé	4	4	28	36	

							2017
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL	
Valeur actualisée des obligations capitalisées	405	—	—	37	1	443	
Juste valeur des actifs des régimes	437	—	—	34	1	472	
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(32)	—	—	3	—	(29)	
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	8	28	2	2	25	65	
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(24)	28	2	5	25	36	

					2016
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL	
Valeur actualisée des obligations capitalisées	411	10	—	421	
Juste valeur des actifs des régimes	454	6	—	460	
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(43)	4	—	(39)	
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	37	—	24	61	
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(6)	4	24	22	

							2016
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL	
Valeur actualisée des obligations capitalisées	385	—	—	35	1	421	
Juste valeur des actifs des régimes	427	—	—	32	1	460	
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(42)	—	—	3	—	(39)	
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	8	24	2	2	25	61	
Passifs (actifs) inscrits au bilan consolidé	(34)	24	2	5	25	22	

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2017			2016		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	3,40 %	3,31 %	1,60 %	3,70 %	3,73 %	1,90 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	3,70 %	3,73 %	1,90 %	3,90 %	3,90 %	2,10 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	3,50 %	3,73 %	1,90 %	3,90 %	3,90 %	2,10 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,75 %	s.o.	s.o.	Entre 1,75 % et 3,00 %	s.o.	s.o.
Taux d'inflation	2,25 %	s.o.	1,75 %	Entre 2,25 % et 2,50 %	s.o.	1,75 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 93 % de l'ensemble des régimes :

	2017	2016
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	21,7	21,6
Femme	24,1	24,1
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	22,8	22,7
Femme	25,1	25

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,90) %	3,10 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,30) %

	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie	3,00 %

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)					2017	
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL		%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5		1,1 %
Obligations						
Obligations canadiennes	92	81	—	173		36,7 %
Actions						
Actions canadiennes	34	—	—	34		
Actions étrangères	6	—	—	6		
				40		8,5 %
Fonds communs						
Fonds communs d'obligations étrangères	—	6	—	6		
Fonds communs d'actions canadiennes	7	1	—	8		
Fonds communs d'actions étrangères	—	54	—	54		
Fonds communs de placements alternatifs	—	22	—	22		
				90		19,1 %
Autres						
Rentes assurées	—	164	—	164		
				164		34,6 %
	144	328	—	472		

2016

(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	9	—	—	9	2,0 %
Obligations					
Obligations canadiennes	47	67	—	114	24,8 %
Actions					
Actions canadiennes	71	—	—	71	
Actions étrangères	14	—	—	14	
Fonds communs				85	18,5 %
Fonds communs d'obligations étrangères	—	2	—	2	
Fonds communs d'actions canadiennes	16	3	—	19	
Fonds communs d'actions étrangères	—	109	—	109	
Fonds communs de placements alternatifs	—	21	—	21	
Autres				151	32,8 %
Rentes assurées	—	94	—	94	
Contrats dérivés, montant net	7	—	—	7	
				101	21,9 %
	164	296	—	460	

Les actifs des régimes de retraite comprennent des actions de la Société pour un montant inférieur à 1 M\$. Ces actions ont été achetées par l'un des gestionnaires du régime. De plus, des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 164 M\$ sont garanties par des contrats d'assurance.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays et par secteur, comme suit :

2017

(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	73	4	24	101
Passifs inscrits au bilan consolidé	73	4	24	101

2017

(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	38	24	6	12	21	101
Passifs inscrits au bilan consolidé	38	24	6	12	21	101

2016

(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	78	4	24	106
Passifs inscrits au bilan consolidé	78	4	24	106

2016

(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	PAPIERS TISSU	CORPORATIF	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	41	24	6	13	22	106
Passifs inscrits au bilan consolidé	41	24	6	13	22	106

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	105	—	105
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Incidence sur le résultat net	5	—	5
Réévaluations			
Perte découlant de changements dans les hypothèses financières	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	2	—	2
Écarts de conversion	(1)	—	(1)
Cotisations et primes versées par l'employeur	—	(5)	(5)
Prestations versées	(5)	5	—
Au 31 décembre 2016	106	—	106
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Compressions	(1)	—	(1)
Incidence sur le résultat net	4	—	4
Réévaluations			
Perte découlant de changements dans les hypothèses financières	1	—	1
Gains liés à l'expérience	(2)	—	(2)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global	(1)	—	(1)
Écarts de conversion	1	—	1
Cotisations et primes versées par l'employeur	—	(9)	(9)
Prestations versées	(9)	9	—
Au 31 décembre 2017	101	—	101

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,50 % par année (4,50 % en 2016).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,20) %	2,30 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,50 %	(0,40) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	2,00 %	(1,70) %
		AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE	
Espérance de vie			0,80 %

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. Les régimes canadiens et américains de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2017, 65 % des actifs de régimes étaient investis dans des obligations. En 2014, la Société a décidé d'acheter des rentes d'une compagnie d'assurance vie pour certains retraités selon le marché et la situation financière des régimes. Au 31 décembre 2017, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 164 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficacité. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes, et ce, particulièrement pour nos régimes en bonne santé financière qui ont une plus grande pondération en obligations.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2017, l'excédent total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 29 M\$ (un excédent de 39 M\$ au 31 décembre 2016). La Société versera des cotisations spéciales au titre des services passés de 1 M\$ pour combler le déficit de certains régimes de retraite canadiens pour les dix prochains exercices. Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 8 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 9 M\$ en 2018.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 11 ans (12 ans en 2016).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	MOINS D'UN AN	ENTRE UN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS	TOTAL
Prestations de retraite	29	29	89	743	890
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	5	8	24	115	152
Au 31 décembre 2017	34	37	113	858	1 042

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2017.

NOTE 17

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Impôts exigibles	10	11
Impôts différés	(91)	34
	(81)	45

b. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère de la charge d'impôts basée sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces		117	48
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :			
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers		10	2
Réévaluation des années antérieures		3	1
Renversement du passif d'impôt différé lié à notre participation détenue antérieurement dans Greenpac	5	(70)	—
Écarts permanents sur la réévaluation de la participation détenue antérieurement - entreprise associée Greenpac	5	(57)	—
Gain en capital non imposable sur la réévaluation de participation détenue antérieurement - entreprise associée Boralex	8	(24)	—
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires		(57)	2
Gain en capital non réalisé sur la dette à long terme		(3)	—
Écarts permanents		(6)	(5)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital		6	(3)
		(198)	(3)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats		(81)	45

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 28,6 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (27,4 % en 2016).

À la suite de l'acquisition de Greenpac, la Société a enregistré un recouvrement d'impôts sur les résultats de 70 M\$ représentant les impôts différés liés à son placement avant l'acquisition le 4 avril 2017. De plus, aucune charge d'impôts sur les résultats n'a été comptabilisée sur le gain de 156 M\$ généré par le regroupement d'entreprises puisque ces impôts sont inclus à même la juste valeur des actifs et passifs acquis et décrits à la Note 5.

La charge d'impôts sur le gain découlant de la réévaluation du placement dans Boralex a été calculée au taux du gain en capital. Aussi, à la suite de la vente de sa participation dans Boralex en juillet 2017, la Société a réévalué la probabilité de recouvrer les pertes en capital non réalisées sur la dette à long terme en raison des fluctuations des taux de change. En conséquence, 6 M\$ d'actifs d'impôts ont été renversés et enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

En vertu de la réforme fiscale américaine, « *Tax Cuts and Jobs Act* » adoptée le 22 décembre 2017, le taux d'imposition fédéral américain a été abaissé à 21 % comparativement à 35 % auparavant. L'incidence de la réduction du taux d'imposition s'est traduite par une réduction de 57 M\$ des passifs d'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

c. La charge d'impôts liée aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Conversion des devises liées aux activités de couverture	4	3
Couverture de flux de trésorerie	—	3
Inclus dans la part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées	3	—
Gain (perte) actuariel sur les obligations postérieures à l'emploi	(3)	3
	4	9

d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	223	279
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	260	319
	(37)	(40)

La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Au 1 ^{er} janvier		(40)	(8)
Par l'intermédiaire des résultats		91	(34)
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		4	5
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global		(4)	(9)
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	(91)	—
Autres		(7)	—
Écarts de conversion		10	6
Au 31 décembre		(37)	(40)

Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS	PERTE DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016	141	25	38	39	16	23	15	297
Par l'intermédiaire des résultats	19	2	(23)	(3)	(8)	(2)	1	(14)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt	—	—	—	5	—	—	—	5
Par l'intermédiaire du résultat global	—	(3)	—	—	(3)	(3)	—	(9)
Écarts de conversion	(1)	—	—	—	—	1	—	—
Au 31 décembre 2016	159	24	15	41	5	19	16	279
Par l'intermédiaire des résultats	(25)	(6)	(10)	(6)	(5)	(12)	5	(59)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt	—	—	—	4	—	—	—	4
Par l'intermédiaire du résultat global	—	3	—	—	1	(5)	—	(1)
Au 31 décembre 2017	134	21	5	39	1	2	21	223

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2016		169	51	84	1	305
Par l'intermédiaire des résultats		14	3	3	—	20
Écarts de conversion		(3)	(1)	(2)	—	(6)
Au 31 décembre 2016		180	53	85	1	319
Par l'intermédiaire des résultats		(51)	(14)	(85)	—	(150)
Inclus dans la part dans les autres élément du résultat global des entreprises associées		—	—	3	—	3
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	80	11	—	—	91
Autres		5	2	—	—	7
Écarts de conversion		(9)	(1)	—	—	(10)
Au 31 décembre 2017		205	51	3	1	260

En tenant compte de la compensation des soldes dans une même juridiction fiscale, le passif d'impôt différé net est de 37 M\$. Ce montant est présenté au bilan consolidé dans les « Actifs d'impôt différé » pour un montant de 149 M\$ et dans les « Passifs d'impôt différé » pour un montant de 186 M\$.

- e. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 515 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 134 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable. Les pertes fiscales au 31 décembre 2017 se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	PERTES FISCALES CONSTATÉES	ÉCHÉANCE
Canada	8	2026
	14	2027
	2	2029
	1	2030
	77	2032
	82	2033
	126	2034
	63	2035
	53	2036
	3	2037
	429	
États-Unis	7	2019
	5	2020
	2	2029
	2	2031
	3	2032
	2	2033
	13	2035
	1	2036
	46	2037
	81	
Europe	5	Indéfiniment
	515	

NOTE 18

CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(89)	(62)
Emprunts et avances bancaires	35	28
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	1 576	1 566
	1 522	1 532
Capitaux propres totaux	1 601	1 074
Capitaux totaux	3 123	2 606

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- Conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- Engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- Racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 307 M\$ en 2017 ; 1 512 M\$ en 2016). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) par les frais de financement. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (296 M\$ en 2017; 379 M\$ en 2016). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés non garantis datées du 19 juin 2014 et du 19 mai 2015.

Au 31 décembre 2017, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 44,01 % et le ratio de couverture des intérêts était de 3,88x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent les conventions régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datées du 19 juin 2014 et du 19 mai 2015.

Historiquement, la Société investit entre 150 M\$ et 250 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2017		2016	
	NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	94 526 516	487	95 310 923	490
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées 18(d)	461 442	5	262 836	2
Rachat d'actions ordinaires 18(c)	—	—	(1 047 243)	(5)
Solde à la fin de l'exercice	94 987 958	492	94 526 516	487

C. RACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

En 2017, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 946 066 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 1 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 17 mars 2017 au 16 mars 2018. En 2017, la Société n'a racheté aucune action ordinaire dans le cadre de ce programme (1 047 243 actions ordinaires pour une contrepartie de 9 M\$ en 2016).

D. ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES

La société a émis 461 442 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 4 M\$ (2 M\$ en 2016 pour 262 836 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2017	2016
Bénéfice net disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	507	135
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	95	95
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	98	97
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	5,35 \$	1,42 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	5,19 \$	1,39 \$

Au 31 décembre 2017, 240 880 options d'achat ont été exclues en raison de leur effet antidilutif (aucune en 2016). Au 28 février 2018, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

	2017	2016
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,16 \$	0,16 \$

NOTE 19

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

a. Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 1 990 554 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les 12 mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les 12 mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2017 (1 M\$ en 2016).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2017 et 2016 se détaillent comme suit :

	2017		2016	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Début d'exercice	5 216 063	6,16	5 385 323	6,15
Octroyées	240 880	14,28	351 461	9,75
Exercées	(461 442)	8,28	(262 836)	5,51
Expirées	—	—	(257 885)	11,49
Annulées	(5 381)	9,75	—	—
Fin d'exercice	4 990 120	6,35	5 216 063	6,16
Options exerçables - fin d'exercice	4 170 259	5,63	4 166 339	5,78

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 14,23 \$ (12,14 \$ en 2016).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2017 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS EXERÇABLES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2007	95 064	11,83	95 064	11,83	2018
2008	326 166	7,81	326 166	7,81	2018
2009	968 333	3,92	968 333	3,92	2019
2010	444 124	6,43	444 124	6,43	2020
2011	492 432	6,26	492 432	6,26	2020 - 2021
2012	842 524	4,46	842 524	4,46	2018 - 2022
2013	426 392	5,18	426 392	5,18	2018 - 2023
2014	423 974	6,10	308 134	6,10	2020 - 2024
2015	390 185	7,66	185 244	7,66	2020 - 2025
2016	340 046	9,75	81 846	9,75	2020 - 2026
2017	240 880	14,28	—	—	2027
	4 990 120		4 170 259		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 4,22 \$ (2016 — 2,75 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2017	2016
Prix de l'action à la date d'octroi	14,26 \$	10,09 \$
Prix d'exercice	14,28 \$	9,75 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,77 %	1,04 %
Taux de dividende prévu	1,12 %	1,58 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	32 %	31 %

b. La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la participation de la Société au régime s'élevait à 1 M\$ (1 M\$ en 2016).

c. La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquiescent sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2017, la Société avait émis un total de 581 785 UAR (761 367 UAR en 2016), représentant un passif de 1 M\$ (5 M\$ en 2016). En 2017, la Société a effectué des paiements totalisant 7 M\$ pour les UAR (5 M\$ en 2016).

d. La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membre du conseil d'administration, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2017, la Société avait un total de 247 276 UAD en circulation (205 773 UAD en 2016), représentant un passif à long terme de 4 M\$ (3 M\$ en 2016). Au 15 janvier 2018, la société a émis 44 579 UAD pour un total de 291 855 UAD en circulation.

NOTE 20 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Écarts de conversion des filiales étrangères, déduction faite des activités de couverture et des impôts y afférents de 12 M\$ (31 décembre 2016 — 16 M\$)	(30)	(13)
Gain non réalisé découlant de contrats de change à terme désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — nuls)	1	—
Perte non réalisée résultant des instruments dérivés de marchandises désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts y afférents de 2 M\$ (31 décembre 2016 — 2 M\$)	(4)	(5)
Perte non réalisée sur actifs financiers disponibles à la vente, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — nuls)	(2)	(1)
Perte non réalisée sur la part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées, déduction faite des impôts y afférents nuls (31 décembre 2016 — 9 M\$)	—	(12)
	(35)	(31)

NOTE 21 COÛT DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Matières premières	1 751	1 612
Salaires et avantages	689	662
Énergie	259	248
Livraison	331	269
Amortissement	215	192
Autres	463	397
	3 708	3 380

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Salaires et avantages	287	271
Technologies de l'information	60	46
Publicité et marketing	16	15
Autres	77	70
	440	402

NOTE 22 CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017	2016
Salaires et avantages	21	976	933
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	19(a)	1	1
Charges de retraite - régimes à prestations déterminées	16	7	7
Charges de retraite - régimes à cotisations déterminées	16	21	20
Autres avantages postérieurs à l'emploi	16	4	5
		1 009	966

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société (comme présenté dans la notice annuelle, à la rubrique 8,3). La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Salaires et autres avantages à court terme	11	11
Avantages postérieurs à l'emploi	1	—
Paiements fondés sur des actions	6	4
	18	15

NOTE 23 GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Gain sur cession d'actifs	(8)	(4)

2017

Le secteur emballage carton-caisse a vendu un terrain en Ontario, Canada, et a enregistré un gain de 7 M\$.

Les activités corporatives ont vendu certains actifs et ont réalisé un gain de 1 M\$.

2016

Le secteur des produits spécialisés a enregistré un gain de 3 M\$ sur la vente de terrains situés à proximité de l'ancienne usine de papier fin située à St-Jérôme, au Québec. Ce secteur a également comptabilisé une provision environnementale de 3 M\$ principalement liée à la fermeture d'usines au Québec des dernières années. Finalement, ce secteur a enregistré un gain de 4 M\$ sur la vente d'actifs à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine.

NOTE 24

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

A. BAISSE DE VALEUR (REPRISE) DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET DES AUTRES ACTIFS

La Société a enregistré des baisses de valeur nettes totalisant 11 M\$ en 2017 et des baisses de valeur nettes totalisant 3 M\$ en 2016. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basé sur la méthode du revenu, à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Le niveau 2 est utilisé pour mesurer la juste valeur. Les baisses de valeur se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
	Immobilisations corporelles	—	—	—			
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs	11	—	—	11	—	(2)	9
	11	—	—	11	2	(2)	11

(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
	Immobilisations corporelles	2	—	(3)			

2017

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 11 M\$ sur les revenus reportés pour la supervision de Greenpac depuis le début de la construction de l'usine et comptabilisés dans les « Autres actifs ». À la suite de l'acquisition et de la consolidation de Greenpac décrites à la Note 5, les flux de trésorerie futurs prévus liés à cet actif ne se réaliseront pas sur une base consolidée.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ à la suite de la réévaluation de la valeur recouvrable d'actifs non utilisés.

Les activités corporatives ont enregistré une reprise de valeur de 2 M\$ à la suite du recouvrement d'un billet à recevoir qui avait été radié au cours des années précédentes.

2016

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 2 M\$ sur les actifs de son usine du Connecticut ne faisant pas partie de la transaction avec Rand-Whitney pour l'acquisition de l'usine de Newtown, au Connecticut.

Le secteur des produits spécialisés a vendu l'immeuble de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine, et a enregistré une reprise de valeur de 2 M\$. Ce secteur a également vendu une parcelle de terrain d'une usine fermée et a enregistré une reprise de valeur de 1 M\$.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 4 M\$ à la suite de la réévaluation de certains équipements à la suite de la fermeture de son usine de transformation de Toronto au deuxième trimestre.

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 469 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à toutes les UGT de ce secteur.
- L'écart d'acquisition du secteur des produits spécialisés est affecté à l'UGT récupération et recyclage pour un montant de 13 M\$ et à l'UGT emballage industriel pour 3 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ du secteur des papiers tissu est affecté à toutes les UGT de ce secteur.
- Les droits d'eau de 7 M\$ sont affectés aux UGT de Reno de Medici.

Annuellement, la Société doit effectuer un test de baisse de valeur pour tous ses écarts d'acquisition, sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :

- les actifs et les passifs composant l'unité n'ont pas changé de façon significative depuis le dernier calcul de la valeur recouvrable;
- le dernier calcul de la valeur recouvrable a donné lieu à un montant qui a dépassé la valeur comptable de l'unité par une marge substantielle; et
- sur la base de l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis le plus récent calcul de la valeur recouvrable, la probabilité qu'une détermination de la valeur recouvrable actuelle soit inférieure à la valeur comptable actuelle de l'unité est faible.

Les trois conditions ont été remplies pour tous les écarts d'acquisition à l'exception de celui des papiers tissu. Par conséquent, la Société a procédé à un test de baisse de valeur sur les écarts d'acquisition des papiers tissu. À la suite du test, la Société a conclu que la valeur recouvrable de l'UGT était de 305 M\$ supérieure à la valeur comptable. Aucune baisse de valeur n'a donc été nécessaire. Toute chose étant égale par ailleurs, une hausse du taux d'actualisation de 3 % réduirait l'excédent de 305 M\$ à néant.

La Société a appliqué la méthode du revenu pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de vente et a utilisé les hypothèses clé suivantes (niveau 2) :

	PAPIERS TISSU
Taux d'actualisation	9,75 %
Taux de change année terminale (\$ CAN/\$ US)	1,25 \$
Expéditions année terminale	673 000 t.c.

C. FRAIS (GAIN) DE RESTRUCTURATION

Les frais (le gain) de restructuration se détaillent comme suit :

(en million de dollars canadiens)	2017	2016
Carton-caisse	2	(1)
Carton plat Europe	1	2
Produits spécialisés	—	1
Papiers tissu	2	7
Activités corporatives	1	—
	6	9

2017

Le secteur de l'emballage carton-caisse a annoncé la fermeture prochaine de son usine d'emballage située dans la ville de New York et a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ pour des indemnités de départ.

Le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la réorganisation de ses activités de vente.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ sur la réévaluation de provisions à la suite du transfert des activités de transformation de Toronto, annoncé en 2016, à d'autres sites du secteur des papiers tissu.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture d'une entité de ventes.

2016

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré un gain de 1 M\$ sur le renversement d'une provision sur un contrat déficitaire à la suite de la restructuration, en 2012, de ses activités de transformation en Ontario.

Le secteur de carton plat Europe a enregistré des frais de restructuration de 2 M\$ à la suite de la réorganisation de ses activités avec le transfert de l'usine de carton plat vierge de La Rochette, en France, à notre filiale Reno de Medici.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration de 1 M\$ à la suite de la fermeture de son usine de pâte désencrée située à Auburn, dans l'État du Maine.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une provision de 3 M\$ sur un contrat déficitaire à la suite de la fermeture de son usine de transformation de Toronto. Ce secteur a enregistré des provisions pour indemnités de départ de 4 M\$ à la suite du transfert des activités de transformation de Toronto à d'autres sites du secteur des papiers tissu.

NOTE 25

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Comptes débiteurs	31	(6)
Impôts débiteurs	—	(1)
Stocks	(46)	(2)
Comptes créditeurs et charges à payer	(71)	66
Impôts créditeurs	(1)	(1)
	(87)	56

B. FRAIS DE FINANCEMENT ET INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Intérêts sur la dette à long terme	89	83
Revenus d'intérêts	(3)	(1)
Amortissement des frais financiers	3	3
Autres intérêts et frais bancaires	3	3
Intérêts sur avantages du personnel	5	5
	97	93

C. TOTAL DES PASSIFS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2016	(60)	37	1 744	1 721
Flux de trésorerie				
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(5)	—	—	(5)
Emprunts et avances bancaires	—	(8)	—	(8)
Évolution des crédits bancaires rotatifs	—	—	(146)	(146)
Augmentation des autres dettes à long terme	—	—	40	40
Versements sur les autres dettes à long terme	—	—	(47)	(47)
Variations non monétaires				
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	—	(35)	(35)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	—	—	18	18
Amortissement des frais de financement	—	—	2	2
Autres	—	—	3	3
Écarts de conversion	3	(1)	(13)	(11)
Au 31 décembre 2016	(62)	28	1 566	1 532
Flux de trésorerie				
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(25)	—	—	(25)
Emprunts et avances bancaires	—	8	—	8
Évolution des crédits bancaires rotatifs	—	—	114	114
Rachat de billets subordonnés non garantis	—	—	(257)	(257)
Augmentation des autres dettes à long terme	—	—	11	11
Versements sur les autres dettes à long terme	—	—	(47)	(47)
Variations non monétaires				
Regroupement d'entreprises	—	—	257	257
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	—	(62)	(62)
Acquisitions en vertu de contrats de location-financement	—	—	11	11
Amortissement des frais de financement	—	—	2	2
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis	—	—	3	3
Autres	—	—	(1)	(1)
Écarts de conversion	(2)	(1)	(21)	(24)
Au 31 décembre 2017	(89)	35	1 576	1 522

NOTE 26

INSTRUMENTS FINANCIERS

26.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2017		2016	
		VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	26.4	27	27	10	10
Actifs financiers disponibles à la vente					
Autres investissements		1	1	2	2
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	26.4	(4)	(4)	(31)	(31)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dette à long terme		(1 576)	(1 626)	(1 566)	(1 612)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		4	4	2	2
Passifs d'instruments financiers dérivés		(33)	(33)	(8)	(8)

26.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- La juste valeur du placement en actions est basée sur des données observables sur le marché et représente le placement de la Société dans Junex inc. qui est cotée à la Bourse de Toronto.
- La juste valeur des dettes à long terme est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit.

26.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2017 et 2016 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

Niveau 1 - Consiste en une évaluation fondée sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Niveau 2 - Consiste en une évaluation fondée sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.

Niveau 3 - Consiste en une évaluation fondée sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	2017		
		PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	31	—	31	—
	32	1	31	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(37)	—	(37)	—
	(37)	—	(37)	—

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Autres investissements	2	1	1	—
Actifs financiers dérivés	12	—	12	—
	14	1	13	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(39)	—	(39)	—
	(39)	—	(39)	—

26.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2017

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
		COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	26.4 A) (i)	5	1	6	(10)	(15)	(25)
Risque de prix	26.4 A) (ii)	4	21	25	(7)	(1)	(8)
Risque de taux d'intérêt	26.4 A) (iii)	—	—	—	(2)	(2)	(4)
		9	22	31	(19)	(18)	(37)

2016

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
		COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	26.4 A) (i)	2	—	2	(20)	(13)	(33)
Risque de prix	26.4 A) (ii)	1	9	10	(3)	(3)	(6)
		3	9	12	(23)	(16)	(39)

A. RISQUE DE MARCHÉ

(i) Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les 24 mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, des achats, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou de la variation de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2017, environ 23 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 13 % des ventes provenant des activités françaises et italiennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2017 et 2016 :

2017				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme:				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,06	Janvier 2020	50\$ US	9
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Janvier 2020	100\$ US	(11)
Options sur devises vendues pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,0225	Janvier 2020	200\$ US	(1)
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,33	Juillet 2023	102\$ US	(12)
				(15)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4263	Décembre 2018	95 €	(6)
Ventes anticipées				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3260	De 0 à 12 mois	10\$ US	1
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3260	De 13 à 24 mois	5\$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3171	De 0 à 12 mois	48 à 70 \$ US	2
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3214	De 13 à 36 mois	43 à 80 \$ US	—
				3
				(18)

En 2017, la Société a compensé 9 M\$ d'actifs financiers dérivés et 11 M\$ de passifs financiers dérivés car nous avons l'intention de régler les instruments financiers dérivés sur une base nette avec une tierce partie. Au cours de l'année, la Société a également payé un montant de 12 M\$ relativement au règlement d'une partie de ses instruments financiers dérivés de 2017 en lien avec le paiement de la dette à long terme.

2016				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme:				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,06	Janvier 2020	50 \$ US	13
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Décembre 2017	75 \$ US	(14)
Options sur devises vendues pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,15	Janvier 2020	100 \$ US	(19)
Options sur devises vendues pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,0225	Janvier 2020	200 \$ US	(2)
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,329	Juillet 2023	102 \$ US	(2)
				(24)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4263	Décembre 2018	95 €	1
Ventes anticipées				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3543	De 0 à 12 mois	20 \$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,2709 à 1,2962	De 0 à 12 mois	48 à 92 \$ US	(6)
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3042 à 1,3461	De 13 à 24 mois	15 à 40 \$ US	(2)
				(8)
				(31)

En 2016, la Société a compensé 12 M\$ d'actifs financiers dérivés et 19 M\$ de passifs financiers dérivés car elle a l'intention de régler les instruments financiers dérivés sur une base nette avec une tierce partie. Au cours de l'année, la Société a également encaissé un montant de 3 M\$ relativement au règlement d'une partie de ses instruments financiers dérivés de 2017 en lien avec le paiement de la dette à long terme.

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur d'environ 3 M\$, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été relativement stables.

En 2017, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,02 \$ par rapport à l'euro et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été approximativement inférieur de 1 M\$ à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2017 et 2016. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2017 et 2016, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2017			2016		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	75	75	—	107	73	34
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	16	14	2	13	13	—

(ii) Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus de matières premières, de gaz naturel et d'électricité. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du « Coût des produits vendus » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

				2017
		QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés				
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »				
Électricité	197 100 MWh	De 2018 à 2019		(1)
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace				
Gaz naturel :				
Portefeuille canadien	3 095 029 GJ	De 2018 à 2022		(5)
Portefeuille américain	4 847 660 mmBtu	De 2018 à 2023		(1)
				(7)
				2016
		QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés				
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »				
Électricité	109 500 MWh	De 2017 à 2018		(1)
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace				
Gaz naturel :				
Portefeuille canadien	4 658 660 GJ	De 2017 à 2021		(4)
Portefeuille américain	4 722 800 mmBtu	De 2017 à 2021		(1)
				(6)

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est de 8 M\$ au 31 décembre 2017 (2016 — 10 M\$). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est de 16 M\$ au 31 décembre 2017.

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix du vieux carton ondulé, de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2017 et 2016. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2017 et 2016. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

(en millions de dollars canadiens ¹)	2017			2016		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
15 \$ US/t.c. de variation dans le prix du papier recyclé	29	—	29	32	—	32
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	6	—	6	6	—	6
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	10	5	5	12	6	6
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,26 \$ CAN/\$ US pour 2017 et de 1,33 \$ CAN/\$ US pour 2016.

(iii) Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2017, environ 29 % (9 % en 2016) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2017, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 5 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 4 M\$).

La Société détient des swaps de taux d'intérêt par l'intermédiaire de RDM et de Greenpac. Les swaps de RDM fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 32 M€ et viennent à échéance entre 2020 et 2023. Les swaps de Greenpac fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 81 M\$ US et viennent à échéance en 2020. Certains de ces swaps ont un montant nominal décroissant pour correspondre au niveau d'endettement prévu. La juste valeur de ces swaps est de 3 M\$ au 31 décembre 2017 (31 décembre 2016 — nulle).

(iv) Gain sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(8)	(18)
Perte réalisée sur instruments financiers dérivés	2	12
	(6)	(6)

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une provision pour créances douteuses. Une provision pour créances douteuses est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué séparément pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la provision pour créances douteuses représente l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Frais de vente et d'administration ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste « Provision pour créances douteuses ». Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2017.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2017 et 2016 :

2017						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	35	35	35	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	638	638	638	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	195	218	7	6	205	—
Billets subordonnés non garantis	1 004	1 284	56	56	906	266
Autres emprunts de filiales	66	77	16	13	31	17
Autres emprunts sans recours contre la Société	321	329	44	41	230	14
Passifs d'instruments financiers dérivés	37	37	19	2	4	12
	2 296	2 618	815	118	1 376	309

2016						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	28	28	28	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	661	661	661	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	90	95	2	2	91	—
Billets subordonnés non garantis	1 324	1 735	74	74	464	1 123
Autres emprunts de filiales	62	71	14	13	25	19
Autres emprunts sans recours contre la Société	105	110	28	24	44	14
Passifs d'instruments financiers dérivés	39	39	23	5	9	2
	2 309	2 739	830	118	633	1 158

Au 31 décembre 2017, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 651 M\$ (768 M\$ au 31 décembre 2016), déduction faite des lettres de crédit de 24 M\$ (26 M\$ au 31 décembre 2016).

D. AUTRE RISQUE

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, comptabilise le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les « Frais de financement ». Au 31 décembre 2017, l'impact hors bilan d'affacturage des comptes débiteurs s'établissait à 39 M\$ (26 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

NOTE 27 ENGAGEMENTS

a. La Société loue des bâtiments, des véhicules, du matériel et d'autres éléments en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables. Les paiements minimaux futurs sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2017	2016
Moins d'un an	28	23
Plus d'un an mais moins de cinq ans	37	33
Plus de cinq ans	5	9

b. Engagements en capital et en matières premières

Les dépenses en capital et en matières premières contractées à la fin de la période, mais non engagées, sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2017		2016		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	MATIÈRES PREMIÈRES
Moins d'un an	51	8	36	2	73
Plus d'un an mais moins de cinq ans	—	14	—	3	258
Plus de cinq ans	—	—	—	1	—
	51	22	36	6	331

c. En 2017, la Société a conclu un contrat de location pour la construction de sa nouvelle usine de transformation de carton-caisse dans le New Jersey. Le bâtiment est actuellement en construction par le bailleur et le bail débutera à la livraison du bâtiment en 2018 pour une période de 20 ans. Le bail sera comptabilisé comme un contrat de location-financement et le total des paiements sera de 96 M\$ pour la durée du bail.

NOTE 28 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ASSOCIÉES
2017		
Ventes aux parties liées	183	85
Achats auprès des parties liées	16	90
2016		
Ventes aux parties liées	155	89
Achats auprès des parties liées	13	168

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la fin de la période considérée :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	13	18
Entreprises associées	22	21
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	3	2
Entreprises associées	4	42

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

NOTE 29

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

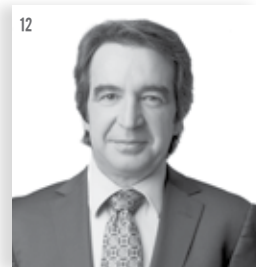
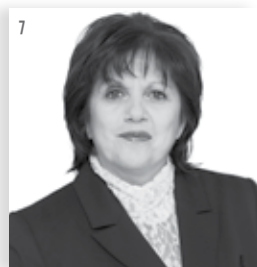
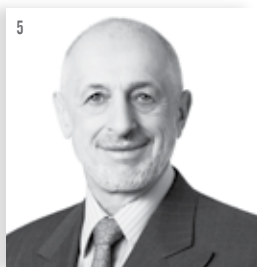
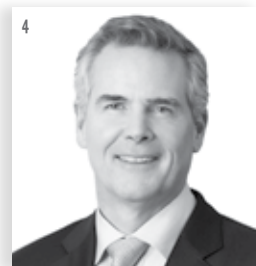
Le 1^{er} janvier 2018, la Société a acquis PAC Service S.p.A., un transformateur de carton pour l'emballage, l'édition, les produits de beauté et l'alimentation et sera consolidée intégralement. La Société détenait déjà une participation de 33,33 % dans le capital-actions par l'entremise de sa participation de 57,8 % dans Reno de Medici S.p.A., dans le secteur de carton plat Europe. La contrepartie pour l'acquisition des 66,67 % d'actions restantes consiste en un montant en espèces de 10 M€ (15 M\$) et a mis en dépôt le 19 décembre 2017. En raison du délai limité entre l'acquisition de PAC Service S.p.A et la publication des états financiers consolidés audités de la Société, certains éléments requis pour la divulgation des acquisitions d'actifs n'ont pas été fournis, en particulier la répartition préliminaire du prix d'achat. La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et publiera la répartition préliminaire du prix d'achat dans ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2018.

Le 31 janvier 2018, la Société a conclu la vente du bâtiment et du terrain de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, pour 72 M\$ US (90 M\$), duquel 68 M\$ US (85 M\$) a été reçu à la clôture de la transaction et 4 M\$ US (5 M\$) est détenu en fidéicommiss. Cette somme sera libérée si certaines conditions sont remplies au cours des trois prochaines années. La Société va continuer à utiliser ce site jusqu'au 31 décembre 2018, date à laquelle l'usine est prévue fermer. La valeur comptable de 13 M\$ du bâtiment et du terrain de l'usine est classée au poste « Actifs détenus en vue de la vente » au bilan consolidé. La production sera graduellement transférée à d'autres unités de Cascades au cours de l'année.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration et la direction de Cascades estiment qu'une régie d'entreprise de qualité contribue à l'exploitation efficace de l'entreprise et au maintien de la confiance de ses investisseurs. Cascades revoit donc régulièrement ses pratiques en la matière, et ce, tant pour se conformer à la législation applicable que pour améliorer l'efficacité de la Société.

C'est le conseil d'administration qui veille, entre autres choses, à la bonne gouvernance d'une entreprise. Par conséquent, sa composition doit être déterminée avec soin. Cascades peut compter sur des administrateurs chevronnés et reconnaît l'importance des administrateurs indépendants. En effet, parmi les douze membres actuels de son conseil, huit étaient indépendants en date du 31 décembre 2017. Ces derniers se rencontrent au moins une fois par année sans la présence des administrateurs non indépendants ni des membres de la haute direction. De plus, afin que les nouveaux arrivants au conseil se familiarisent avec les activités, les enjeux et les défis de l'entreprise, Cascades leur offre un programme d'orientation et de formation.



1

Alain Lemaire
Président exécutif du conseil
d'administration
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 1967
Non indépendant

2

Louis Garneau
Président de
Louis Garneau Sports inc.
Saint-Augustin-de-Desmaures
(Québec) Canada
Administrateur depuis 1996
Indépendant

3

Sylvie Lemaire
Administratrice de sociétés
Otterburn Park (Québec)
Canada
Administratrice depuis 1999
Non indépendante

4

David McAusland
Associé McCarthy Tétrault
Baie d'Urfé (Québec) Canada
Administrateur depuis 2003
Indépendant

5

Georges Kobrynsky
Administrateur de sociétés
Outremont (Québec) Canada
Administrateur depuis 2010
Indépendant

6

Élise Pelletier
Administratrice
Chambly
(Québec) Canada
Administratrice depuis 2011
Indépendante

7

Sylvie Vachon
Présidente directrice générale
de l'Administration portuaire
de Montréal
Longueuil (Québec) Canada
Administratrice depuis 2013
Indépendante

8

Laurence Sellyn
Conseiller d'affaires et
consultant, directeur de sociétés
Pointe-Claire (Québec) Canada
Administrateur depuis 2013
Indépendant

9

Mario Plourde
Président et chef de la direction
de Cascades inc.
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2014
Non indépendant

10

Michelle Cormier
Consultante, Wynnchurch
Capital Canada
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2016
Indépendante

11

Martin Couture
Président et chef de la direction
de Sanimax inc. (Canada)
Montréal (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Indépendant

12

Patrick Lemaire
Président et chef de la direction
de Boralex inc.
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Non indépendant

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE — 10 ANS

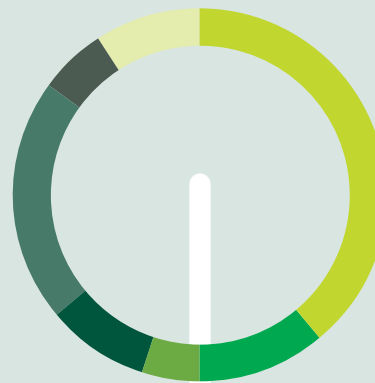
	IFRS	IFRS
	2017	2016
Pour les exercices terminés les 31 décembre		
(en millions de dollars canadiens sauf les montants par action ordinaire et les ratios) (non audités)		
L'information financière n'est pas redressée afin de reclasser l'impact des activités abandonnées, s'il y a lieu, ainsi que les normes IFRS pour les exercices antérieurs à 2011.		
Faits saillants — Résultats consolidés		
Ventes	4 321	4 001
Coût des produits vendus et charges	3 928	3 598
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA ajusté)	393	403
Amortissement	215	192
Bénéfice d'exploitation ajusté	178	211
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	97	93
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(23)	(22)
Éléments spécifiques	(298)	(10)
	402	150
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(81)	45
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(39)	(32)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle	15	2
Bénéfice net (perte nette)	507	135
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire	5,35 \$	1,42 \$
Faits saillants — Flux de trésorerie consolidés		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	173	372
Marge brute d'autofinancement	260	316
par action ordinaire	2,75 \$	3,34 \$
Paiements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	178	177
Regroupements d'entreprises et trésorerie provenant de coentreprises	9	16
Produits de la cession d'entreprises	—	—
Variation nette de la dette à long terme	179	153
Dividendes sur les actions ordinaires	15	15
par action ordinaire	0,16 \$	0,16 \$
Rendement en dividendes	1,2 %	1,3 %
Faits saillants — Bilans consolidés (aux 31 décembre)		
Actifs à court terme moins passifs à court terme	356	316
Immobilisations corporelles	2 117	1 635
Actif total	4 382	3 813
Dette à long terme totale	1 576	1 566
Part des actionnaires sans contrôle	146	90
Capitaux propres des actionnaires	1 455	984
par action ordinaire	15,35 \$	10,41 \$
Faits saillants boursiers		
Actions ordinaires émises et en circulation (en millions)	95,0	94,5
Volume de transactions (en millions)	57,5	43,5
Capitalisation boursière	1 294	1 144
Prix de fermeture	13,62 \$	12,10 \$
Haut	18,20 \$	13,67 \$
Bas	11,43 \$	7,72 \$
Ratios financiers clés		
Bénéfice net (perte nette) / ventes	11,7 %	3,4 %
Ventes / actif total*	1,0x	1,0x
Actif total / capitaux propres des actionnaires moyens*	3,6x	4,1x
Rendement sur les capitaux propres des actionnaires*	41,4 %	14,6 %
Rendement sur les actifs totaux (BEAA / actif moyen)*	9,6 %	10,5 %
BEAA / ventes	9,1 %	10,1 %
BEAA / intérêts	4,1x	4,3x
Actifs à court terme moins passifs à court terme / ventes*	8,2 %	7,9 %
Dette nette / BEAA*	3,9x	3,8x
Dette totale / dette totale + capitaux propres des actionnaires	52,5 %	61,8 %
Cours / bénéfice net	2,5x	8,5x
Cours / valeur comptable	0,9x	1,2x

IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS			
2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008
3 885	3 953	3 849	3 645	3 760	3 959	3 877	4 025
3 462	3 595	3 497	3 341	3 517	3 561	3 412	3 720
423	358	352	304	243	398	465	305
190	183	182	199	186	212	218	213
233	175	170	105	57	186	247	92
97	108	115	115	100	112	118	103
91	30	(2)	(8)	(4)	4	31	24
99	191	28	33	(148)	65	33	54
(54)	(154)	29	(35)	109	5	65	(89)
39	(11)	12	(4)	27	—	23	(29)
(37)	—	3	(2)	(14)	(15)	(17)	(8)
9	4	3	(7)	(3)	3	(1)	2
(65)	(147)	11	(22)	99	17	60	(54)
(0,69) \$	(1,57) \$	0,11 \$	(0,23) \$	1,03 \$	0,18 \$	0,61 \$	(0,55) \$
270	250	232	199	115	228	355	126
307	251	226	154	121	246	303	150
3,28 \$	2,67 \$	2,41 \$	1,64 \$	1,26 \$	2,54 \$	3,10 \$	1,52 \$
156	172	136	141	110	131	171	184
—	—	—	14	60	3	69	(5)
(40)	(36)	—	—	(292)	—	—	47
100	88	(30)	(54)	143	30	59	149
15	15	15	15	15	16	16	16
0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
1,3 %	2,3 %	2,3 %	3,9 %	3,6 %	2,4 %	1,8 %	4,6 %
398	308	414	295	400	479	484	522
1 625	1 592	1 684	1 659	1 703	1 777	1 912	2 030
3 848	3 673	3 831	3 694	3 728	3 724	3 792	4 031
1 744	1 596	1 579	1 475	1 407	1 395	1 469	1 708
96	110	113	116	136	24	21	22
867	893	1 081	978	1 029	1 257	1 304	1 256
9,10 \$	9,48 \$	11,52 \$	10,42 \$	10,87 \$	13,01 \$	13,41 \$	12,74 \$
95,3	94,2	93,9	93,9	94,6	96,6	97,2	98,5
39,7	45,0	25,2	20,2	33,8	57,7	79,8	39,8
1 211	661	646	385	419	647	869	339
12,71 \$	7,02 \$	6,88 \$	4,10 \$	4,43 \$	6,70 \$	8,94 \$	3,44 \$
13,00 \$	7,60 \$	6,92 \$	5,18 \$	7,75 \$	9,80 \$	9,10 \$	8,90 \$
6,49 \$	5,64 \$	4,07 \$	3,85 \$	3,51 \$	5,71 \$	1,70 \$	3,00 \$
(1,7) %	(3,7) %	0,3 %	(0,6) %	2,6 %	0,4 %	1,5 %	(1,3) %
1,0x	1,1x	1,0x	1,0x	1,0x	1,1x	1,0x	1,0x
4,4x	3,7x	3,7x	3,7x	3,3x	2,9x	3,0x	3,3x
(7,4) %	(14,9) %	1,1 %	(2,2) %	8,7 %	1,3 %	4,7 %	(4,4) %
11,2 %	9,5 %	9,4 %	8,2 %	6,5 %	10,6 %	11,9 %	7,8 %
10,9 %	9,1 %	9,1 %	8,3 %	6,5 %	10,1 %	12,0 %	7,6 %
4,4x	3,3x	3,1x	2,6x	2,4x	3,6x	3,9x	3,0x
10,2 %	7,8 %	10,8 %	8,1 %	10,6 %	12,1 %	12,5 %	13,0 %
4,1x	4,5x	4,6x	5,0x	6,1x	3,6x	3,3x	5,9x
67,3 %	64,8 %	60,2 %	61,4 %	59,3 %	53,7 %	54,3 %	59,1 %
s.o.	s.o.	62,5x	s.o.	4,3x	37,2x	14,7x	s.o.
1,4x	0,7x	0,6x	0,4x	0,4x	0,5x	0,7x	0,3x

MATIÈRE RECYCLABLE PRODUIT RECYCLÉ

Il ne suffit pas de donner une seconde vie à la matière, il faut aussi penser à ses vies suivantes... et ce, à l'infini. C'est la base du modèle d'affaires de Cascades qui, au fil du temps, a fait de son « système en circuit fermé¹ » un atout stratégique important. La matière devient produit, le produit se recycle et redevient matière à nouveau. Et c'est grâce à cette grande roue qui tourne inlassablement que la Société s'est taillé une place de leader en matière de récupération de papier en Amérique du Nord. Un autre succès vert signé Cascades.

**FIBRES ACHETÉES ET COLLECTÉES
EN AMÉRIQUE DU NORD ET EN EUROPE**
~4,7 MILLIONS T.C.



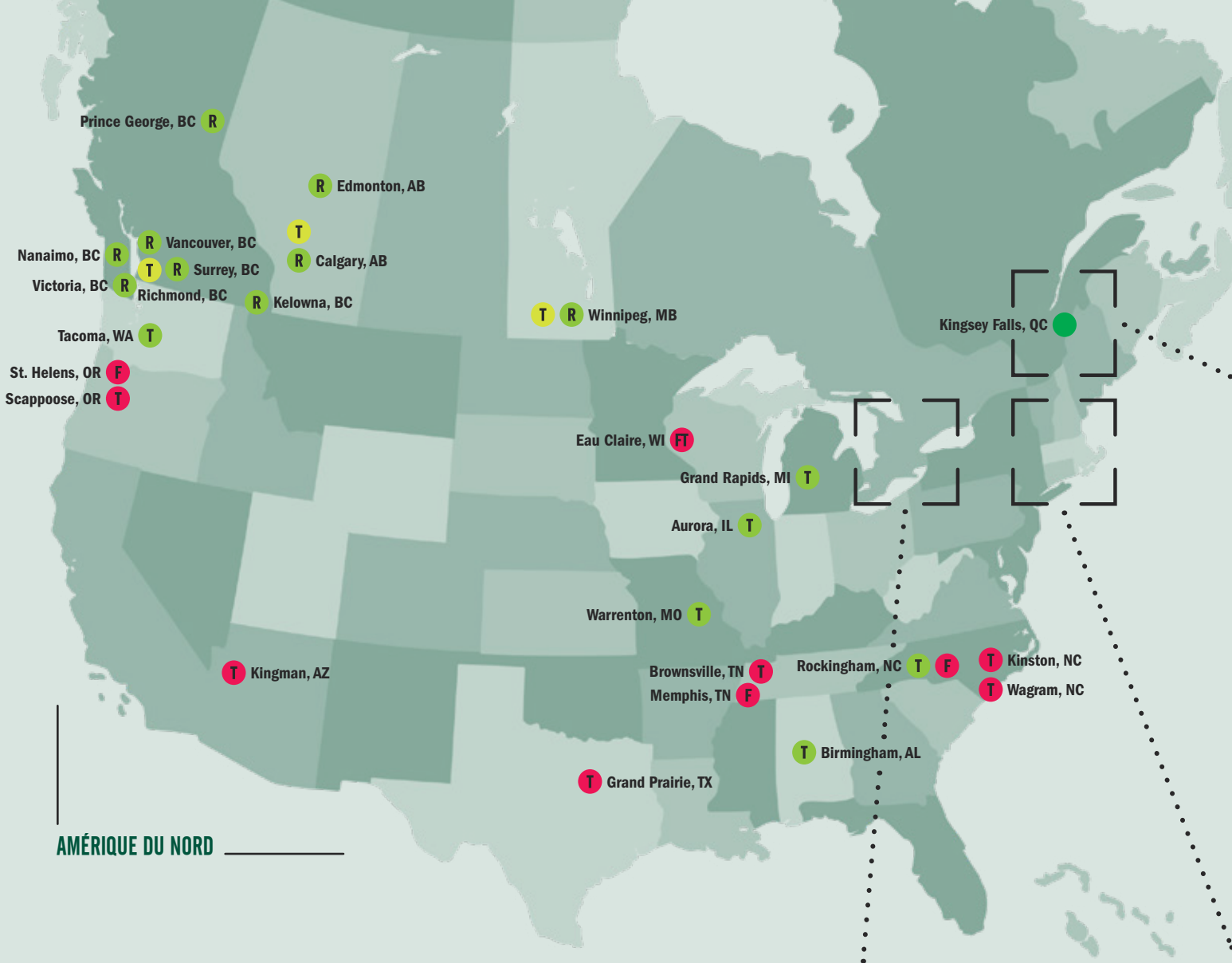
**FIBRES CONSOMMÉES
EN AMÉRIQUE DU NORD ET EN EUROPE**
~3,8 MILLIONS T.C.



EXPÉDITIONS
~3,8 MILLIONS T.C.



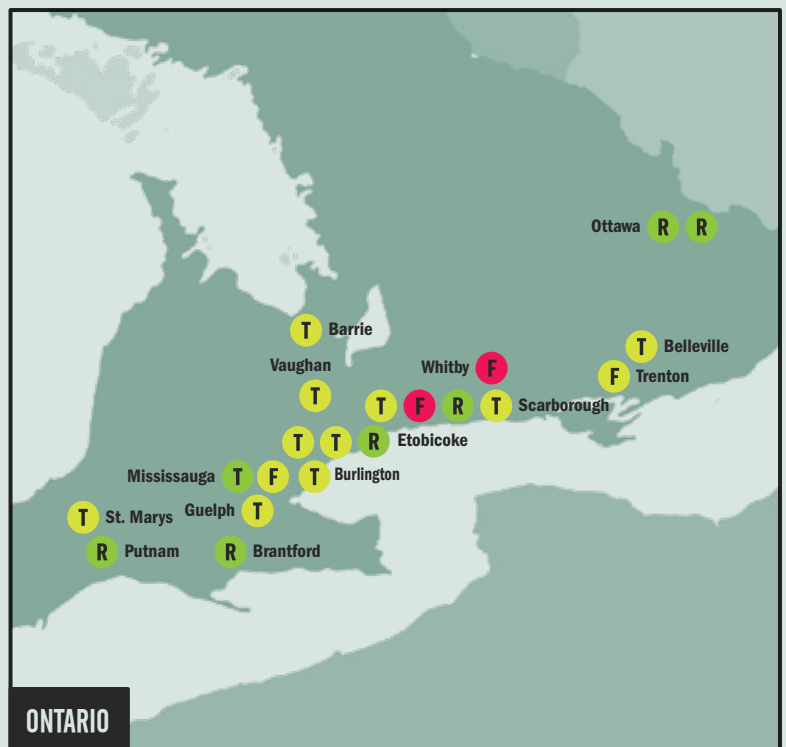
¹ Données de 2017, incluant 100 % de Reno de Medici, une société publique italienne dans laquelle Cascades détient une participation de 57,8 %. Excluant les entreprises associées et coentreprises.



CASCADES À TRAVERS LE MONDE¹

LÉGENDE

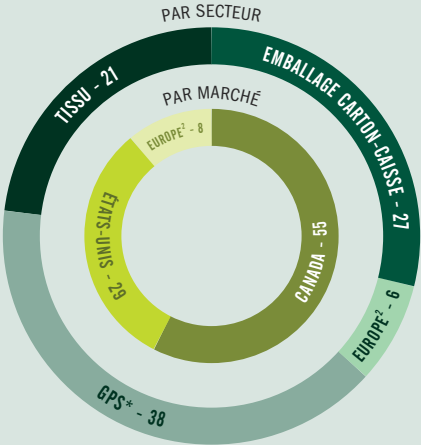
- Siège social
- Emballage carton-caisse
- Carton plat Europe²
- Produits spécialisés
- Papiers tissu
- Usine de fabrication
- Usine de transformation
- Usine de fabrication et de transformation
- Usine de récupération
- * Démarrage prévu au T2-2018



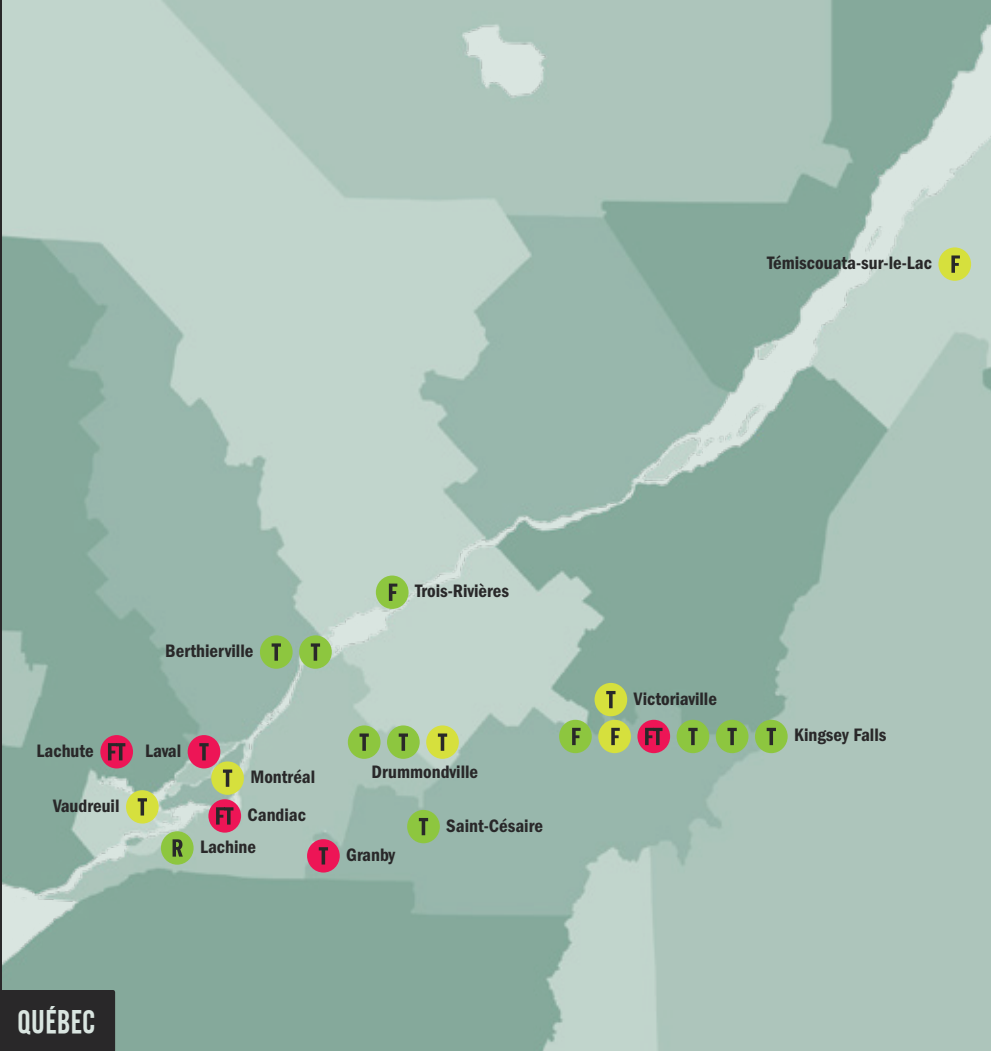
¹ Incluant les principales entreprises associées et les coentreprises.

² Avec notre participation de 57,8% dans Reno de Medici S.p.A., une société italienne publique transigée sur les bourses de Milan et de Madrid.

92 UNITÉS DE PRODUCTION¹



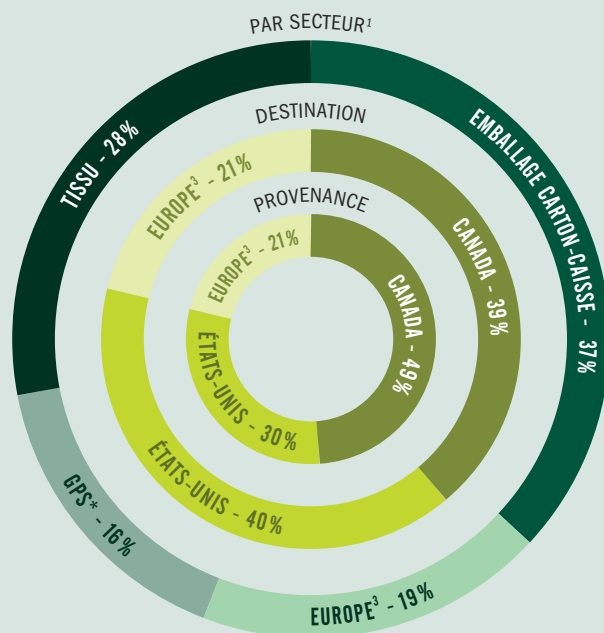
1 Incluant les principales entreprises associées et coentreprises.
 2 Avec notre participation de 57,8% dans Reno de Medici S.p.A., une société italienne publique transgicée sur les bourses de Milan et de Madrid.
 * Secteur Produits spécialisés



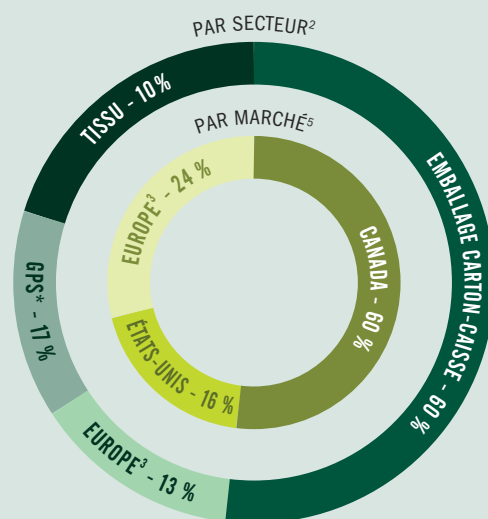
VENTILATION

DE NOS OPÉRATIONS SUR LE MARCHÉ

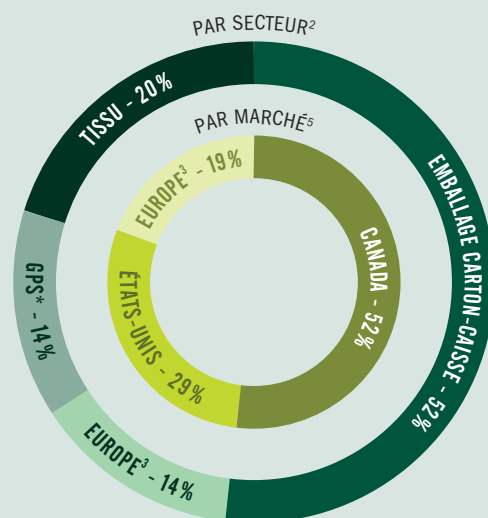
VENTES
4 321 M\$



BÉNÉFICE
D'EXPLOITATION
175 M\$



BEAA AJUSTÉ⁴
393 M\$



1 Avant les éliminations intersectorielles et activités corporatives.

2 Pourcentage excluant les activités corporatives.

3 Avec notre participation de 57,8% dans Reno de Medici S.p.A., une société italienne publique transigée sur les bourses de Milan et de Madrid.

4 Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

5 Incluant les activités corporatives.

* Secteur Produits spécialisés



CASCADÉS.COM



Imprimé sur du Rolland Enviro^{MC} Satin, 120M texte et Rolland Enviro^{MC} Print, 160M couverture, des papiers contenant 100 % de fibres postconsommation qui sont certifiés Procédé sans chlore. Ces papiers sont également certifiés FSC et ÉcoLogo et sont fabriqués à partir d'énergie biogaz.

Production : Service des communications de Cascades — Design : absolu — Prépresse et impression : Impart Litho
Photographies : Brühmüller photographe

Imprimé au Canada